

Le Monde

étranger

LES CONFLITS EN AFRIQUE

L'Éthiopie adresse un ultimatum aux forces somaliennes qui se trouvent en Ogaden

Tandis que de violents combats se poursuivent dans l'Ogaden et qu'il se confirme que six avions éthiopiens ont été abattus, mardi 7 février, les deux villes somaliennes de Berbera et Hargeisa, le gouvernement d'Addis-Abeba a lancé, mercredi, un ultimatum aux forces armées somaliennes se trouvant en territoire éthiopien. Elles sont sommées de se rendre immédiatement, « sous peine de destruction totale ». « Vous vous faites décerner pour reconquérir des territoires que vous n'avez jamais perdus. Ou vous avez trompés en vous disant que vous les aviez

perdus », a déclaré le commandant éthiopien à l'adresse de ses adversaires.

● A MOSCOU, un article de l'hebdomadaire « Temps nouveaux », que l'agence Tass a diffusé le mercredi 8 février, dénonce dans des termes très violents « la collusion des puissances impérialistes et avant tout des États-Unis avec les régimes réactionnaires arabes », qui non seulement soutiennent la Somalie mais l'ont « poussée à commettre une agression contre l'Éthiopie ». Citant les « régimes réactionnaires », « Temps nouveaux » s'abstient, nous indique notre correspon-

dant, de mettre en cause l'Iran, partenaire commercial apprécié de l'U.R.S.S.

● A KOWEIT, un porte-parole gouvernemental a déclaré mercredi que la défense de la Somalie « relève de la responsabilité collective des Arabes ».

● A BONN, où il participe à une réunion de l'Internationale socialiste, M. Shimon Peres, ancien ministre israélien de la Défense et chef de l'opposition travailliste, a justifié mercredi les livraisons d'armes israéliennes à l'Éthiopie, qui portaient « seulement, a-t-il assuré, sur quelques munitions ».

Le Tchad vient saisir le Conseil de sécurité de son différend avec la Libye

Le général Félix Malloum, chef de l'État tchadien, a déposé, mercredi 8 février, une « offensive militaire de grande envergure » lancée contre son pays par la Libye et demandée aux pays « amis du Tchad » une « assistance militaire conséquente ».

Toutefois, le chef de l'État s'étant retiré à l'occupation — déjà ancienne — de la bande d'Acousou (au nord du Tchad) par la Libye, il est difficile de mesurer la signification exacte de cette accusation.

S'adressant aux chefs de mission diplomatique en poste au Tchad, le président Malloum a précisé, en faisant apparemment allusion aux rebelles en lutte contre lui : « Nous sommes en droit d'affirmer, avec toutes les preuves à l'appui qu'il s'agit d'une agression caractérisée contre le Tchad. L'intensité des combats qui se déroulent dans le Borkou-Ennedi-Tibesti grâce à l'envoi massif de moyens en hommes et en matériel de guerre, prouve amplement que des troupes libyennes se trouvent sur le terrain ».

S'adressant aux chefs de mission diplomatique en poste au Tchad, le président Malloum a précisé, en faisant apparemment allusion aux rebelles en lutte contre lui : « Nous sommes en droit d'affirmer, avec toutes les preuves à l'appui qu'il s'agit d'une agression caractérisée contre le Tchad. L'intensité des combats qui se déroulent dans le Borkou-Ennedi-Tibesti grâce à l'envoi massif de moyens en hommes et en matériel de guerre, prouve amplement que des troupes libyennes se trouvent sur le terrain ».

Le général Malloum, qui a participé à plusieurs opérations militaires aux côtés de l'armée tchadienne, indique que pour tenter de repérer les débris du DC-3, deux DC-4 ont pris l'air le 30 janvier avec, pour autre mission, d'assurer le soutien logistique des troupes. C'est alors qu'il survolait la zone où le DC-3 s'était écrasé qu'un des DC-4 a été atteint à son tour par les rebelles.

Le DC-4, piloté par le capitaine André, a d'abord été touché à l'épave, le commandant Zakaria Wama Dabab, ministre tchadien de l'Équipement et des mines se trouvait à bord. De plus, l'avion transportait vingt barils, soit quatre tonnes d'essence, destinés aux combattants.

Ensuite, dans hélice, puis un moteur, se sont décrochés. Sans gouverner, l'avion s'est finalement écrasé sur une bande de sable, à 50 kilomètres à l'est de Faya-Largeau et à 10 kilomètres des positions rebelles. Tous les occupants ont été évacués à la corvette avant qu'elle ne s'enfonce. Repérés grâce à leurs pilotes et à un miroir de poche, l'équipage et le ministre tchadien ont été récupérés trois heures et demi après l'accident par un hélicoptère, avant l'arrivée des rebelles toubous.

La ville où les enfants se fusillent « pour rire »...

Addis-Abeba. — Tous les enfants du monde jouent à la guerre. Ceux d'Addis-Abeba ont inventé cette année un nouveau jeu : la « guerre rouge ». Le spectacle n'est pas rare dans les rues de la capitale éthiopienne. Un groupe de six ou huit « enfants » se plantent résolument dos au mur. Une demi-douzaine de ses camarades, alignés à dix pas, bâton à l'épaule, figurent le peloton d'exécution, qui, d'une rafale — tatatatata — fusille le « contre-révolutionnaire ».

Une jeune femme raconte que, dans l'école maternelle où vont ses fils, un autre jeu, plus élaboré, fait fuir : celui du prisonnier politique. Les petits garçons, que les pères de famille emprisonnés, auxquels les petites filles vont porter chaque jour le plat d'« Ingera » (nourriture de base des Éthiopiens), longuement préparé dans des boîtes de conserve, à la récréation, — pour rire, bien sûr — et pour imiter la geste quotidienne de milliers de femmes éthiopiennes dont les fils, mariés ou pères sont en prison.

Dans les rues d'Addis-Abeba défilent les cortèges minuscules des « miliciens » de six ans, qui, fusil de bois à la main, scandent par jeu les slogans bolcheviques de l'Éthiopie rouge. « Oui, on apprend beaucoup sur la nouvelle réalité éthiopienne, avec ces enfants des rues qui, comme à Belfast, à Beyrouth ou à Saigon, restituent crûment dans leurs jeux la réalité quotidienne la plus banale. Barakia ? Ici, les choses vont sans doute beaucoup plus loin qu'ailleurs. A huit ans, on ne se contente pas seulement de la révolution, on la fait. Et souvent on en meurt ».

En décembre dernier, une circulaire très officielle émanant du gouvernement a été diffusée dans tous les « kebells » (comités de quartier). Elle prescrivait expressément une extension de la répression aux enfants de huit à douze ans, « agents de l'État » des contre-révolutionnaires. La consigne, qui faisait partie de cette « guerre rouge » que la répression s'efforce aujourd'hui de justifier, put paraître monstrueuse et surtout absurde. Elle ne l'était qu'à moitié. Les enfants, même très jeunes, sont effectivement utilisés depuis longtemps par les groupes clandestins hostiles au pouvoir comme masse de manœuvre, agents de renseignement ou « colporteurs d'affiches ». Pour un dollar éthiopien (2 francs) — une fortune — on peut convaincre un petit chœur de chœurs ou un gosse mendiant du Marabout d'aller grignoler un slogan « contre-révolutionnaire » sur les murs ou d'accrocher un fanion « subversif » sur les fils électriques. C'est-à-dire de risquer sa vie... La circulaire du décembre n'était donc que la réponse fût à une réalité tout aussi folle.

Certains responsables de « kebells » — pourtant — qui ne manifestent

an temps normal aucune sentimentalité excessive — ont cette fois réagi. Ceux du « kebells » numéro 14, par exemple, sont allés sans hésiter rendre leurs fusils aux autorités supérieures du kebells (1) en disant : « Vous nous avez donné des fusils pour défendre la révolution, pas pour tuer nos enfants. » Il a fallu résoudre cet embarras de conscience. En général, on a fait appel aux miliciens du « kebells » voisins pour accomplir la besogne. Dans d'autres cas, des responsables de « kebells » jugés trop « fides » ont été purement et simplement remplacés.

Des gamins en prison

C'est ainsi, en tout cas, que des dizaines de ces dizaines d'enfants ont été arrêtés depuis la fin de 1977 à Addis-Abeba. Un apocryphe est devenu courant : celui d'un groupe de miliciens armés au poing faisant irruption dans... une classe maternelle. Les enfants emprisonnés, ou rigou-

reusement encadrés, sont désormais soumis à ce qu'ils appellent « le régime du kebells ». On raconte aujourd'hui à ce sujet, dans certains milieux éthiopiens, l'histoire édifiante de ce prêtre orthodoxe de l'église de la Trinité, en ajoutant, d'un air oblique, qu'il était « probablement fou à lier ». Devant ses fidèles réunis tous quelques semaines, à l'occasion d'un office funèbre, il s'est soudain lancé dans une diatribe antichristienne accusant le régime d'« assassiner les enfants ». Conduit par les militaires dans une caserne d'Addis-Abeba, il a, dit-on, été fusillé aussitôt.

Le régime, au tout cas, peut se féliciter d'un résultat tangible : on voit beaucoup moins de griffouillages subversifs sur les murs de l'Éthiopie socialiste.

JEAN-CLAUDE GUILLERAUD.

(1) Addis-Abeba est divisée en deux cent quatre-vingt-quatre « kebells ». Les « kebells » sont des unités administratives de base, équivalentes aux « quartiers » (ou « arrondissements ») français. Elles sont dirigées par des « chefs de kebells » (ou « chefs de quartier ») qui sont des fonctionnaires ou des militaires. Les « kebells » sont des unités administratives de base, équivalentes aux « quartiers » (ou « arrondissements ») français. Elles sont dirigées par des « chefs de kebells » (ou « chefs de quartier ») qui sont des fonctionnaires ou des militaires.

Les circonstances de la disparition du DC-3

D'autre part, un témoin direct, coopérant militaire français au Tchad, a précisé, mercredi, après son retour à Paris, les conditions de la disparition du DC-3 abattu par des rebelles tchadiens dans la région de Faya-Largeau ainsi

monde. L'armée américaine s'entraîne au combat dans le désert. Et le chef d'état-major français des armées a récemment évoqué l'éventualité de ces actions d'intimidation ou de rétorsion sur des théâtres d'opérations éloignés du territoire national.

C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement français ne s'est pas opposé à la présence d'armes nucléaires tactiques au sein des forces interarmées d'action extérieure. Les avions Jaguar, dont certains sont actuellement présentement à Dakar pour des opérations d'assistance au-dessus de la Mauritanie, ont cette capacité nucléaire tactique, et les avions Super-Stendard qui commencent à embarquer, à la fin de l'année, sur le Foch et le Clemenceau ont la même capacité.

JACQUES ISNARD.

SELON DES ANALYSES DE SOURCE OCCIDENTALE

L'existence d'une « légion étrangère » cubaine accroît la capacité soviétique d'intervention en Afrique

A l'ombre de la dissension nucléaire qui a pour effet de « geler » la situation dans certaines régions du monde, notamment en Europe, l'Union soviétique a mis au point une capacité militaire d'intervention à longue distance qui s'appuie sur l'existence d'une nouvelle « légion étrangère » à son service : des unités cubaines et des techniciens d'Europe centrale.

C'est le diagnostic, aujourd'hui, de la plupart des États-majors et des services de renseignements occidentaux, lorsqu'ils analysent les actions, proprement militaires, de l'Union soviétique en Afrique. Le développement d'une aviation militaire de transport lourd, la modernisation et le redéploiement géographique de la marine de guerre bénéficiant, de surcroît, du soutien logistique de la marine marchande, l'expansion des ventes d'armes qui revient à constituer des stocks disponibles à l'étranger sont considérés en Occident, comme autant de preuves que l'Union soviétique applique un plan concerté pour se doter, à terme, d'une capacité militaire d'intervention extérieure comparable à celle des États-Unis.

En outre, l'existence d'un corps expéditionnaire cubain de soldats de métier, qui peut être engagé en première ligne là où les Soviétiques ne voudraient pas trop occuper le devant de la scène, confère désormais à l'ensemble du dispositif, à la fois, la cohésion, la mobilité et la souplesse qui lui manquaient.

Des informations recueillies par l'équipage du Foch, lorsque le porte-avions français était à la fin de l'année dernière en océan Indien, sur la manière dont s'est passé l'exode des Soviétiques contraints de quitter la Somalie et la base de Berbera pour se retrouver de l'autre côté du golfe d'Aden, donnent à penser que les Soviétiques ont appris à improviser la mise sur pied de ponts aériens et de convois navals, en dépit de la lourdeur administrative et logistique traditionnelle en la matière, des services de l'armée rouge.

Des voies obliques

A plusieurs reprises, depuis l'envoi de soldats cubains en Angola en février 1976, les services de renseignements occidentaux ont alerté leurs gouvernements sur ce qu'ils considéraient comme une volonté des Soviétiques de privilégier et de valoriser les « voies obliques » d'un affrontement politique entre l'Est et l'Ouest, c'est-à-dire la guerre indirecte ou la guerre subversive. Se fondant sur la lecture des revues militaires soviétiques, les analystes occidentaux disent avoir observé que, depuis peu, l'état-major de l'armée rouge n'écarte plus l'hypothèse d'un conflit limité sans emploi de l'arme nucléaire. Les manœuvres de l'armée so-

viétique sont désormais quentes, qui font appel à l'effet de surprise avec des attaques de nuit, des parachutages sur les arrières ou des reconnaissances du littoral par débarquements de commandos. Les analystes occidentaux considèrent que cette progression de la stratégie soviétique, sous le couvert d'une dissension nucléaire qui gèle les risques d'un conflit majeur, relève de la guerre indirecte — telle que la concevaient également les États-majors occidentaux — et aussi de la guerre idéologique menée spécialement par le régime de Moscou dans les pays sous-développés.

L'affrontement idéologique serait, si l'on en croit les États-majors, le fait de « campagnes de désinformation » internationales qui, dans le cas présent, visent à dissimuler le véritable caractère de présence militaire sur ce continent. Mais d'autres, qui ont l'expérience de l'Afrique, sont plus réservés et ils voient seulement dans l'attitude de Moscou le souci de saisir chaque occasion pour s'attirer une clientèle locale et répandre opportunément l'idéologie soviétique.

Quelles que soient ces différences d'interprétation, on s'accorde néanmoins sur le mécanisme même de la tactique de pénétration et le fait que sous l'Afrique subsaharienne de l'Atlantique à l'océan Indien.

Après avoir aidé en armes, souvent modernes, et en instructeurs les dissidents et les mouvements locaux de libération, le gouvernement soviétique apporte son concours à la formation des cadres militaires et des spécialistes autochtones de la sécurité intérieure du territoire. Les armes livrées restent, pour l'essentiel, aux standards et aux normes de celles de l'armée rouge, pour être, ultérieurement, parquées et devenir rapidement opérationnelles avec l'arrivée, éventuelle, sur place de serviteurs soviétiques.

Tourner la dissuasion

Les évaluations de source française, sur ce qu'il est convenu d'appeler « le bras séculier » du pouvoir soviétique en Afrique, sont généralement inférieures à celles des autres services occidentaux.

On estime que six mille à sept mille Chinois sont actuellement en Afrique, principale-

ment en Angola et en Éthiopie, aux côtés de mille cinq cents techniciens d'Europe centrale, notamment des techniciens tchécoslovaques et est-allemands. Certains rappellent, à cette occasion, que les Soviétiques — en s'associant aux Cubains — se sont en fait tous les membres du « standing committee » (comité central de la ville chargée de désigner les trois candidats au poste de maire.

Parallèlement à l'envoi d'assistants militaires, l'Union soviétique expédie, sur place, des conseillers économiques et des techniciens industriels. Elle finance ou exécute elle-même de grands travaux d'intérêt général. Elle cherche à négocier des droits de pêche, qui se transforment en droits d'escalade ou en concessions de bases navales, et elle sollicite l'installation des centres de télécommunications pour la navigation aérienne ou l'écoute des transmissions.

Toutes ces activités participent d'une même préoccupation stratégique qui vise à transformer la dissuasion en des actions ponctuelles et, pour les plus pessimistes des analystes occidentaux, à permettre à l'Union soviétique de se préparer à un éventuel blocus économique du continent européen.

Des actions d'intimidation

En verrouillant le canal de Suez et l'océan Indien, et en contrôlant la route du Cap depuis des bases le long de la côte africaine, les Soviétiques pourraient entraver les lignes de communications de l'Europe. L'Arabie Saoudite a mis en garde les pays occidentaux contre cette éventualité. Des Saoudiens sont allés jusqu'à proposer — en vain — à leurs interlocuteurs français de les aider, financièrement, à maintenir un contingent militaire à Djibouti et ils ont suggéré, à des experts de l'O.T.A.N., de prévoir des liaisons techniques, à Naples, entre certains pays arabes et des commandements alliés du flanc sud de l'Europe et de la Méditerranée. A ce jour, ces contacts n'ont pas eu de résultats concrets notables.

Si l'ambition des Soviétiques n'est pas nouvelle, leur marine a toujours « soigné » ses « menaces chaudes » du globe, la

perspective d'un quelconque monopole, par l'une ou l'autre des deux grandes puissances des richesses pétrolières dans cette région du monde est considérée comme une menace par des spécialistes français du renseignement. Vers 1965, la France, dépourvue de ressources énergétiques à la différence d'autres pays européens comme la Grande-Bretagne ou la République fédérale d'Allemagne, pourrait se trouver confrontée à l'incapacité conjuguée des Américains et des Soviétiques de rationner leur propre consommation. Elle serait, donc, dans l'obligation, face à un taureau raréfié, de prendre des risques pour se procurer les moyens de sa survie économique.

De tels scénarios de crise ne sont plus écartés aujourd'hui par aucun des États-majors dans le

monde. L'armée américaine s'entraîne au combat dans le désert. Et le chef d'état-major français des armées a récemment évoqué l'éventualité de ces actions d'intimidation ou de rétorsion sur des théâtres d'opérations éloignés du territoire national.

C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement français ne s'est pas opposé à la présence d'armes nucléaires tactiques au sein des forces interarmées d'action extérieure. Les avions Jaguar, dont certains sont actuellement présentement à Dakar pour des opérations d'assistance au-dessus de la Mauritanie, ont cette capacité nucléaire tactique, et les avions Super-Stendard qui commencent à embarquer, à la fin de l'année, sur le Foch et le Clemenceau ont la même capacité.

Tunisie

Selon son nouveau secrétaire général

LA CENTRALE SYNDICALE POURRAIT QUITTER LA C.I.S.I.

(De notre correspondant.)

Tunis. — La nouvelle direction de la centrale syndicale tunisienne U.G.T.T. a trouvé son premier appui extérieur en l'Organisation de l'unité syndicale africaine, dont le secrétaire général, M. Denis Akumu, se trouve à Tunis.

Ce dernier a donné une conférence de presse le mercredi 8 février. Il s'est félicité d'avoir pu constater que la centrale « fonctionnait normalement ». Le représentant de l'Organisation syndicale africaine, avec laquelle l'ancienne direction de l'U.G.T.T. n'avait que des relations lointaines, a reconnu qu'il n'avait pu obtenir la libération des syndicalistes arrêtés à la suite des émeutes du « jeudi noir », mais s'est montré satisfait d'avoir reçu l'assurance — comme la C.I.S.I. huit jours plus tôt — de pouvoir envoyer un avocat en observateur à leur procès.

Le secrétaire général provisoire de l'U.G.T.T., M. Tlaji Abid, qui assistait à cette conférence, s'est, lui aussi, adressé aux journalistes pour leur assurer que le syndicat continuait à œuvrer pour l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière.

Selon M. Abid, la « première préoccupation » de l'actuelle direction qui doit préparer le congrès extraordinaire du 25 février est « de s'occuper du sort des syndicalistes arrêtés ». Il a cité l'ancien secrétaire général, M. Habib Achour, et de les défendre par tous les moyens légaux.

Faisant allusion à l'affiliation de l'U.G.T.T. à la C.I.S.I., M. Abid a précisé que, s'il s'agissait que des organisations syndicales internationales avaient « de mauvaises intentions contraires à nos principes », la centrale pourrait décider de les quitter après avoir soumis la cas au prochain congrès. — M. D.

Leurs noms, leurs rites, leurs codes, leurs secrets; un véritable « guide » du parti giscardien.

LES GISCARDIENS

Dans la même collection: Thierry Pfister, « Les Socialistes ».

AMÉRIQUES

Nicaragua

Après
de nouveaux affrontements

SITUATION CONFUSE A MANAGUA

Managua. — De nouveaux affrontements entre manifestants hostiles au régime du président Anastasio Somoza et forces de police ont eu lieu dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 février. Des véhicules ont été incendiés et des véhicules incendiés. La grève déclenchée le 24 janvier pour protester contre l'assassinat du 10 janvier, de M. Pedro Joaquín Chamorro, directeur du quotidien *la Prensa* et principal leader de l'opposition, survient cependant à un tournant.

Une dépêche d'Associated Press annonce la fin de la grève, et d'autres sources se bornent à indiquer que les milieux d'affaires, qui s'étaient joints au mouvement de protestation, ont repris leurs activités. La situation est extrêmement confuse dans la capitale, sillonnée par les jeepes et les camions de la garde nationale, et où la censure n'est rompie que par les stations de radio clandestines qui ont trouvé refuge dans les égouts.

Le parti conservateur, seule formation officielle d'opposition, a demandé la démission du président Somoza. D'autre part, le Venezuela, accusant ce dernier de violer les droits de l'homme, a demandé à l'Organisation des Etats américains, dont le siège est à Washington, l'ouverture d'une enquête sur la situation au Nicaragua.

Guatemala

Selon le Latin America Bureau

VINGT MILLE ASSASSINATS POLITIQUES AURAIENT ÉTÉ COMMIS EN DIX ANS

Londres (A.F.P.). — Environ vingt mille assassinats politiques ont été commis depuis 1968 au Guatemala, qui est l'un des pays les plus répressifs d'Amérique latine, indique un rapport publié mercredi 8 février par le Latin America Bureau, organisme international s'intéressant notamment aux violations des droits de l'homme.

« Les souffrances provoquées par le tremblement de terre, qui est vingt-deux mille morts en 1976, n'étaient guère plus graves que le désastre, d'origine humaine, celui-ci, qui a tué le Guatemala au cours des dix années précédentes », écrit le rapport.

Ses auteurs précisent que plus de quinze mille personnes ont été tuées de 1974 à 1976 par des groupes « terroristes de droite soutenus officiellement par le gouvernement de M. Carlos Arana ».

Le rapport, dont la publication coïncide avec la visite à Londres de deux hauts fonctionnaires du ministère guatémaltèque des affaires étrangères, MM. Luis Mendoza et Jorge Skinner-Rice, indique d'autre part que la revendication de Guatemala sur la colonie britannique de Belize est une « manœuvre » destinée à détourner l'attention de la population de la répression et de l'injustice.

A TRAVERS LE MONDE

Berlin-Ouest

UN COUPLE S'EST IMMOLE PAR LE FEU, mercredi soir à Berlin-Ouest, au pied de l'église dite « du souvenir », sur l'avenue Kurfürstendamm. Il s'agit d'un homme et d'une femme de vingt à trente ans, dont l'identité n'a pas encore été établie. Avant de s'armer d'essence, ils avaient lancé des tracts protestant contre la famille dans le monde. Un nécessaire servant aux injections d'héroïne et de morphine a été retrouvé à côté des cadavres calcinés. — (A.F.P.)

Danemark

LE PARLEMENT DANOIS a décidé mercredi 8 février que la fameuse « cité libre » de Christiansia à Copenhague pourra exister encore deux ans environ. La semaine dernière, la Cour suprême avait autorisé l'Etat à procéder immédiatement à l'évacuation des huit cents squatters vivant à Christiansia. Mais par 80 voix contre 71 et 5 abstentions, la Chambre a voté mercredi une motion qui prend note de l'intention du gouvernement d'écarter le désastre minotaure de ne pas évacuer la cité tant que les projets d'utilisation future des lieux ne seront pas au point, ce qui demandera deux ans. Christiansia est un domaine de 16 hectares, situé en pleine capitale, et comportant cent soixante-seize bâtiments d'une caserne abandonnée. — (A.F.P.)

Espagne

PRÈS D'UNE CENTAINE DE DÉTENUÉS de la prison de Barcelone se sont infligés volontairement des blessures, mercredi 8 février, pour appuyer leur demande d'amnistie. Les blessés dont l'état ne présente pas de danger ont été transférés dans divers hôpitaux de la ville. — (A.F.P.)

Kenya

LE KENYA ET L'UGANDA ont décidé de normaliser leurs relations, affectées depuis près de deux ans par une série de crises dont la plus grave a conduit à l'écclatement de la communauté est-africaine, qui regroupait ces deux pays et la Tanzanie depuis 1967. A l'issue de la visite à Kampala d'une délégation conduite par M. Muryua Walyaki, ministre des affaires étrangères kenyan, les deux pays ont décidé de former un comité chargé d'examiner les problèmes bilatéraux et de rétablir des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. — (A.F.P.)

Maroc

LE PRÉSIDENT MOUTOU, chef de l'Etat sahraoui, est arrivé mercredi 8 février à Rabat, venant de Bruxelles, pour une visite privée de vingt-quatre heures. Il est suivi dans la capitale marocaine par M. Ould Daddah, qui s'y rend ce jeudi, venant de Paris, et qui doit entretenir avec le roi Hassan II avant de regagner Nouakchott. — (R.F.P., Reuter.)

Namibie

LE MINISTRE DE LA SANTÉ DU BANTOUSTAN OVAMBO, M. Tolva Shiyagaya, a été assassiné le 7 février alors qu'il assistait à un meeting organisé à Otjavan, dans l'ouest de l'Ovamboland. Selon la police, l'assassin, abattu alors qu'il s'enfuyait, était porteur d'une carte de la Swapo (organisation du peuple du sud-ouest africain). Ce meurtre a eu lieu quatre jours avant l'ouverture à New-York de conversations sur l'indépendance de la Namibie. En avril 1976, le ministre du Bantoustan Ovambo, le chef Flenon Elifas, avait été assassiné. — (Corr.)

Pérou

CINQUANTE-QUATRE DIRIGEANTS SYNDICAUX font la grève de la faim pour obtenir la réintégration de plusieurs milliers de travailleurs licenciés à la suite de la grève générale de juillet dernier, a-t-on appris mercredi 8 février à Lima. — (A.F.P.)

Rhodésie

LE GOUVERNEMENT DE SALISBURY a expulsé, mercredi 8 février, un missionnaire catholique, le Père Philip Timmins, pour des raisons non précisées officiellement. Le Père Timmins, d'origine irlandaise, est le troisième missionnaire catholique de la mission de Wieda, à environ 110 kilomètres au sud-est de Salisbury, à être expulsé du pays. — (A.F.P.)

Syrie

QUATRE MILLIONS D'ÉLECTEURS SYRIENS, sur une population de plus de huit millions, se sont rendus, mercredi 8 février, aux urnes en vue de réélire pour un nouveau septennat le chef de l'Etat, le général Hafez Al Assad, qui est également secrétaire général du parti Baas (au pouvoir). Conformément aux dispositions du code électoral, sa candidature a été présentée par le parti Baas et agréée par le Conseil du peuple (Parlement). Lors du référendum de 1971, le chef de l'Etat syrien avait recueilli 99,2 % des suffrages exprimés. Le mandat du président Assad expire le 11 mars prochain. — (A.F.P.)

Union soviétique

M. LEONID BREJNEV a reçu mercredi 8 février le chancelier autrichien Bruno Kreisky qui se trouvait à Moscou depuis quarante-huit heures pour envisager les moyens de rééquilibrer au profit de l'Autriche la balance des échanges commerciaux entre les deux pays.

L'ACADEMICIEN SAKHAROV a annoncé aux correspondants occidentaux à Moscou que son beau-fils Alexis Semionov avait reçu l'autorisation d'émigrer en Israël. M. Semionov, exclu au mois de novembre dernier de l'Institut de mathématiques où il étudiait, ne sera pas accompagné par sa femme et leur fils de deux ans, car M. Semionov ne souhaite pas quitter l'U.R.S.S. — (Reuter.)

Le Cambodge a rejeté le plan du Vietnam pour « régler le problème frontalier »

Le Cambodge a rejeté, mercredi 8 février, le plan proposé dimanche par le Vietnam pour « régler le problème frontalier ». Selon le radio de Phnom-Penh, ce plan n'est qu'un geste de propagande pour abuser l'opinion internationale au moment où le Vietnam lance une nouvelle offensive avec des chars et des avions. Depuis le 5 février, les Vietnamiens ont pénétré à l'intérieur du territoire cambodgien sur une profondeur variant entre 4 et 7 kilomètres, a affirmé la radio. Le Voix du Vietnam, de son côté, confirme l'existence de combats mais les situe au territoire vietnamien, dans la province d'Anh-Giang.

De notre correspondant

Bangkok. — Les dirigeants de Hanoi paraissent soucieux de parvenir à un compromis après un mois d'hostilités ruineuses pour eux, tant sur le plan international que sur le plan intérieur. Un diplomate est parvenu à nous dire : « Contrairement aux Cambodgiens, les Vietnamiens font le jeu de la coopération internationale. Hanoi veut d'abord l'ouverture de plusieurs bureaux d'organes spécialisés de l'ONU. Son ministre des affaires étrangères vient d'achever une tournée des pays de l'ASEAN pour défendre une atmosphère de guerre froide persistante depuis 1975. Certes, ces pays ne sont pas dupes et savent que cette mission doit à la réalité entre Phnom-Penh et Hanoi, mais l'ouverture vers des régimes anticomunistes a eu lieu et des accords ont été signés ».

Le désir des Vietnamiens de jouer à fond le jeu selon les règles établies au sein des instances internationales est en opposition avec les ambitions, qui s'y refusent, s'est manifesté par l'appel lancé lundi au secrétaire général des Nations unies et au groupe des non-alignés. Hanoi souligne combien son attitude est conforme à la charte de l'ONU, particulièrement en ce qui concerne le règlement pacifique des conflits. Sous cette forme et dans ce contexte, il devient extrêmement difficile aux pays membres de s'opposer à une proposition qui est de surcroît assortie d'une promesse de garantie internationale, même si elle reste vague. Les Cambodgiens trouveront-ils des défenseurs ? Il est intéressant de noter à cet égard que les dirigeants chinois s'étaient déjà prononcés la semaine dernière, lors de conversations avec le ministre cambodgien des affaires étrangères, M. Nam, en faveur d'un « retrait mutuel de troupes » et de l'« ouverture de négociations en vue d'une solution pacifique ».

R.P. PARINGAUX.

(1) Vice-ministre des affaires étrangères, notamment chargé de négocier, à Paris, la normalisation des relations entre Hanoi et Washington. M. Tran Hien est réputé pour être le spécialiste des situations épineuses.

Chine

ÉCARTÉ DU SINKIANG

M. Saifudin a conservé ses fonctions au sein du parti

De notre correspondant

Pékin. — Un épais mystère plane sur la situation de M. Saifudin. L'ancien premier secrétaire du parti au Sinkiang, qui a perdu la semaine dernière toutes ses fonctions dans cette région (le Monde du 1^{er} février), est en effet apparu à Pékin le 7 février, à l'occasion d'une soirée artistique organisée pour le Nouvel An lunaire, aux côtés de la plupart des membres du bureau politique et à la place lui revenant en qualité de membre suppléant de cet organisme. Selon ces apparences, M. Saifudin aurait donc simplement quitté le Sinkiang pour d'autres fonctions, encore inconnues, mais conserverait normalement son poste au sein de la direction suprême du parti dans la capitale.

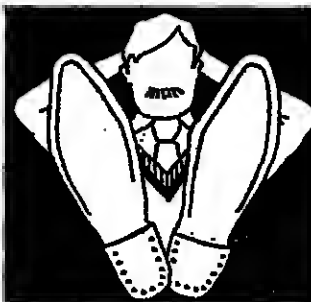
Les circonstances dans lesquelles M. Saifudin a été remplacé dans ses fonctions de numéro un au Sinkiang laissent peu de doute sur le fait qu'il s'agit d'une destitution. Les comptes rendus parvenus à Pékin de la réunion, tenue à Urumchi, au cours de laquelle la nomination d'un nouveau premier secrétaire, M. Wang Feng, fut annoncée, présentent bien, en effet, que l'opération a été effectuée sur « instructions du président Huo et du comité central du parti ».

« Nous ne devons jamais choisir pour les organes dirigeants, déclarent les participants à la même réunion, des gens habiles à se dérober, qui font porter à d'autres la responsabilité de leurs erreurs, qui conservent une très mauvaise attitude, et qui furent impliqués dans des affaires qui n'ont pas été éclaircies ».

L'une des hypothèses la plus fréquemment retenues à Pékin est que M. Saifudin ne conserve que provisoirement son titre de membre suppléant du bureau.

RECTIFICATIF. — C'est par erreur que nous avons annoncé dans nos éditions du 8 février que M. Li Hsien-nien, vice-président du comité central, n'avait pas quitté son pays depuis 1977. M. Li Hsien-nien s'était en effet rendu au Pakistan et en Iran en avril 1975.

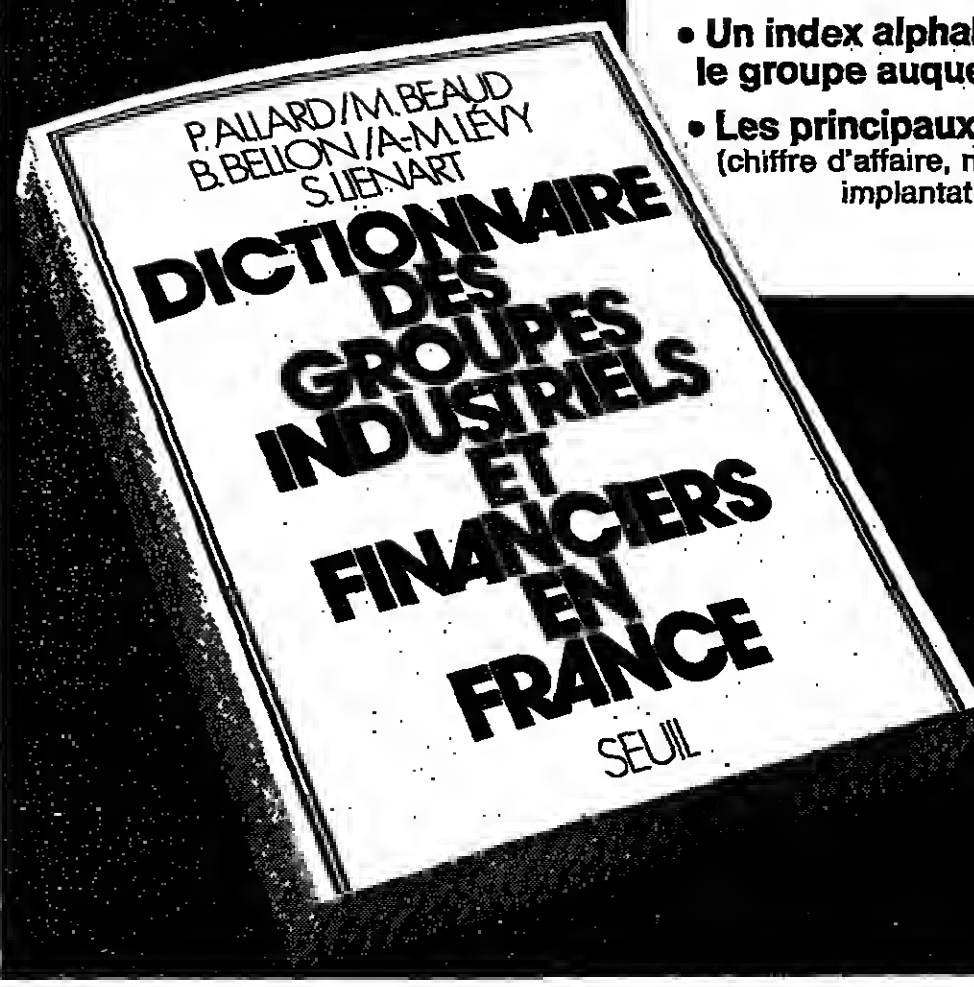
ALAIN JACOB.



pieds grands
ou
larges
38 au 50

Un choix unique de chaussures exclusivement pour hommes, du 38 au 50, par demi-pointure de la 1^{re} à la 11^{ème} largeur.
PALAIS DE LA CHAUSSURE
30, rue de la République
75011 Paris TR. 357.45.92
Catalogue gratuit - Parking

QUI contrôle QUI ?



**48 groupes
100 familles**
Plus de 6 000 sociétés
3 millions de salariés

Pour chaque groupe

- Un texte de présentation (historique - structure financière stratégie, etc.)
- Un organigramme détaillé

Pour chaque société

- Un index alphabétique indiquant le groupe auquel elle appartient
- Les principaux renseignements (chiffre d'affaire, nombre de salariés, implantations, etc.)

PAR
P. ALLARD
M. BEAUD
B. BELLON
A.-M. LÉVY
S. LIENART

368 pages 45 F

SEUIL

Le parti libéral menace de passer dans l'opposition si les communistes sont associés au pouvoir

[illegible]

حکومت اسلامی

OMATIE
LE PRÉSIDENT CHIRAC
REÇU PAR M. GISCARD D'ESTAING

CORRESPONDANCE
L'entrée de la Grèce

Le Monde

politique

LE MONDE — 10 février 1978 — Page 7

LES CONTROVERSES DANS LA MAJORITÉ ET DANS L'OPPOSITION

M. Jacques Chirac se démarque totalement de l'Union pour la démocratie française

M. Jacques Chirac a mis à profit, mercredi soir 8 février, l'émission « Cartes sur table », qui lui était consacrée par Antenne 2, pour faire la démonstration de sa forme et de son punch. Un spectacle. Bousculant les journalistes, faisant fi des questions qui lui étaient posées quand elles ne l'arrangeaient pas trop, développant les thèmes qui lui tenaient à cœur, profitant à bon escient d'une similitude certaine avec ceux qui l'interrogeaient (et se gardaient trop souvent de le ramener à leurs questions), le président du R.P.R. a, à l'envi, assuré la publicité du meeting qu'organise son parti, samedi prochain, et — peu étonné — son image de leader le plus actif de la majorité, chef du parti le plus important. Il a aussi, considérablement renforcé sa silhouette d'homme d'autorité — si ce n'est d'homme autoritaire — en se livrant à une longue tirade sur les nécessités de l'ordre, du renforcement policier et du rétablissement de la sécurité.

S'il s'est gardé de toute agressivité directe à l'égard du chef de l'Etat et du premier ministre, le responsable du parti gaulliste s'est, en revanche, appliqué à démolir systématiquement leur plus récente entreprise politique commune : l'Union pour la démocratie française, née, comme on le sait, avec l'appui discret mais indéfectible de l'Elysée et de l'hôtel Matignon. Classée « à droite », moquée aussi bien pour son absence sur le terrain que pour le dynamisme insuffisant de ses dirigeants, l'U.D.F. suprême déclin, s'est vue dotée par M. Chirac d'un « patron » pour le moins inattendu : M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. Un « patron » qui n'en demandait sans doute pas tant, mais dont le nom est utilisé par le président du R.P.R. pour discréditer un peu plus l'opération lancée par les non-gaullistes. A trop avoir hésité à prendre officiellement la tête de l'U.D.F., M. Barre se trouve maintenant pourvu d'un « concurrent » désigné.

M. Chirac a aussi porté quelques attaques relativement vives contre le pouvoir exécutif, même si elles étaient indirectes : ainsi en a-t-il été notamment, lorsqu'il a critiqué l'action des pouvoirs publics en matière de sécurité, et lorsqu'il a fait allusion aux moyens qui avaient pu lui faire défaut, en tel ou tel domaine, lorsqu'il était premier ministre.



(Dessin de KONEJ)

Le P.S. : le désistement n'est pas négociable

Le comité directeur du parti socialiste a adopté, mercredi 8 février, à la majorité (le CERS ayant voté contre), une motion dans laquelle on lit notamment : « Depuis que le P.C.F. a suspendu les négociations sur la réconciliation du programme commun de gouvernement en refusant de discuter les dernières propositions socialistes, le parti socialiste ne cessera de réclamer la reprise des discussions sans délai, sans condition et sans préalable, afin d'arriver à un accord avant les élections. Cette demande n'a pas été entendue par nos partenaires communistes. » Le parti socialiste n'a cessé, par ailleurs, de répéter que, quelle que soit l'attitude de ses partenaires, les candidats socialistes appliqueront, quant à eux, une rigoureuse discipline républicaine en se désistant automatiquement pour la candidature de gauche le mieux placée par le suffrage universel. Le désistement n'est pas négociable.

Compte tenu du programme commun de gouvernement qui conditionne les chances de réussite du gouvernement de la gauche, c'est un enjeu trop important pour le soumettre aux aléas d'un marchandage entre deux tours de scrutin. Il apparaît désormais aux Français et aux Français de se prononcer le 12 mars sur les propositions d'actualisation qui n'ont pu jusqu'ici faire l'objet d'un accord. »

LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

DES IRREGULARITÉS N'ONT ÉTÉ RELEVÉES QU'AU GABON

Interrogé, mercredi 8 février, sur la publication, par le Conseil supérieur du vote des Français de l'étranger, d'un nouveau document sur le vote des Français de l'étranger, le porte-parole du Quai d'Orsay, a indiqué que, comme M. de Guiringaud l'avait écrit dans son article du Monde en date du 12 janvier, des irrégularités n'ont été constatées qu'au Gabon. Des que des irrégularités sont signalées, a-t-il ajouté, il est procédé à des enquêtes. Elles ont toutes permis de conclure que le cas du Gabon était unique. La porte-parole s'est refusé à tout autre commentaire. (Une deuxième édition.)

LE P.S. DÉNONCE « LE MENSONGE ET LA MAUVAISE FOI DES HAUTES AUTORITÉS »

Commentant les nouvelles révélations intervenues dans l'affaire du vote des Français de l'étranger (le Monde du 9 février), la Lettre de l'Unité, organe du parti socialiste, souligne notamment, dans son numéro du mercredi 8 février : « Le télégramme de l'ambassadeur Delmas, de Libreville, publié par le Cazart enchaîné, n'est pas seulement une preuve supplémentaire du grand racket électoral organisé par le pouvoir pour essayer de sauver sa mise grâce aux bulletins de vote aux Français de l'étranger. C'est en plus la démonstration irréfutable de la mauvaise foi et du mensonge des hautes autorités moutonnées dans cette affaire qui, du coup, commence à sentir un peu son odeur de Watergate. (...) D'ailleurs, les juges ne s'y sont guère trompés. Les représentants de ceux qui ont été aidés de réclamation ont annulé les inscriptions frauduleuses. (...) Comme la loi est la même pour tous, il faut donc croire que c'est la loi qui a été appliquée et respectée. La justice manque de fermeté. (...) Les juges doivent rendre la justice au nom du peuple français, c'est-à-dire dans l'esprit de la loi et non de la mauvaise foi. (...) C'est une question de volonté politique. »

REJET DE CENT SOIXANTE-DEUX RECOURS A PARIS

Saisie de 175 recours contre des inscriptions de Français de l'étranger, Mme Cabanes, juge-directeur du tribunal d'instance du quatorzième arrondissement, a rejeté 162, mercredi 8 février. Elle devait, en principe, rendre son jugement, vendredi 10 février, à propos des 1013 recours restants. Cent-ci ne visent — en raison de recours multiples — que 621 inscriptions émanant notamment de Poindichery.

INNOVATION EN POLITIQUE : UNE REFLEXION POUR L'AVENIR DES FRANÇAIS

Déclin démographique, désagrégation sociale, incertitudes politiques : l'avenir des Français est gravement menacé par le malaise qui frappe l'ensemble des sociétés européennes.

Définissant une ambition pour la France, « Les Racines du Futur » présente une réflexion politique originale à partir d'un constat qui n'a peur ni des mots ni des réalités.

Pour la première fois, l'essentiel d'un ouvrage politique réside dans la recherche de solutions positives. Construire un futur pour la France, c'est garantir un modèle de Société conforme à ses aspirations et fidèle aux permanences de son Histoire. En répondant à cette attente, « Les Racines du Futur » est un livre de combat pour la liberté, aussi éloigné des valeurs d'une société marchande que du marxisme totalitaire.

Parce qu'il est urgent de libérer la pensée politique des contraintes de la banalité et du terrorisme intellectuel, le Club de l'Horloge jette les bases du débat doctrinal, préalable essentiel au débat politique. Il était temps.

A lire avant mars



266 p. Ed. MASSON, 39 F. Diffusion André Leron. A commander chez votre libraire.

« L'Humanité » : la notion de discipline républicaine est à « reléguer au musée de l'histoire »

M. René Audier écrit dans l'Humanité du 9 février : « Nous demandons la reprise sans délai de la discussion nécessaire pour adopter un programme commun correctement mis à jour et pour définir ensemble les conditions de son application. (...) Le comité directeur du parti socialiste vient d'opposer une fin de non-recevoir à notre demande. (...) Les arguments qu'il invoque pour justifier son refus sont d'une particulière fragilité. (...) Une telle négociation, assurément, ne peut être « totale » en deux jours. (...) Pourquoi affirmer à nouveau que l'accord sur un programme entre nos deux partis pourrait être conclu en quelques heures ? (...) Il se contente d'exiger le désistement du parti communiste au nom de la discipline républicaine. (...) Disons-le clairement : la notion de « discipline républicaine » est à reléguer au musée de l'histoire, entre le rouet, la lampe à huile et les occasions manquées. (...) Trop souvent, dans le passé, la gauche non communiste a bénéficié de nos retraites automatiques et pas toujours payées de retour, et elle en a profité ensuite pour mener une politique de droite. (...) Le parti socialiste semble beaucoup plus soucieux de préparer des combinaisons qui excluraient les communistes du gouvernement et de rechercher un compromis avec le pouvoir. François Mitterrand n'a-t-il pas déclaré, hier encore, que « devant la menace du gouvernement, il s'adressait solennellement au président de la République » ? Comme si M. Barre ne venait pas la politique de l'Elysée ! Comme si il était nécessaire d'épargner M. Giscard d'Estaing en vue de la recherche des compromis futurs. »

« L'Humanité » est à reléguer au musée de l'histoire, entre le rouet, la lampe à huile et les occasions manquées. (...) Trop souvent, dans le passé, la gauche non communiste a bénéficié de nos retraites automatiques et pas toujours payées de retour, et elle en a profité ensuite pour mener une politique de droite. (...) Le parti socialiste semble beaucoup plus soucieux de préparer des combinaisons qui excluraient les communistes du gouvernement et de rechercher un compromis avec le pouvoir. François Mitterrand n'a-t-il pas déclaré, hier encore, que « devant la menace du gouvernement, il s'adressait solennellement au président de la République » ? Comme si M. Barre ne venait pas la politique de l'Elysée ! Comme si il était nécessaire d'épargner M. Giscard d'Estaing en vue de la recherche des compromis futurs. »

M. Ségué : la C.G.T. ne donnera pas de consigne de vote

M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., a publié, le 9 février au matin, la déclaration suivante : « Divers moyens d'information, dont T.F.1 et France-Inter, tronquant et faussant une déclaration que j'ai faite dans un meeting électoral en ma qualité de membre du bureau politique du P.C.F., ont attribué à la C.G.T. une prise de position électorale en relation avec les élections législatives. Par contre, les mêmes ont passé sous silence ma lettre à M. Barre à propos des élections. (...) Je proteste contre de tels procédés, qui déshonorent ceux qui y recourent. (...) Il est bien connu que la C.G.T. n'a donné aucune consigne de vote, et si elle avait pu, elle n'en donnera pas. (...) M. Ségué fait ainsi allusion aux commentaires suscités par le discours qu'il a prononcé le 7 février en prédisant à Gentilly (Val-de-Marne), un meeting en faveur de la candidature de M. Georges Marchais. (...) M. Ségué avait pris soin de commencer par dire : « Par respect pour l'indépendance syndicale, et compte tenu de nos fonctions syndicales, nous ne pouvons pas nous permettre de participer personnellement à la diffusion de la politique, et notamment à ses campagnes électorales. »

Cependant, au moment où tous les communistes, quelles que soient leurs responsabilités dans le parti ou dans les organisations de masse où ils militent, sont engagés dans une bataille dont l'importance pour les travailleurs est sans précédent, j'ai considéré qu'il était de mon devoir d'y prendre part ; disons, si vous voulez, que c'est l'exception qui confirme la règle. (...) Mais il avait lancé son appel : « Que cela plaise ou non, la réalité politique nationale fait que le seul moyen qu'ont les travailleurs de peser vraiment de tout leur poids à l'heure des décisions capitales, c'est de concourir leurs suffrages, le 12 mars, sur les candidats du parti communiste français. »

[Ce n'est pas la première fois que M. Ségué participe de façon spectaculaire à la campagne électorale en spécifiant qu'il intervient en tant que responsable de la République. (...) Comme si M. Barre ne venait pas la politique de l'Elysée ! Comme si il était nécessaire d'épargner M. Giscard d'Estaing en vue de la recherche des compromis futurs. »

Libres opinions
s rapports France 1

POLITIQUE

LA FRANCE EN QUÊTE D'UNE MAJORITÉ

III. — UN CONSENSUS RENFORCÉ

par J. HERRY PFISTER

En dépit des réponses de M. Marchais au questionnaire du président de la République, la participation communautaire à un gouvernement alternatif, et le P.S. s'efforce de trouver des réponses à une telle éventualité (« le Monde » du 8 et du 9 février). Les affrontements électoraux ne doivent pas faire oublier les rapprochements qui se sont produits, au niveau des grands thèmes, entre les principales formations politiques.

Après avoir été présentée comme coupée en deux, la France est désormais composée de quatre familles politiques autonomes, deux à gauche, deux à droite. C'est ce que M. Giscard d'Estaing a relevé, après beaucoup d'autres, dans son discours de Verdun-sur-le-Doubs. Il représentait ainsi le « découpage » qui, selon Guy Mollet, ancien secrétaire général de la S.F.I.O., correspond en profondeur à la vie politique du pays. Communistes et socialistes d'une part, « bonapartistes » et « orléanistes » d'autre part, les clivages recouvrent des traditions historiques anciennes.

Pourtant, au-delà de ces courants et des apparences, le débat politique français a, depuis vingt ans, évolué dans le sens d'un renforcement du consensus national. Les opposants au régime gaulliste, qu'ils soient centristes, socialistes ou communistes, ont été amenés à prendre en compte les réalisations et les thèmes de la V^e République qu'ils résentaient catégoriquement bien. Même s'ils se proposent d'infirmer ces politiques, ils commencent par les prendre en charge.

La stabilité des gouvernements de la V^e République a permis d'engager des actions qui n'ont dans le pouvoir de personnes d'interrompre du jour au lendemain. L'opinion s'est habituée à certains thèmes, à certaines idées qui président à la vie du pays depuis vingt ans. Vingt ans, cela signifie que le 12 mars les électeurs les plus jeunes vont avoir à voter en faveur d'un régime qui a vu

le jour avant leur naissance. Autant dire que, pour nombre d'entre eux, ce régime s'apparente à la préhistoire, et qu'une relève des hommes leur semble indispensable.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certaines de ses revendications, à certaines de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

Les exemples d'une telle évolution abondent même s'ils ne sont pas toujours clairement perçus. Le dernier d'entre eux concerne la vieille querelle de la laïcité. Quand M. François Mitterrand, lors du colloque organisé par la revue *Brèche* en novembre dernier, a vivement critiqué les défenseurs de l'enseignement privé en général et catholique en particulier, il a, dans le même discours, résumé sa position en disant qu'il s'en tient à une stricte application de la loi Debré.

Cette loi, qui, en 1959, divisait le pays et voyait la gauche mobilisée contre elle, est donc aujourd'hui reprise en compte par l'opposition. Elle tend à devenir le point de rencontre, la base commune à partir de laquelle pourrait se dégager une sorte d'unité.

Un phénomène analogue, au moins en partie, s'est produit en matière de politique étrangère et même sur les institutions. Depuis vingt ans, les points de vue se sont rapprochés. Dans un pays que l'on présente volontiers comme coupé en deux et parfois au bord de l'effondrement, il n'est sans doute pas inutile d'insister sur ces importantes plaques d'accord.

Le pays est certes coupé en deux au niveau de son personnel politique, et ce en raison du fonctionnement des institutions et des modes de scrutin. Cela ne signifie pas pour autant que deux conceptions radicalement différentes de

la société s'affrontent. L'exemple des institutions, et de la diplomatie et de la défense en témoigne. En matière d'organisation des pouvoirs publics, les communistes et une partie de la gauche socialiste s'étaient insurgés contre la Constitution de la V^e République. M. Mitterrand avait refusé de la voter. Le P.C.F. avait, des années durant, réclamé l'élection d'une Assemblée constituante. Les règles inscrites en 1958 puis en 1962 sont entrées dans les mœurs. Dans sa version de 1972, le programme commun de la gauche reprend l'essentiel des règles constitutionnelles en se bornant

à des adaptations, même si certaines d'entre elles ne sont pas négligeables. On peut d'ailleurs s'interroger sur la manière dont ces réformes constitutionnelles seraient engagées. La gauche réprovoque le recours au référendum, mais serait-elle assurée d'une majorité au Congrès ? En outre, un P.S. contrôlant l'exécutif serait-il pressé d'abandonner une partie de ses prérogatives au bénéfice d'une assemblée nationale ou, par hypothèse, sa position serait plus fragile ? Le P.S. se hâterait-il de faire adopter la représentation proportionnelle alors que desor-

mais le mode de scrutin majoritaire lui est favorable ?

En matière de défense la gauche a mené durant vingt ans une bataille sur le thème : « Non à la force de frappe ». En 1972 encore, lors des négociations sur le programme commun, les communistes défendaient cette position et ont cherché, sans succès, à obtenir de leurs alliés socialistes que les stocks nucléaires existant en France soient détruits. Les voilà aujourd'hui ralliés à la force de dissuasion et tempêtant parce que le gouvernement, à leur gré, ne se montre pas assez vigilant en matière d'indépendance nationale. Leur objectif réel est surtout d'éviter toute intégration de l'armement nucléaire français dans une défense intégrée au niveau européen ou atlantique. Le but du P.S. est diamétralement opposé mais il le conduit également à prendre en charge la force de dissuasion nucléaire.

Les choix de défense déterminant en grande partie la diplomatie, une certaine manière d'affirmer l'identité française se retrouve à présent aussi bien dans la majorité que dans l'opposition. Cette attitude est particulièrement frappante en matière de politique européenne. Il ne se trouve plus de défenseurs inconditionnels de la supranationalité. Même M. Jean Lecanuet a modéré ses positions. Les projets d'union politique, l'indépendance avancée, sont moins élaborés que le plan Fouchet de confédération européenne proposé il y a dix-huit ans par le général de Gaulle à ses partenaires. Ce plan, qui ne comportait aucune dérogation de souveraineté, avait suscité à l'époque l'hostilité aussi bien des champions de la supranationalité que des communistes.

Quant à l'O.T.A.N., il n'est plus une seule formation politique française un peu importante qui propose de le réintégrer. Quel était ce fut pourtant lorsque la décision fut prise par le général de Gaulle de faire sortir la France de l'organisation militaire du traité de l'Atlantique Nord ? On pourrait multiplier les exemples.

« Les ex »

— Ah ! C'est bien ça.

M. François Mitterrand s'est rendu, mercredi 8 février, au fin d'après-midi, dans la quarantaine arrondissement de Paris pour soutenir les candidats du P.S., M. Marc Chavagne (15^e arr.) et Mme Edwige Avies (18^e arr.), tous deux membres du C.E.R.E.S.

Remontant la rue Raymond-Losserand, du côté de la gare d'Orléans, le député socialiste du P.S., a été accueilli par une foule de militants et de sympathisants. M. Chavagne, 45 ans, est un jeune homme, actif, énergique, et très engagé. Il a été élu conseiller municipal de Paris en 1976. Mme Avies, 52 ans, est une femme d'action, très impliquée dans la vie politique. Elle a été élue conseillère municipale de Paris en 1976. Les deux candidats ont été élus à une écrasante majorité.

A la porte d'un vieux café-billard, dans le décor enchanteré d'un réalisateur de film polaire, des consommateurs, excités, scandent : « François, un pas ! ». Les militants cherchent à entraîner la première secrétaire du P.S. à la rue. M. Chavagne, 45 ans, est un jeune homme, actif, énergique, et très engagé. Il a été élu conseiller municipal de Paris en 1976. Mme Avies, 52 ans, est une femme d'action, très impliquée dans la vie politique. Elle a été élue conseillère municipale de Paris en 1976. Les deux candidats ont été élus à une écrasante majorité.

Restituer le pouvoir aux Français

(Suite de la première page.)

Les coûts secondaires, qu'il s'agisse de l'utilisation des services publics ou de la dégradation de l'environnement, sont ignorés par les comptes des entreprises et mis à la charge de la collectivité.

C'est ensuite une répartition du pouvoir d'achat qui, en dépit de quelques concessions de façade, se caractérise par les perspectives électorales, avantage de plus en plus les minorités dominantes et stérilise une part croissante du revenu national. Ce dernier se trouve, en effet, de plus en plus largement affecté à des consommations inutiles et ostentatoires ou à des placements de précaution. Les catégories les plus défavorisées se voient, pour leur part — et très logiquement dans cette optique — reprocher d'augmenter l'inflation lorsqu'elles s'efforcent d'obtenir une majoration de leur revenu. On tolère, sans véritables contre-mesures, la montée du chômage qui apparaît comme un moyen de dissuasion.

Ja noté encore l'émargence de moins en moins contrôlée d'un pouvoir technocratique qui s'impose à l'Etat et se coupe du pays réel. Le secret est la règle des délibérations, l'objet de larges débats publics.

Ja rappellerai enfin l'impudence des élus nationaux, régionaux et communaux, auxquels on refuse et les chiffres — à quand le rattachement de l'INSEE au Parlement ? — et le contrôle sur les actions engagées, aussi longtemps qu'elles ne débouchent pas sur des scandales.

L'expérience démontre l'incapacité de ceux qui nous gouvernent à réformer un système qui finit par leur échapper. Ce qui faut, c'est une remise en cause fondamentale de ces méthodes. Cette remise en cause, il n'y a que la gauche qui, avec sérieux et honnêteté, puisse la mener à bien.

C'est à la définition d'un nouveau modèle de consommation que notre Mouvement s'est d'abord attaché. Il faut réapprendre à consommer en libérant l'individu de la tutelle des producteurs et du mythe — mortel pour toute civilisation — du bonheur par la consommation indéfinie. Après avoir, bien sûr, engagé l'effort de solidarité qui assurera à l'ensemble de nos concitoyens un niveau décent de consommation minimale.

La priorité sera donnée aux produits de première nécessité, dont on accroit et la qualité et la durabilité, un allègement du taux de la T.V.A., permettant d'en réduire les prix. Un vigoureux soutien aux associations de consommateurs, une réforme de leurs statuts et leur financement assis sur les dépenses de publicité constitueront les dispositifs fondamentaux de cette nouvelle politique sans que soit nécessaire l'intervention

vention d'une bureaucratie d'Etat. La hausse sélective du pouvoir d'achat s'appliquera prioritairement aux plus dévalorisés et cohérente avec cet objectif. Ce n'est pas dans l'abstrait, mais en fonction du budget des ménages, qu'il faut définir le niveau du S.M.I.C. Et en gardant constamment en mémoire que les salaires et les revenus ne sont que des éléments du pouvoir d'achat véritable.

Une loi définit et réorienté le domaine de base de la consommation individuelle, il faut promouvoir avec patience la mise en place des équipements collectifs, trop négligés depuis des années. Il a, en effet, le moyen idéal d'alléger la charge directe sur les ménages, le meilleur moyen d'utiliser la richesse nationale et la seule méthode qui assure à nos concitoyens un service de qualité. Or, nous serions-nous et nous persisterions à recevoir à domicile l'essentiel des soins médicaux ou si l'équipement sportif n'était pas pris en charge par les communes ? Or, a beau jeu de relever dans ce domaine des imperfections de fonctionnement et la pau-

vreté des prestations. Mais à le faire ? Ce n'est pas la nature même de l'équipement collectif qui est en cause, mais le fait que — sous l'influence des maîtres de l'économie qui n'y trouvent pas leur compte — il a été systématiquement réduit à la portion congrue.

Réorienter la consommation individuelle et développer les équipements collectifs, cela veut dire diminuer la dépense globale tout en augmentant la qualité de satisfaction réelle ; cela veut dire aussi la réhabilitation d'une vie communautaire au lieu et place d'un dispositif qui anime progressivement l'individu dans une intolérable solitude, source de toutes les violences. Cela veut dire, enfin, un coup d'arrêt aux tensions inégalitaires qu'alimente à l'extrême la consommation ostentatoire des nantis.

Le développement sauvage de la consommation est définitivement incompatible avec la vie sociale et la liberté. L'économie doit être remise à sa place. L'homme est autre chose qu'un consommateur du soir succédant au producteur de la journée.

Le règne de l'esprit gestionnaire

Tout commence avec le produit. Le règne sans partage, depuis le premier ministre jusqu'à la direction des grands groupes, de l'esprit gestionnaire s'est passé au second plan la créativité et l'innovation. La balance des brevets est devenue lourdement défavorable. Nos concurrents ont peu à peu installé, au lieu de nos produits, des produits de pointe : électronique, machines-outils, biens d'équipement en général. Et pourtant, lorsqu'on produit des armements, lorsqu'on a la même technologie qui devrait permettre de faire des machines-outils ? Ce qu'on nous a légué dans la répartition des fabrications entre pays développés, ce sont les machines-outils qui jouent le plus la concurrence des pays neufs, avec comme seul réflexe aux derniers temps l'amorce d'un retour au protectionnisme.

Aussi faut-il de façon urgente recommencer à investir dans la recherche. Les moyens existent, mais sans une coordination véritable, sans liaison étroite avec l'Université, sans impulsion gouvernementale.

Nous proposons la création d'une « banque de l'innovation » dont l'objet sera de recenser les brevets, les savoir-faire et de déceler les domaines où se dérouleront les grands combats techniques et technologiques de demain.

Simultanément, l'industrie française sera restructurée. Non pas une restructuration menée par les plus forts, où, le plus souvent, l'argument financier prime les justifications techniques, mais l'établissement d'un tissu équilibré d'entreprises de

taille différente dont l'autonomie et la rentabilité seront fondées sur le produit, les techniques mises en œuvre et l'intervention d'un atout précis du processus productif. Une véritable législation anti-trust sera promulguée tandis qu'on s'attachera à défricher les grands groupes industriels sortis de leur compétence principale et à décentraliser tous les secteurs où se sont implantés des monopoles de fait. Enfin, le natalité industrielle sera encouragée sous toutes ses formes.

Les parents pauvres de l'économie française seront réintroduits dans le cercle de la famille. L'agriculture d'abord, dont on s'est plus ou moins dégoûté, doit être encouragée à organiser les marchés de l'im- planter sur une base nationale les industries d'avenir ou de complément, et notamment tout le secteur agro-alimentaire. La direction par les prix ne suffit pas : il faut de véritables contrats avec la profession permettant la mise en place des capacités de production et de traitement sur le long terme. Les services ensuite, éléments importants des coûts industriels et moyens privilégiés de la qualité de la vie. C'est dans ce secteur d'ailleurs que la création d'emplois est à la fois possible et nécessaire. Et rentable dès l'instant qu'on voudra bien associer à leur définition les pouvoirs régionaux et communaux.

« collectivistes ». En vérité, nos objectifs ambigus, et contre-courant de la pesanteur capitaliste, n'ont nul besoin, pour être réalisés, d'un renforcement de l'intervention de l'Etat. La bureaucratie omnipotente, taillonnée, désordonnée, parfois inconspicue et toujours irresponsable, c'est, bien au contraire, ce que nous vivons depuis vingt ans. Le contrôle des prix, le réglementarisme des marchés, l'inefficacité des dépenses de l'Etat, tout cela nous a maintenus et développés ?

Nous l'avons toujours dit : l'Etat

La planification, instrument de cohérence

Ce ne sont pas les lois sociales qui entravent fondamentalement la création et le fonctionnement des entreprises, mais bien le poids des grands groupes qui le gouvernement laisse traîner, quand il ne les appuie pas. La sauvegarde des travailleurs ne réside pas seulement dans une législation de protection ; elle est dans leur information, dans leur association, dans certaines cas, aux décisions fondamentales pour le développement de l'entreprise.

Mais la loi dans l'initiative privée, la même définitive pour toute intervention de l'Etat en dehors de son domaine naturel, ne veut pas dire que la collectivité soit dépourvue de moyens de contrôle, et la cas échéant, d'intervention pour la cas des objectifs démocratiquement définis viendraient à être abandonnés ou défigurés.

La planification démocratique et incitative est moins belle, plus longue et plus complexe à l'évolution de l'activité économique internationale. Elle seule peut animer correctement la politique de la recherche et celle de l'emploi. Dans ce dernier cas, c'est très à l'avenant, au moment de l'entrée dans le cycle de la formation initiale, que l'investissement doit être engagé si l'on veut que chaque Français puisse trouver sa place dans le processus productif.

La planification est aussi un instrument de cohérence. Le marché est bien le lieu privilégié où s'établissent les équilibres, mais il est aveugle et l'équilibre est rarement optimal. L'économie moderne ne tolère pas la dépression. Il faut donc un organe de réflexion disposant de tous les moyens d'information et d'investigation pour intervenir en permanence les chefs d'entreprise, les responsables politiques et les Français des conditions de l'équilibre optimal. Le rapport entre importations et exportations, l'affectation de la richesse nationale entre l'investissement et le consommateur, la définition du niveau de vie et de la place de la France dans les échanges internationaux, relèvent, au premier chef, du Plan.

Ce qui veut pour la nation est encore plus vrai pour le région.

est incapable de diriger l'économie, surtout lorsqu'il est, comme aujourd'hui, investi par les intérêts privés ; or, l'Etat maître, c'est l'initiative individuelle. On nous rebat les oreilles d'une pompeuse politique de révalorisation du travail manuel ; c'est la révalorisation de l'initiative individuelle qu'il faut entreprendre. La liberté d'entreprendre suppose avant tout que soient desserrés le carcan institutionnel et les trasseries de tous ordres, qui découragent ceux qui sont tentés de créer une entreprise.

Pour remplir correctement ces tâches, le Plan doit redevenir un lieu de discussion démocratique où l'initiative et la décision sont la teneur de la nation et non de la bureaucratie d'Etat. La composition des commissions, la liberté de la discussion, le retour des fonctionnaires à leur vocation véritable qui est d'exécuter la volonté nationale, toutes ces caractéristiques contrôlées par les évolutions observées depuis 1945 sont capitales si l'on veut que le Plan puisse pleinement jouer son rôle. Pour cela, il faut le lier avec l'INSEE, la souveraineté à la tutelle de la loi du ministère des finances et le réactiver directement au Parlement.

L'investissement privé est détaillant alors que nombre d'opérations nécessaires au développement de l'économie ne sont pas assurées. L'épargne d'entreprise, notamment, par l'intermédiaire de banques vertes des emplois sans intérêt pour la nation. Faute d'investissements la création de l'emploi, tout autant que la compétitivité de notre industrie, la tragédie qu'elle est, risque de devenir catastrophique, il faut donc que l'investissement public revoie ou soutienne l'investissement privé et qu'il en ait les moyens.

Personne des nationalisations. Avec une mauvaise loi stupéfiante, ceux qui en contestent le principe avec le plus de constance et tendent à le main sans vergogne. On recherche l'argent public, mais pour l'incorporer au patrimoine privé. Notre position est donc claire : la nationalisation est nécessaire chaque fois que la volonté démocratique et l'intérêt général.

La nationalisation est nécessaire lorsque le marché n'est pas correctement approvisionné, ni en quantité ni en prix par l'initiative privée. La nationalisation est nécessaire enfin lorsque les secteurs de base du développement économique doivent être mis en place et je pense à la politique de l'énergie. Mais cette lourde procédure ne doit être utilisée qu'en cas d'absolue nécessité. Aussi notre Mouvement

Le « Vive le Québec libre » lancé par le fondateur de la V^e République avait suscité des protestations quasi unanimes. Les applaudissements des députés français M. René Levesque ont été eux aussi quasi unanimes.

Cette situation conduit à ne pas considérer comme de simples combinaisons politiciennes les hypothèses avancées, en particulier celles qui concernent l'attitude du P.S. et un gouvernement d'union de la gauche ne pouvant être mis en place à l'issue du scrutin des 12 et 19 mars.

En dépit du renforcement du consensus sur de nombreux sujets, les cadres politiques du pays demeurent divisés sur la gestion économique et notamment sur la rôle que doit jouer l'Etat à ce niveau et donc sur les moyens dont il doit se doter qu'il s'agisse de la planification ou des nationalisations. Dans ce domaine, l'action de la majorité qui gouverne depuis vingt ans n'a pas fait évoluer le débat.

Certes, on peut parler de la participation et M. Barre y recourt à nouveau. Mais la participation ne s'est pas concrétisée. Elle n'avait d'ailleurs servi au premier rang des préoccupations du fondateur de la V^e République qu'à qu'un lendemain de l'explosion de mai 1968. Après la révision des institutions et la décolonisation, après l'affirmation de la France dans le monde et l'industrialisation, le général de Gaulle voulait développer sur ce terrain le troisième volet de son œuvre. Après l'étape Debré et l'étape Pompidou, il s'agit d'élaborer le troisième volet de son œuvre. Après l'étape Chaban-Delmas (1).

Le projet n'a pas été mené à bien, et la participation est restée lettre morte. Deux conceptions — au moins — de la gestion économique continuent en conséquence de s'affronter. Et, du fait de la crise, l'économie est devenue le principal sujet de préoccupation des citoyens.

Sur ce point essentiel la France reste coupée en deux.

FIN

(1) *Le Cas Chaban*, de Pierre Rouanet, éd. Robert Laffont (1974).

Actions législatives

P.C. et le P.S. ne négocient un programme avant le

Le P.C. et le P.S. ne négocient un programme avant le... (Text continues with political analysis and commentary on the relationship between the PCF and the PSF, discussing their positions on various issues and the challenges they face in forming a coalition government.)

M. Georges Marchais

Un ouvrier chez I

Le P.C. et le P.S. ne négocient un programme avant le... (Text continues with a detailed account of M. Georges Marchais's political journey, his role in the PCF, and his views on the current political situation in France.)

la préparation à
AJORITÉ

élections législatives

Le P.C. et le P.S. ne négocieront pas sur un programme avant le 19 mars

(Suite de la première page.)

Il est vrai que le P.C.F. est en difficulté sur le problème des désistements. Il convient de noter qu'aucun des dirigeants n'a clairement indiqué que le P.C.F. pourrait refuser d'appliquer cette règle, même si M. Marchais la juge « un peu vieillotte » et si René Audry est disposé à la « reléguer au musée de l'histoire ». En revanche, le P.S. n'est pas à l'aise de devoir refuser la rencontre sans délai et sans préalable à laquelle ne cesse de le convier M. Marchais. On a pu ressentir ce malaise à l'occasion des délibérations du comité directeur du P.S. mercredi 8 février.

Trois thèses auraient été défendues au sein de la formation socialiste. M. Mitterrand, à Cherboug, avait refusé toute négociation sur les désistements et avait renvoyé au lendemain du second tour la discussion sur le programme et le gouvernement. M. Mauroy avait émis l'idée d'un échange négocié entre les deux camps et qui traduirait l'accord minimum des deux grands partis de gauche. Le C.E.R.E.S. enfin souhaitait lier les discussions sur le programme et sur le gouvernement et était disposé à les ouvrir dès le 12 mars.

Les délibérations des instances du P.S. ont été présidées par long tête-à-tête entre le maire de Lille et le premier secrétaire. Les deux principaux dirigeants socialistes soulignent manifestement l'absence d'opposition à l'égard de M. Mitterrand, à ce stade d'un processus total tout au long de la séance du comité directeur et il n'a pas pu paraître à la rédaction de la résolution finale. M. Mauroy était absent mercredi après-midi.

Le premier texte qui a été soumis par M. Georges Dayez, sénateur de Paris, aux membres du comité directeur reprenait en quelques phrases la thèse de M. Mitterrand et l'idée qu'il appartenait à présent aux Français de trancher, sans sécheresse, à ému

même la majorité du P.S. qui a souhaité une formulation moins abrupte. Dans cette réaction entrant sans doute une part d'agacement à l'égard d'une démarche qui visait à faire ratifier purement et simplement une prise de position déjà énoncée par M. Mitterrand.

Le texte définitif, élaboré notamment par M. Jean-Pierre Worms, rappelle les efforts effectués par les socialistes lors des « sommets » de septembre, et même ensuite, pour tenter de réamorcer la négociation. Sur le fond, la position adoptée demeure toutefois celle de M. Mitterrand. Tout au plus — et il s'agit là d'une concession à M. Mauroy — est-il prévu que, si les désistements sont pratiqués par le P.C.F., une rencontre entre communistes et socialistes pourrait être organisée entre les deux camps. Elle devrait permettre d'élaborer une déclaration politique commune réaffirmant notamment que les deux partis s'engagent à former un gouvernement ensemble.

Quant au C.E.R.E.S., il a défendu un texte présenté par M. Jacques Fournier qui, s'il reprenait les propositions de négociation dès le 12 mars qui figuraient déjà dans la revue *Représ* (le Monde du 4 février), ne contenait pas en revanche les critiques adressées par l'organe de la minorité à la direction du P.S. Ces critiques ont d'ailleurs été à M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif et rédacteur en chef de *Représ*, le vote d'un blâme par le comité directeur. Un « code de bonne conduite » a été également adopté en dépit de l'opposition de la minorité.

Plus modéré oralement que par écrit, rejoint lors du vote par Mme Nicole Questiaux, élue au comité directeur sur la motion de M. Mitterrand, le C.E.R.E.S. a surtout voulu prendre date et s'affirmer comme le courant qui refuse toute perspective d'un gouvernement socialiste homogène. Si cette éventualité n'a pas été débattue lors de la réunion du comité directeur, elle occupe de plus en plus la pensée des dirigeants du P.S.

Ces derniers constatent, en effet, que le P.C.F. ne fait déjà plus de désistements une règle automatique. Ils remarquent à l'inverse que la campagne du P.C.F. ne semble pas se développer sous les meilleurs auspices. Les communistes n'hésitent pas à enlever M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., parmi leurs orateurs politiques, renouant ainsi avec une tradition qui semblait abandonnée.

En fait, le conflit au sein de la gauche se traduit, si l'on en croit les cadres du P.S., comme ceux du P.C.F., par l'abandon de bon nombre de membres de ces deux formations. On constate, de part et d'autre, que la campagne électorale se déroule avec le concours de militants semblablement moins nombreux que lors des élections municipales de mars 1977.

THIERRY PFISTER.

POLITIQUE

Les rapatriés sont divisés sur l'attitude à adopter à l'égard des formations politiques

Les associations de rapatriés, unanimes à souligner les insuffisances de la nouvelle loi d'indemnisation qu'elles ont refusé de cautionner, demeurent divisées sur l'attitude à adopter à l'égard des différentes formations politiques.

Au nom du Front national des rapatriés, M. Jean Trappe, président, et le général Edmond Joubaud estiment que leur association « ne peut pas donner des consignes » à ses adhérents dans la mesure où « le F.N.R. n'est pas un parti politique ».

Pour le F.N.R., les rapatriés n'ont pas à jouer le rôle d'arbitres entre les deux parties opposées de la France. M. Jean Trappe précise toutefois que le F.N.R. ne peut pas se passer de son soutien à ses « amis de toujours » que sont notamment MM. Roger Fenech (C.D.S.), candidat du « courant » gauchiste dans la deuxième circonscription du Rhône, Raoul Bayou (P.S.), député sortant de la cinquième circonscription de l'Hérault, et Mario Bonard, ex-député du P.F.R. aux rapatriés, député sortant de la deuxième circonscription du Var.

La Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie (C.F.M.R.A.), présidée par la Mohamed Laradji, déclare, pour sa part, qu'elle jugera les députés sortants, « qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, sur leur teneur en faveur des Français musulmans ».

M. Pierre Lagailarde en mission officielle !

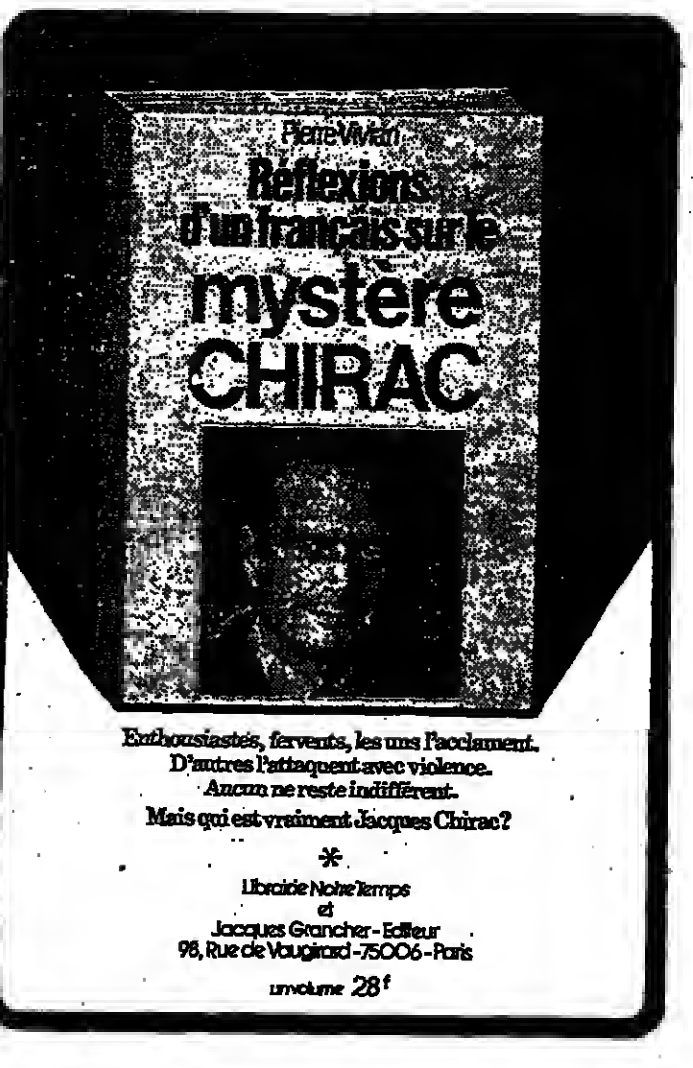
En revanche, le mouvement du RECOURS, qui a déjà annoncé son intention de se présenter à la majorité présidentielle (le Monde du 3 décembre) réunira son conseil national le samedi 18 février à Nîmes (Gard) afin d'arrêter ses modalités d'action au cours de la campagne électorale.

Pour tenter de limiter leur influence auprès des électeurs des rapatriés dans les circonscriptions du Midi où le vote des « pieds-noirs » pourra être décisif (le Monde du 4 janvier) M. Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, soutient les démarches entreprises depuis plusieurs semaines sur le terrain — « à la demande de certains rapatriés eux-mêmes » — soulève-t-on rue de Varenne — par l'une des figures « historiques » des événements d'Algérie en 1958 : M. Pierre Lagailarde, ancien député d'Alger, avocat au barreau d'Auch (1).

Se flattant auprès des députés départementaux des rapatriés d'être investi d'une mission officielle, M. Pierre Lagailarde s'efforce, jusqu'à présent en vain, semble-t-il, de convaincre les rapatriés de soutenir l'action du

président de la République, c'est-à-dire de rejeter les consignes du mouvement du RECOURS. Cette lutte d'influence est assez rude et l'on en juge notamment par la réaction de M. Jacques Roseau, porte-parole du RECOURS, qui « dément de la façon la plus formelle les rumeurs et calomnies actuellement propagées parmi la communauté des rapatriés tendant à laisser croire que l'action qu'il mène au sein du RECOURS le serait à des fins partiales, personnelles et politiques ». — A. R.

(1) Né le 15 mai 1921 à Courbevoie, rue d'un avocat de l'Etat, M. Pierre Lagailarde avait participé, notamment, à la tête des étudiants d'Alger, au soulèvement de 19 mai 1958, qui avait conduit au retour du général de Gaulle au pouvoir. En 1962, il avait été élu député d'Alger, puis sénateur en 1968. Il avait été élu à la tête d'une liste Algérie française, il avait été élu à la tête d'une liste d'indépendance proposée par le général de Gaulle, il avait été élu à la tête d'un mouvement d'indépendance à Alger en 1969. Arrêté, incarcéré pendant deux mois, mis en liberté provisoire, puis s'engageant en Espagne en décembre 1969, il avait été condamné par contumace en 1971 à dix ans de réclusion criminelle, puis déchu de plein droit de son mandat de député. Il a bénéficié de la loi d'amnistie votée en 1966.



français

M. Georges Marchais à Radioscopie

Un ouvrier chez le psychanalyste

Mercredi 8 février. Franco-Inter, 17 heures. « Radioscopie ». M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., l'écrit à M. Jacques Chancel. Pour ce dernier, une obsession débouche sur l'homme politique et la star des mass media, le Marchais intime, l'homme comme les autres, celui qui va accepter, tout à coup, de se laisser aller. Pour ce faire, il va s'efforcer, une heure durant, de mettre son interlocuteur en contradiction avec lui-même. En vain.

« Je suis moi-même, répond avec obstination M. Marchais, tel que je suis tous les jours : dans la vie, chez moi, avec la part, avec les gens. »

M. Georges Marchais « qui ne triche jamais » : un Georges Marchais « passionné, honnête, sincère, franc ». Méthodique et rusé, le journaliste cherche la faille mais ne la trouve pas. « Un homme politique triche de temps en temps, il est obligé... »

« Je refuse », le refuse cette chose », tranche M. Marchais, qui se paie même le luxe de comprendre la « démarche » de son questionneur. Idem, observe-t-il, à celle de ses propres camarades de parti qui s'étonnent de le voir « s'indigner devant des évidences ».

Il comprend donc son interlocuteur mais aussi, en quelques phrases, se fait comprendre : « Je suis comme ça et je pense que les travailleurs sont comme ça. Ils aiment les choses claires, nettes, l'honnêteté, la sincérité. »

Un peu plus tard, expliquant qu'il aime, « comme tous les ouvriers français », le travail bien fait, il confiera : « Moi, l'école tourne. Je me souviens encore des gestes que l'élève

tue. Quand vous descendez la pièce de la machine, vous le caressez un peu... »

Fasciné, troublé, mais obstiné Jacques Chancel revient constamment à la charge. « J'ai l'impression », déclare-t-il, que vous êtes fait pour la solitude et non pour tout ce bruit. »

« Quand vous me voyez bondissant, lui répond M. Marchais, c'est moi : l'âme la débat, la lutte. »

Jacques Chancel ne s'avoue pas battu : « L'ouvrier que vous êtes aurait pu avoir une vie tranquille, une vie saine ; mais voilà, il y a l'ambition... »

« Je n'ai pas », répond M. Marchais. « Vous avez toutes les qualités ! », s'exclame alors l'interlocuteur, sur un ton désabusé, presque écorché. « J'ai adhéré, j'ai milité, j'ai accédé à des responsabilités, lourdes à porter mais qui procurent une satisfaction morale », lui explique le secrétaire général du P.C.F., qui avoue au passage « n'être pas prêt à partir... » et s'efforce de lui, de son parti et de la politique d'union, « qui en définitive triomphera ».

Un moment cependant M. Marchais reconnaît qu'« on ne peut être un homme politique au plein sens du terme, si on n'est pas tout émotivement un homme comme les autres ». Triomphant, Jacques Chancel l'accablait alors dans les cordes.

« Avec tous les défauts et toutes les qualités ? »

— Oui.

— Et toutes les engousses ?

— Oui.

— Et tous les doutes ?

— Oui.

— Alors vous doutez ?

— Ça m'arrive.

— De qui ?

— En ce moment, de nos partenaires.

Retour à la politique. Avantage à M. Marchais. Jacques Chancel l'en déloge aussitôt : « François Mitterrand, votre ami ? »

— Oui. Mon allié, mon ami, mon ami à la condition qu'il accepte une bonne actualisation...

— Un ami sincère ?

— C'est un ami... assez difficile... avec lequel il est assez difficile de se lier sur le plan de l'amitié... il n'est pas, en tout cas avec moi, un homme qui se lie particulièrement... C'est difficile... C'est assez difficile.

Blavetant à l'égard de ce confesseur qui se donne tant de mal pour lui découvrir des péchés, l'ancien tourneur apparaît fasciné par ce strip-tease psychologique. C'est intéressant cette discussion, confie-t-il, comme grisé par les mots et le menagement des idées. Quant à Jacques Chancel, sentant le sol se dérober sous ses pieds, il tente, à l'issue de l'entretien, un ultime assaut. En vain.

— La peur de mourir ?

— Non, cela viendrait, c'est sûr.

— Et Dieu dans tout cela ?

— Ah ! Dieu, une grande question pour un homme aujourd'hui athée mais dont le père allait à l'église et qui a fait sa communion.

— Mais il faut croire ?

— Ah oui, mais attention, moi le croit et les catholiques aussi, comme nous, attachent beaucoup d'importance aux hommes.

— 18 heures, Georges Marchais.

— Déjà ?

P. F.

Raymond Aron

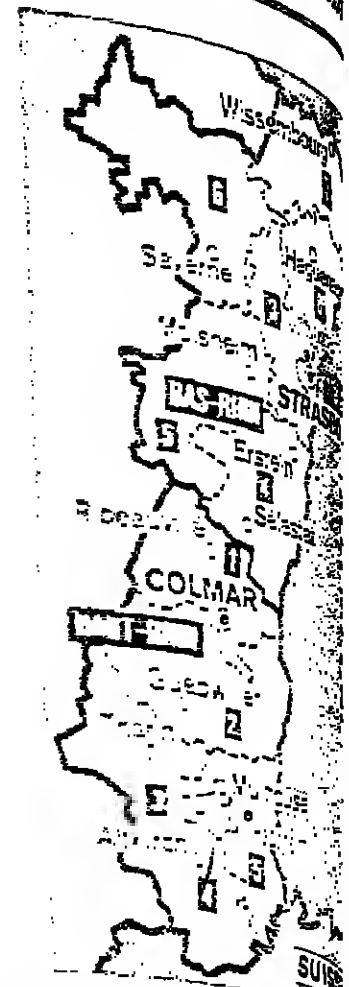
Les élections de mars et la V^e République

Etranges élections, qu'un parti de l'opposition semble ne pas vouloir gagner, et dont les électeurs méconnaissent le sens historique : quelle réponse donneront les Français aux défis économiques de notre temps ?

Julliard

صحة من الامم المتحدة

élections législatives



RHIN : peu de change dans la continuité

Le communiqué officiel du conseil des ministres

M. Valéry Giscard d'Estaing a réuni le conseil des ministres mercredi matin à 8 heures. À l'issue des délibérations, le communiqué officiel suivant a été rendu public :

● L'AMÉLIORATION DES SERVICES PUBLICS EN MILIEU RURAL

Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire et le secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture ont dressé un bilan de l'action menée par le gouvernement depuis quatre ans en faveur du maintien et de l'amélioration des services publics en milieu rural.

En application des directives données en juin 1974 par le gouvernement demandant de mettre au terme un processus de fermeture ou de transferts excessifs des services publics indispensables à la vie des bourgs et de nos villages, la plupart des projets de fermeture ont été abandonnés ou ont donné lieu à des solutions pratiques de substitution pour les populations.

Avec treize mille établissements et trente mille emplois des communes rurales, le service public le mieux intégré à la vie et à l'activité des campagnes. La modernisation de la distribution apporte aux populations un service de meilleure qualité. Des expériences de polyvalence administrative mises avec la direction générale des impôts et l'Agence nationale pour l'emploi, notamment, permettant de ne plus supprimer les bureaux peu fréquentés et d'offrir plus de commodités aux usagers.

Dans le domaine scolaire, le seul de fermeture des écoles à classe unique a été aboli de sorte à ne pas laisser de mesures antérieures pour favoriser l'installation à la campagne des instituteurs. La carte scolaire des collèges a été adaptée afin de maintenir tout un établissement qui devaient être fermés.

L'organisation générale des transports de voyageurs sera examinée désormais localement dans le cadre des schémas régionaux de transport. La Direction générale des impôts du ministère de l'économie et des finances a implanté mille trois cents postes de correspondants locaux et cinquante quatre recettes spécialisées non prévues initialement dans le plan de réorganisation du réseau comptable.

Compte tenu de ces résultats très positifs et des besoins exprimés, le conseil a décidé d'accroître l'effort entrepris.

Le contrôle des suppressions de services publics sera renforcé : les services du l'État devront informer les préfets de tout projet de suppression, au moins six mois avant toute décision. Les préfets pourront saisir de tout projet de fermeture qui leur paraîtrait inopportune le groupe interministériel des services publics en milieu rural créé à cet effet. En cas d'avis défavorable, l'arbitrage du premier ministre sera sollicité.

L'adaptation des services publics aux caractéristiques du monde rural sera plus systématiquement recherchée, notamment par la création de services polyvalents sous la responsabilité des préfets. Dans le courant du premier semestre 1978, une dizaine d'expériences seront réalisées.

Chaque ministère devra fournir le 1^{er} juin 1978 un bilan de l'action menée en faveur de l'adaptation des services dépendant de son autorité et implantés en zone rurale. Le groupe interministériel remettra au premier ministre le 1^{er} octobre 1978 des propositions de mesures nouvelles visant à améliorer la qualité des services offerts aux populations des zones rurales.

Ces mesures concerneront la polyvalence des services postaux, la préservation, les transports réservés aux élèves, l'assistance administrative, l'information et la prévention sociale, l'aide ménagère familiale, les crèches et garderies à domicile, les services d'urgence, l'action culturelle.

L'adaptation des services publics aux caractéristiques du monde rural est une des priorités de l'avenir du monde rural. Au terme d'une longue période d'exode rural et agricole, l'intérêt général, comme les nouvelles aspirations des Français, commande de poursuivre une politique globale d'aménagement rural, qui privilégie l'emploi et l'amélioration des conditions de vie.

Le président de la République a décidé :

« O est indispensable d'assurer la tendance naturelle des administrations et des services publics à se concentrer dans les grands centres ou les sous-centres. Pour rester viables et développer son travail équilibré, le milieu rural doit pouvoir compter sur la présence active des services publics. »

● LA FORÊT

Le ministre de l'agriculture et le ministre de la culture et de l'environnement ont présenté une communication sur la forêt.

Après avoir pris connaissance des conclusions du rapport établi par le groupe de travail présidé par M. Bertrand de Jonville, le conseil des ministres a décidé d'amplifier ses actions menées en vue de protéger et de valoriser le patrimoine forestier considérable. Le premier ans la Communauté européenne, ont disposé notre pays.

La production de bois doit être également valorisée de manière à équilibrer les écosystèmes extérieurs de France en re densité. Le gouvernement a pris, en 1977, un ensemble de mesures pour renforcer les industries utilisatrices du bois et pour faciliter les relations entre ces industries et les professions forestières. C'est ainsi qu'il a été décidé d'apporter à la réalisation de nou-

velles capacités de production de bois et de papier un montant de 1,5 milliard de francs, par des prêts du F.N.E.S., plusieurs projets importants ayant déjà été lancés ; le gouvernement veillera également à défendre et à consolider les industries existantes lorsqu'elles sont menacées par la concurrence internationale. Dans le domaine de l'aménagement, un programme de développement des capacités industrielles et commerciales a été défini et sera mis en œuvre par la voie de contrats de croissance avec les entreprises qui se expriment le désir. Pour renforcer des relations entre les utilisateurs de bois et les professions forestières, une expérience pilote a été entreprise, avec le concours de l'Office national des forêts et de l'ensemble des professions concernées, pour améliorer la mobilisation et la commercialisation des bois résineux de nos montagnes. Parmi les actions déjà identifiées figurent la constitution de banques de données et l'organisation d'une information sur les produits et les catalogues industriels, en vue de mieux faire connaître les produits français et de faciliter notre accès sur les marchés extérieurs.

En ce qui concerne la protection du milieu naturel, des moyens renforcés seront consacrés aux actions de gestion de l'aquifère, à la fixation des dunes, la protection des pentes et celle des eaux, notamment en montagne ; les terres incultes, dans les zones où elles n'ont pas de destination agricole, seront le plus largement possible plantées ; un effort particulier sera fait pour la conservation et le développement de la forêt méditerranéenne. Un aménagement forestier approprié, comparable au remembrement rural, mais adapté aux caractéristiques du secteur, sera mis en œuvre. La création d'un conservatoire de la forêt, jouant pour elle-même un rôle semblable à celui du Conservatoire du littoral et destiné à faciliter la sauvegarde des ensembles forestiers, sera mise à l'étude.

Le rôle de la forêt dans l'aménagement du cadre de vie et l'environnement prend une importance renouvelée. Le ministère de la culture et de l'environnement établira une convention avec l'Office national des forêts fixant les conditions de gestion de la faune et de la flore sur le domaine d'État. Le développement des réseaux routiers de desserte sera limité aux besoins d'exploitation. L'accueil du public en forêt sera amélioré, les équipements d'accueil seront développés à la périphérie des espaces forestiers et la circulation automobile à des fins touristiques sera organisée sur les axes principaux. La pédagogie de la forêt sera développée dans les écoles ; l'information et la participation du public seront organisées aux niveaux départemental et national.

Le Conseil supérieur de la forêt sera réorganisé et sa composition sera élargie, de manière à assurer une concertation plus étroite et une meilleure coordination pour la mise en œuvre d'une politique globale de la forêt.

● LE REMBOURSEMENT DES SOINS DENTAIRES

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a présenté au conseil des ministres du 8 février 1978 les nouvelles modalités de remboursement par la Sécurité sociale des soins de soins dentaires. L'ensemble des soins dentaires sera mieux pris en charge, conformément à l'engagement que le président de la République avait pris à l'autonomie des soins dans le cadre des Entretiens de Bichat.

Les actes de soins (par exemple le traitement des caries) qui étaient normalement remboursés de 70 % par la Sécurité sociale, seront pris en charge à 75 %, mais les ententes de la nomenclature sont modernisées et améliorées afin d'encourager les traitements destinés à conserver les dents.

C'est une forme efficace de prévention d'encourager les soins légers qui rendent faciles les traitements ultérieurs lourds et coûteux. Certaines pathologies dentaires, qui étaient jusqu'ici mal remboursées, le seront dans de nouvelles conditions, qui permettront de faire respecter, par exemple, les remboursements faits aux assurés sociaux. Les tarifs conventionnels sont rendus obligatoires et devront être respectés. Afin de développer des rapports équitables avec leurs patients, les chirurgiens-dentistes se sont engagés à fournir un devis écrit avant tout acte de soins, et à inscrire sur les factures de Sécurité sociale le montant exact des honoraires perçus.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a enregistré avec satisfaction l'accord donné par les deux organisations représentatives de médecins à la signature d'un avenant par lequel ils s'engagent à compter du 15 février.

● LA COLLECTE DES DONNÉES SCIENTIFIQUES

Le secrétaire d'État à la recherche a rendu compte des premières études envisagées, à la demande du président de la République, pour améliorer les moyens de la collecte, du stockage et de la diffusion des informations scientifiques et techniques. L'importance croissante de ces informations, tant pour la recherche que pour le développement économique, commande de définir une politique nationale qui soit à la mesure des capacités de la France, préserve son indépendance à l'égard des grands réseaux étrangers et assure son rayonnement à l'extérieur. Pour y

parvenir, le premier ministre a chargé M. Pierre Alzière, a été désigné général à la recherche scientifique et technique, de constituer un groupe de travail interministériel, appelé à dégager les lignes générales d'une politique et à faire des propositions d'actions prioritaires. Au terme d'une première série de réunions, le groupe a recommandé deux mesures immédiates. La première concerne l'information dans le secteur de la chimie, où un important accord de coopération franco-américaine a été conclu le 21 janvier. La seconde porte sur la mise en place d'un gros orléanais qui permettra l'exploitation, en France, des principaux fichiers bibliographiques existant dans le monde.

● LE « SOMMET » FRANCO-ALLEMAND

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte des résultats du trente et unième « sommet » franco-allemand. Cette réunion, qui marquait le cinquantième anniversaire du traité de 1963, a permis de mettre en valeur l'importance et la profondeur de la coopération établie entre les deux pays et de vérifier que l'entente franco-allemande est plus que jamais la base indispensable de la coopération européenne. Les deux gouvernements ont constaté que la convergence des intérêts économiques, comme dans le domaine de la coopération entre entreprises, dans le domaine de l'harmonisation des politiques économiques, comme dans le domaine industriel, scientifique et technique. Des décisions concrètes pourront être prises très prochainement, en particulier dans le domaine de l'aéronautique et de l'espace.

● LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte du conseil des Communautés tenu à Bruxelles le 7 février. Au cours de cette réunion, les neuf ont constaté la persistance d'un grave déséquilibre des échanges entre la Communauté et le Japon. Ils ont chargé le président et la Commission d'effectuer une série de

POLITIQUE

LE GETRAC PRÉSENTE UN CANDIDAT DANS CHAQUE CIRCONSCRIPTION

Ce candidat est révolutionnaire, son nom le PARACOL, grâce à lui on ne peut plus désormais s'effacer partout et sur tout. En effet, tout mur, édifice, un affiche déjà posée, peuvent être protégés par le PARACOL. Ce produit économique, fabriqué commercialement par le Groupement Européen de Traitement Chimique, s'applique au pinceau ou au pistolet, il est efficace immédiatement. Documentation : GETRAC, 005-83-81. Parc Industriel - 77300 TORCY.

PARLEZ EN LANGUES...

ARABE littéraire moderne
ANGLAIS
ARABE ALGÉRIEN
PERSAN
CREA-FRANCE
Session février-juin 1978
19, rue de Babylone, 75007 Paris.
TEL. : 548-44-00, 544-24-22.

DE GAULLE et le CONSEIL NATIONAL de la RESISTANCE

Jacques Debô-Bridel

Jacques Debô-Bridel, l'un des seize membres fondateurs du C.N.R., journaliste, sénateur R.P.F. et militant gaulliste de choc, est le narrateur passionnant de l'extraordinaire aventure qui devait porter au pouvoir en 1945 son inspirateur, le Général de Gaulle.

20 pages
12 francs

Editions France-Empire

la Sécurité Routière vous informe

20 000 VIES SAUVEES EN CINQ ANS

De 1972 à 1977, le nombre annuel des tués sur les routes françaises a été ramené de 17 000 à 13 000 environ. De nombreuses vies ont donc été épargnées.

Si les pouvoirs publics n'avaient pas engagé une politique vigoureuse de sécurité routière, l'hécatombe aurait sans doute continué. En cinq ans, 20 000 vies humaines ont été sauvées et 30 milliards de francs économisés pour le pays.

Ces résultats sont largement dus à deux mesures qui ont demandé la coopération des usagers de la route et qui ont fait la preuve de leur efficacité :

- les limitations de vitesse
- l'utilisation de la ceinture de sécurité.

UN PETIT CLIC VAUT MIEUX QU'UN GRAND CHOC

La France a été le premier pays d'Europe à rendre obligatoire l'utilisation de la ceinture de sécurité : depuis juillet 1973 pour la circulation sur route ; depuis janvier 1975 pour la circulation en agglomération — de 22 h à 6 h du matin — et sur les voies rapides en ville.

Les ceintures sont de plus en plus pratiques. Aujourd'hui les ceintures à enrouleur équipent la plupart des voitures neuves.

POURQUOI LA CEINTURE DE SECURITE ?

Sur plus de 120 000 accidents analysés, il est apparu que le risque d'accident mortel était divisé par plus de deux pour ceux qui utilisaient la ceinture de sécurité. Pourquoi ?

- parce qu'à 80 km/h en cas de choc brutal, les occupants d'une voiture, non ceinturés, sont projetés en avant par une force de 40 à 50 fois supérieure à leur poids. Seule la ceinture de sécurité peut absorber cette énergie ;
- parce qu'à moins de 90 km/h, l'accident est très rarement mortel avec une ceinture de sécurité.

20 000 VIES SAUVEES EN 5 ANS. CONTINUONS

Notre prochain communiqué : les limitations de vitesse

Le Monde

Société

L'ENLÈVEMENT DE M. NOËL DAIX

La façade de l'« union sacrée »

Lyon. — Avant le dénouement intervenu dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 février, le procureur de la République à Lyon, M. Estrangin, avait tenu dans l'après-midi de mercredi, au cours d'une conférence de presse, à fournir un démenti, à apporter une précision et à célébrer une « union sacrée ».

Le démenti « formel » visait l'information largement reprise par une bonne partie de la presse, selon laquelle au rang des affaires dont accusait M. Daix en tant que magistrat instructeur, figurait, en 1974, le dossier financier ouvert sur le gang des Lyonnais. M. Estrangin a indiqué qu'« il n'y avait jamais eu ni ouverture d'un tel dossier, ni sous-traitance au suppléant dans cette affaire précise ou dans d'autres affaires ».

La précision portait sur les activités de M. Daix. Celui-ci, au cours de sa carrière lyonnaise, a eu à instruire chaque année une dizaine d'affaires renvoyées par la suite en cour d'assises. En dix-neuf ans de carrière, cela représente donc un bon nombre de dossiers, mais, indiqua M. Estrangin, « M. Daix n'a jamais été l'objet de la moindre menace ».

Enfin, la célébration de l'« union sacrée » faisait référence aux rapports existants entre les magistrats et les policiers lyonnais. Le procureur de la République a été catégorique : « La confiance est parfaite, totale, et elle n'est pas nouvelle, mais elle est normale, des rencontres ont lieu chaque semaine entre les magistrats du parquet et les responsables de la police judiciaire ».

Avant M. Daix, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice, avait lui-même insisté sur ce point. Cette double affirmation ou plutôt cette nécessité éprouvée de répéter deux fois en deux jours que « tout va bien entre police et justice à Lyon », pour-

De notre envoyé spécial

rait finalement laisser penser qu'en fait tout ne va pas aussi bien qu'on le dit. Mais peut-être doit-on chercher ailleurs, à un niveau supérieur, la réponse à cette interrogation.

Il s'est passé autour et à propos de cette affaire Daix quelque chose au palais de justice de Lyon : un peu comme si les magistrats du tribunal de grande instance, à leur manière, feutrée, sans éclat de voix, employant plutôt des demi-mots que de longs discours, avaient manifesté leur ferme intention que cette affaire reste d'abord et avant tout une affaire de cour d'assises, et que, sur ce sujet, les confidences sont rares, mais les faits, d'une certaine manière, éloquentes.

On a pu constater, en effet, que l'état-major de crise, constitué sur proposition du ministre de la Justice et réuni une seule fois publiquement, pour la conférence de presse du mardi 7 février, semble au fil des heures s'être effacé derrière le corps des magistrats lyonnais. On a noté, par exemple, que la seconde conférence de presse, organisée mercredi, n'a pas eu lieu dans les locaux de la préfecture régionale, mais dans ceux du tribunal de Lyon.

De plus, ce n'est pas le préfet de région ou le détenteur de l'autorité préfectorale, voire un responsable de la police, qui y a tenu, mais un magistrat, le procureur de la République, entouré d'autres magistrats du tribunal de grande instance, président, M. Felt, et des juges d'instruction, M. Thiney.

On a pu encore relever que

l'ouverture d'une information judiciaire avait été décidée par le parquet lyonnais dans la nuit même de l'enlèvement, alors que, par exemple, pour le même motif, cette information judiciaire n'a été ouverte que dix jours après l'enlèvement du baron Empain.

Bref, tout un ensemble de petits faits significatifs. Au nom du garde des sceaux, M. Le Guehennec était venu, mardi, transmettre aux magistrats lyonnais, outre l'assurance du soutien du garde des sceaux, un message : l'affaire Daix, était selon l'appréciation du ministre, « une affaire de niveau gouvernemental et interministériel », celui-ci avait décidé la mise en place de ce fameux état-major de crise placé sous la double autorité du préfet de région et du procureur général à la cour d'appel de Lyon.

Il n'est pas interdit de penser que la réponse des magistrats du tribunal de grande instance, réunis en assemblée générale, mardi, à l'un des siens, était peu décidée à s'effacer derrière le pouvoir administratif, au sens large, ou derrière le pouvoir politique ; ce « pouvoir judiciaire » pour bon nombre de magistrats lyonnais suppose un préalable : le contrôle réel du parquet sur les activités de la police judiciaire.

C'est ce qui a implicitement confirmé M. Châtré, préfet de police de Lyon, en déclarant après sa conférence de presse : « Je souhaite être très discret et ne pas pas donner à penser à l'autorité judiciaire que l'impunité sur ses prérogatives ».

PIERRE GEORGES.

APRÈS SEPT ANNÉES D'INSTRUCTION

Le tribunal de Pontoise examine les circonstances de la mort de cinq nourrissons dans une clinique

Il aura fallu sept ans d'instruction et deux audiences devant le tribunal correctionnel de Pontoise (Val-d'Oise), pour examiner les responsabilités en jeu dans l'affaire de la pouponnière de Sarcelles. Le 13 mars 1971, cinq enfants nouveau-nés avaient péri dans un incendie qui s'était déclaré dans la nurserie de la clinique Alexis Carrel, de Sarcelles, et sept autres avaient été grièvement blessés (le Monde du 16 mars). Après une première audience, le 19 janvier dernier, réservée aux témoins et aux experts, le tribunal a entendu, mardi 7 février, réquisitoire et plaidoiries pendant plus de cinq heures.

Le feu avait pris naissance dans un berceau chauffant, sorte d'habitacle en plexiglass alimenté en oxygène et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux fils allaient, ce soir-là, provoquer l'incendie : le matériel destiné à recevoir l'enfant et placé dans le berceau chauffant, et le câble électrique au lieu de la taille obligatoire. Des câbles avaient, en outre, été disposés contre la plaque de protection et pour préserver l'enfant des chocs, devait préciser une infirmière. Matelas et couettes allaient bien sûr, au contraire, perturber l'aération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de l'incubateur.

Prévenus libres, deux personnes comparaissent devant le tribunal correctionnel, inculpés d'homicide involontaire : M. Marie-Philippe Lefebvre, médecin chef et co-gérant de la clinique, défendu par M. Jean-Claude Barreau, et M. Lucien Caron, D.G., en retraite de la société Meca Vigor, fabricant du berceau chauffant Thermo-Baby, défendu par M. Alain Confino.

Le directeur de la clinique s'est vu reprocher le nombre important de nouveau-nés ce soir-là dans la nurserie (trente-deux au lieu de quelques dix enfants prévus selon les normes établies par décret en date du 9 mars 1966), ainsi que la mauvaise utilisation du berceau chauffant.

M. André Houpert, premier substitut, a requis une peine de dix-huit mois avec sursis pour M. Lucien Caron, et une peine de trois mois avec sursis pour M. Marie-Philippe Lefebvre. La partie civile, représentée par M. Pinkelstein, du barreau de Pontoise, et M. Lederman, de Paris, réclame 100 000 F pour chacune des mères de nouveau-nés décédés et 50 000 F pour chacun des pères ainsi que 10 000 F pour chacun des enfants blessés à titre de provision en attendant les résultats des expertises.

M. Confino, qui plaide en faveur du constructeur, M. Lucien Caron, devait rappeler que sur une période de quinze ans, entre 1967, date de création du berceau chauffant, et 1971, un seul accident avait été enregistré, celui de Sarcelles. Il devait renvoyer les fautes sur le personnel de la clinique qui n'avait pas su utiliser l'appareil.

M. Barreau, plaçant pour le directeur de la clinique, devait, au contraire, expliquer le décret de 9 mars 1966, qui limitait uniquement le nombre d'enfants installés dans une nurserie de façon permanente et non, comme dans le cas présent, le nombre d'enfants installés dans la pouponnière seulement pour la nuit. Le jugement sera rendu le 18 mars.

JACQUELINE MEILLON.

Les poursuites contre Mlle Monique Guemenn et la « journée nationale » du Syndicat de la magistrature

« POUR FAIRE LIBÉRER UN DÉTENU »

(Suite de la première page.)

Après une conférence de presse tenue ce jeudi à la préfecture du Rhône, M. Châtré a donné des indications sur les circonstances dans lesquelles M. Noël Daix avait été retrouvé. « Il était frigorifié », a-t-il dit, « étonné de sa bonne aventure, mais surpris de ne pas avoir été retrouvé plus tôt ».

En fait, M. Daix est resté près de dix-huit heures dans son inconfortable position, enchaîné à un arbre dans le parc d'une clinique désaffectée à Ternay.

M. Châtré a ajouté que la victime avait été rudoyée mais ni maltraitée ni corrigée : « On l'a traité sans ménagements. Il n'y avait pas de coups, mais de coups de poing dans l'estomac quand il voulait parler. Il avait les yeux et la bouche couverts de sparadrap très large », a-t-il déclaré. M. Châtré a ensuite fait allusion aux déclarations d'un officier de gendarmerie à confirmer que « cet enlèvement du juge Daix est bien un enlèvement de magistrat et de magistrat dénommé. Il ne se agit pas de la qualité de la personne, ni de la personne elle-même. L'enlèvement a été tenté la libération d'un détenu ».

Le préfet de police a déclaré ignorer quel était le nom de ce détenu qui ne semble pas avoir été communiqué à la victime.

Au moment de libérer leur victime, les ravisseurs lui auraient dit : « Le juge Daix a confirmé que selon lui c'était en raison de la rapidité avec laquelle la voiture a été identifiée, la rapidité de la mise en place du dispositif policier qui est allé en s'empilant, de la bonne coordination qui a été effectuée entre la justice, la police, la gendarmerie, la population et même la presse ».

Sur les conditions de sa détention, M. Daix a apporté quelques précisions. Après son enlèvement, il aurait été changé de véhicule dans un délai très court (une demi-heure environ), puis aurait été transporté dans un lieu qu'il n'a pu identifier avec précision, le trajet a été également relativement court. Il ne semble pas qu'il ait été détenu dans un immeuble, peut-être une maison isolée. Il se souvient vaguement avoir monté des escaliers. Comme le préfet l'a confirmé, M. Daix avait le visage couvert d'une cagoule enroulée. Il n'a donc jamais vu ses ravisseurs.

« Au langage qu'ils ont eu et à leur comportement, on ne sent pas des hommes d'un très haute extraction criminelle, ni tant est qu'il y ait une aristocratie dans ce domaine », a indiqué M. Châtré. Il semble que ce soient des hommes jeunes, parlant sans accent particulier et d'un niveau intellectuel très faible.

M. Châtré a encore indiqué qu'il excluait « toute action symbolique ou politique ».

BERNARD ELIE.

Besançon. — Mlle Monique Guemenn, premier substitut du procureur de la République de Draguignan et vice-présidente du Syndicat de la magistrature, a été convoquée par le procureur de la République de Besançon, le 10 février, par la commission de discipline du parquet, après avoir été provisoirement suspendue pour avoir fait état, le 18 novembre dernier, de son « inquiétude » à propos de l'extradition de l'avocat M. Klaus Croissant. Les propos tenus en audience publique par Mlle Guemenn

constituent-ils une violation de l'article 43 du statut de la magistrature qui sanctionne « tout manquement par un magistrat aux devoirs de son état, à l'honneur, à la délicatesse ou à la dignité » ?

Y aurait-il alors deux poids, deux mesures dans la balance de la justice, se demande le Syndicat de la magistrature qui organise une « journée nationale » à l'occasion de cette comparution ? La section de Montbéliard (Doubs) de cette

De notre envoyé spécial

Le veau froid du premier président

Pour illustrer leur démonstration, ceux-ci reprennent différents propos tenus en cours d'audience par le premier président de la cour d'appel de Besançon, M. Jacques Delavennat. Les exemples sont nombreux. M. Delavennat ayant le verbe facile, la formule incisive et son franc-parler, il déclarait notamment, dans une affaire de violence politique, au représentant de l'ordre : « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté », a-t-il dit, « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de présomption de loyauté ».

« Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un



Monde DES LIVRES

Kafka témoin d'une civilisation en déclin

● **Conversations avec un ami et correspondance familiale : deux importants inédits de l'auteur de « La Métamorphose ».**

LES maisons pragoises habitées par Kafka, leur forme, leurs emplacements, sont le miroir de son itinéraire d'écrivain, ses tournements et ses déchirements. Celle, moyennagénée, de son enfance, dans la vieille ville, à la limite du ghetto disparu, existe encore aujourd'hui. Plus tard, il loue deux pièces dans le palais Schönerbach, dans un quartier élégant, au pied du château. Lorsque d'affaires impérieuses le voient s'absenter, l'écrivain trouve refuge chez sa sœur préférée, Ottilie, dans une petite maison, toute simple, rue des Alchimistes, sise dans l'enceinte même du Strahov qui domine la ville de son contour anguleux. Son bureau, la Compagnie des assurances curieuses contre les accidents, s'élève jadis et chargé, évoque les contraintes

qu'il s'est imposées pendant quatorze ans de travail salarié. Ce qui ne l'empêchait pas d'écrire à Ottilie, avec cet humour typique de « la-bas » : « La compagnie est pour moi un lit de plumes, elle me pèse autant qu'elle me tient chaud. Si je réussissais à m'en échapper, je serais aussitôt en danger de m'enrhumer, le monde n'est pas chauffé ».

A lui tout seul, Kafka était un oiseau de contradictions. Juif et Tchéque à la fois, il écrivait et pensait en allemand. Au début du siècle, sur quatre cent cinquante mille habitants, treize mille parlaient tchèque. Pragoise seulement, pratiquant cette langue, mais, dans la capitale de l'ancien royaume de Bohême, la clef de la réussite était sa parfaite connaissance.

De par sa mère, Julia Löwa, Kafka descendait d'une famille juive de rabbins érudits, de médecins et de commerçants. Cette



★ Dessin de BERNICE CLEVE.

bourgeoise juive, aisée, cultivée, parlait l'allemand couramment. Son père, Hermann, sortait tout juste des études du ghetto. Son but dans la vie avait été l'ascen-

don social. Il devint l'inspecteur par son mariage et à force de le faire, par les activités littéraires de son fils aîné, une indifférence polie mêlée de mépris. Dans sa lettre au père, véritable règlement de comptes codé, Kafka lui reproche d'avoir perdu la foi, et se considère un peu comme un fils déshérité. C'est pourquoi son affection familiale se soustra vers Ottilie.

Dans ses lettres, l'écrivain apparaît tantôt comme le protégé de sa sœur, tantôt comme son conseiller avisé. Il s'en remet à elle quand son état de santé exige l'obéissance de longue durée. Mais il est, c'est elle qui gère ses affaires à Prague en son absence. Encore elle qui l'accompagne parfois dans les petites pensions de famille des Tatra ou de la forêt de Bohême, lorsqu'il soigne son affection pulmonaire. En revanche, Kafka la soutient dans sa vie affective et suit avec intérêt ses projets.

Ottilie, après avoir travaillé dans l'affaire de son père, commence à s'initier aux travaux agricoles en vue d'une future installation en Palestine, alors sous mandat britannique. On sait comment prit fin, dans le vent et dans la fumée des foudres oratoires, ces rêves généreux de jeunesse. Le plus étonnant, c'est que, c'est l'évocation d'une Europe qui n'existe plus : les jeunes de partout faisaient de longues marches dans les Carpates ; les classes moyennes soignaient leurs gastrites à Franzensbad, à Karlsbad, à Marienbad, on envoyait des cartes, qui depuis ont été jetées au feu, du lac de Garde, et même des jardins de Versailles. Les Sepochelles et les Carafes étaient encore loin.

Pendant les dernières années de sa vie, l'amitié de Kafka va toujours — cette attitude ne retrouve-t-elle pas dans son amour pour Milena — à des formes (diz, votre vingt ans de moins) qu'il aime et qu'il conseille, remarque Klaus Wagenbach (1). Il en était ainsi pour Ottilie, pour le jeune étudiant Robert Klopstock et même pour la compagne de ses derniers jours, à Berlin, Dora Diamant.

Gustav Janouch avait dix-sept ans en 1920, lorsqu'il rencontra Kafka, encore fonctionnaire dans sa compagnie d'assurances. Entre l'adolescent qui finissait ses études et commençait des notions maladroites et l'écrivain qui venait de publier la *Métamorphose*, une amitié se noue à leur image, courtoise, pudique, réservée.

EDGAR REICHMANN.

(Lire la suite page 19.)

Clément Rosset, avocat de l'« idiotie »

● **Un plaidoyer pour les idiots.**

CHEZ Clément Rosset, on fait d'innombrables rencontres : le comédien de Malcolm Lowry, qui s'est, comme à l'accoutumée, saisi avec du whisky, Molloy, le « héros » de Samuel Beckett, et Moïse, l'Égyptien, créateur de Jacques Tati. A travers ces personnages, l'auteur entreprend un éloge de l'Idiotie, qui prolonge son précédent *Essai sur l'Idiotie* : *Le réel et son double* (1). Ce philosophe répond à suivre les chemins trop fréquents. C'est un esprit déconcertant, et pour cette raison, étonnant, qui avance à contre-courant des modes intellectuelles. L'Idiotie dont il traite, c'est la réalité, il se réfère au sens du mot grec *idiotês*, qui veut dire « particulier, unique ». Le réel est idiot, car il est singulier, en même temps que « dépourvu de raison ». Clément Rosset fait donc l'apologie du monde réel, on plâtie il s'en fait l'avocat. Durieux projet ? Certes, non. Sans cesse masquée, oubliée, niée par toutes sortes d'illusionnistes, la réalité est toujours besoin d'être

défendue. Peu de gens acceptent que la vie soit « une histoire racontée par un idiot », que le monde ne veuille jamais livrer le secret de sa présence et qu'il soit ainsi privé de signification.

Les détectives de la métaphysique s'emploient à extorquer au réel des aveux fictifs. Dans la philosophie de Hegel, notamment, « toute réalité se double d'une signification imaginaire ». Clément Rosset cite, à l'appui de sa démonstration, l'évocation fameuse de Napoléon, passant à l'éna : « Je vis l'Empereur, cette éna du monde ». Hegel n'admet pas un homme. Il est ébloui par une chimère, où se trouve, croit-il, le sens de l'histoire. La « folie du sens », que seul « un matérialisme intrinsèque » peut combattre, suscite des fantasmes divers, depuis le spectacle lacrimé jusqu'aux images publicitaires, qui peignent aux marchandes un pouvoir mythique, sans rapport avec leur usage.

La plupart de nos contemporains préfèrent au monde le

fantôme de celui-ci. Ils refusent de considérer le réel, et ne voient que son double. L'auteur de ce livre plaide curieusement pour la réhabilitation de l'Irrigue. Ce n'est pas l'Irrigue qui voit double, selon Clément Rosset, mais l'homme « normal ». L'Irrigue est frappé par la singularité, la richesse des choses : d'une rose, par exemple, qu'il restitue des heures à contempler, tandis que l'homme « normal » se regarde pas cette rose à la fois surprenante et gracieuse, mais un fantôme soumis au règne de la nécessité, une chimère légitimée par la raison divine ou historique. Clément Rosset prend la précaution de nous avertir que l'Irrigue n'est pas la seule « voie d'accès » à « l'expérience ontologique ». Nous pouvons, dit-il, retrouver dans les débris de l'histoire, comme dans la prière, « de l'art et de la philosophie, l'« allégresse » que procure le « nez à nez matinal » — ce les choses.

FRANÇOIS BOTT.

★ LE RÉEL, TRAITE DE L'IDIO-
TIE, de Clément Rosset. Éditions
de Minuit, 156 p., 29 F.

Michel Tournier fasciné par l'Allemagne de l'Est

● **Jean Egen de part et d'autre du « mur ».**

LE thème du couple France-Allemagne est fait le bonheur de nombre d'écrivains et d'essayistes entre les deux guerres. Jean Giraudoux et Jules Romains, côté français, R.A. Curtius et P. Slobod, côté allemand, s'y exercèrent brillamment. Il semble intéresser moins depuis trente ans. C'est dommage. Jamais les relations n'ont été aussi étroites entre les deux pays, chacun étant vraiment pour l'autre le « voisin immédiat ». Pourtant, il ne se passe pas d'année sans qu'une « affaire » ou une « déception diplomatique » ne revivent un fossé d'incompréhension européenne. Dernière crise en date, l'épisode de l'extradition de Klaus Croissant.

Or, il est certain qu'une des causes de cette incompréhension se trouve, côté français, dans une ignorance opaque concernant l'autre Allemagne, la République démocratique allemande, ex-Français connaissent mal l'Allemagne de l'Ouest. Que savent-ils de l'Allemagne de l'Est ? Beaucoup se souviennent tout au plus de l'excellente boutique de rampes Mautz : « On m'accuse de ne pas aimer l'Allemagne, comme d'être injuste ! Moi, qui ai jamais été aussi heureux que spirituel qu'il y en a deux ! » Pour- tant, il est certain que la R.D.A. est l'une des clés essentielles de la R.F.A. Il suffit, de suivre la presse quotidienne allemande, les relations avec l'autre Allema- ne constituent une chronique

orange et ininterrompue, un roman-feuilleton pourrait-on dire, qui ne trouve que très peu d'échos dans la presse française, laquelle doit estimer que ces « querelles d'Allemands » ne la concernent pas. Dernier litige en date : l'« Elbe matérialisant une partie de la frontière des deux Allemagnes », cette frontière court-elle au milieu du fleuve (thèse orientale) ou sur sa rive droite (thèse occidentale) ? L'op- tion est capitale pour la navigation fluviale.

Jean Egen — l'un des meilleurs connaisseurs actuels de l'Allema- gne — nous propose une confrontation des deux Allemagnes. Confrontation d'antenne plus excitante et paradoxale qu'elle se heurte au double obstacle de l'identité — même langue, même culture, même histoire, même passé chargé d'honneurs, même résurrection — et d'un antagonisme absolu. Pourtant, il s'agit bien d'Allemands de part et d'autre du « mur », et cela se voit. On disait autrefois de la France qu'elle était la fille aînée de l'Eglise. Il y a aujourd'hui deux Eglises, l'une à Washing- ton, l'autre à Moscou, et cha- cune a une fille aînée, et elles sont allemandes toutes les deux. Car la R.F.A. est à coup sûr l'« aînée » et la projection la plus fidèle des U.S.A., de même que, parmi les démocraties populaires, aucune ne s'est mieux épanouie dans un climat de plus pure or- thodoxie soviétique que la R.D.A. Il n'en reste pas moins que, écrit par un Français à l'usage des Français, ce livre ne peut pas tenir la balance égale entre les

deux Allemagnes. Car c'est un livre occidental, et la plupart des traits de l'Allemagne de l'Ouest, comme caractéristique, nous les retrouvons en France, à peu de chose près. Tandis que ce tableau de l'Allema- gne de l'Est ? Quelle étrange découverte !

Un Etat bricolé

Les origines mêmes de la R.D.A. sont bien remarquables, sorte d'Etat bricolé par des amate- urs au jour le jour, et sous la poussée des nécessités les plus brutales. De l'équipe dirigeante, le professeur et baron Manfred von Ardenne a pu écrire : « Ces deux Etats sont pratiquement l'œuvre d'une poignée de ministres, de charpentiers et d'ouvriers qui n'avaient, lorsqu'ils ont com- mencé, pas la moindre idée sur l'art de gouverner. L'économie et l'administration sont déjà admi- rables en soi. » Le fait est que Walter Ulbricht avait été men- sionné, comme président du conseil, Willi Stoph, mason. Naturellement, les mauvais esprits ne manquent pas de rapprocher ces divers artisans de la cons- truction du mur de Berlin.

Second paradoxe, la structure politique. Le « parti », c'est le parti socialiste unifié, né d'un mariage tardif entre le parti so- cial-démocrate et le parti com- muniste allemand, ces frères en- nemis dont la dissolution permit à Hitler d'accéder au pouvoir en

1933. Il est constitutionnellement à la tête du P.D.A., puisque le premier article de la Constitution définit la R.D.A. comme « l'orga- nisation politique des travailleurs des villes et des campagnes réu- nissant ensemble, sous la direction de la classe ouvrière et de son parti marxiste-léniniste, le so- cialisme ». Il n'en existe pas moins quatre autres partis poli- tiques minoritaires : l'Union chrétienne-démocrate, qui repré- sente la petite-bourgeoisie pro- testante ou catholique ; le parti démocrate-paysan ; le parti libé- ral-démocrate, qui recrute ses adhérents parmi les artisans, les petits commerçants, les petits entrepreneurs et certains intel- lectuels ; enfin, un parti « de droite », le parti national- démocrate, qui, selon un docu- ment officiel, « est composé de nom- breux sympathisants du parti nazi, anciens officiers et militai- res de carrière de la Wehrmacht, à réintégrer sur leur passé, sur ce qu'ils ont été, ce qui sont aujour- d'hui l'impérialisme et le militarisme allemand, et à briser en connaissance de cause avec leur ancien engagement ». Certes, il ne s'agit pas d'une opposition politique, mais, explique le pas- teur Ernst Brethaupt, membre de l'Union chrétienne-démoc- ratique : « C'est qu'il n'y a pas d'opposition sociale. Ouvriers, paysans, intellectuels, petits bourgeois, tout le monde accepte le socialisme. La compétition pour le pouvoir est remplacée par la coopération dans l'action. »

MICHEL TOURNIER.

(Lire la suite page 20.)

Henry Bonnier, Roger Garaudy

Allégories

LES romanciers gagnent à penser le moins possible. S'ils ont trop d'idées, sur tout et sur ce qu'ils font, leur fiction étouffe sous l'essai et leurs personnages sous les commentaires de père abusif. C'est ce qui vient d'arriver à deux écrivains confirmés. Ils ont oublié d'être bêtes. Disons : ingénus.

Henry Bonnier connaît pourtant bien ce danger. Il le flaire comme éditeur, comme critique, et il a eu l'évitement jusqu'à maintenant comme auteur. Son cycle de « Vilmon » a imposé un conteur frémissant, dans la grande tradition languedocienne. Peut-être a-t-il été victime, lui, de son sujet, plus diégétique ou théâtral que romanesque. La légende s'accommoda mal du réalisme quotidien où le roman doit s'enraciner et de l'époque où nous vivons.

C'est bien d'un sentiment légendaire et anachronique que nous parle le *Cœur violé*. La passion chaste que se vouent un journaliste français et une Yougoslave rencontrée à Orly rappelle les troubadours et les mystiques du Moyen Age. Les deux héros n'attendent pas seulement de cette distance qu'elle préserve leur cœur de l'insure et les ouvre à l'essentiel. Ils veulent incarner ainsi les rapports de leurs pays respectifs, et l'histoire tout entière. Ils ne désespèrent pas que tant de sublime plaide pour un surcroît d'humanité, et que son souvenir embrasse le monde !

UNE telle embûche ne court pas les russes. On aimerait donc savoir comment elle est née, de quelle réticence orgueilleuse devant le chair, sur laquelle elle se gèle, de quelles souffrances elle se paie. Si peu triant qu'on soit de perpétuer et de précisions psychologiques, le roman suppose un minimum de vraisemblance, de progression, le montage d'une crise.

Or aucun de ces repères ne nous est fourni. L'auteur leur prête de longues digressions sur le partage du monde entre les grandes puissances, la fragilité du litisme épre-

par Bertrand Poirot-Delpech

Tito, les limites scientifiques du matérialisme ou la divinité du Christ. Le pèlerinage final au village natal de l'héroïne, au lieu de nous éclairer et de nous émouvoir sur sa destinée, tourne en prière à l'incrédulité de saint Thomas.

Ce n'est pas que les notations sensibles fassent défaut. Les couchants mercaux se nuancent de tous les indigos désirables, et les ciels parisiens de tous les roses vus. Il ne manque pas un détail aux décors ni aux vêtements. Nous n'ignorons rien de la blancheur des murs et des cotonnades. Mais précisément les descriptions visent tellement à camper les ambiances qu'on en ressent constamment l'artifice.

COMME s'il craignait de ne pas suggérer suffisamment sa propre émotion, Bonnier ne nous laisse aucune marge de rêve. Il nous demande sans cesse de le croire sur parole.

Dès que nous osons nous attacher à un personnage ou à une situation, il compromet notre intérêt ou notre plaisir en nous prévenant que le moment est rare, bouleversant, que les lèvres tremblent, que les épaules tressaillent, etc. L'auteur se double d'un premier lecteur qui nous frustre à force de précéder et de commenter ce qui se passe. On pense à ces visites guidées qui empêchent d'aimer les musées en expliquant à l'avance les mérites et les bonheurs qu'on doit y trouver.

Bonnier a trop d'expérience et de talent pour se laisser prendre une prochaine fois à ce piège de la rhétorique. Nul doute qu'il y échappe, pour peu qu'il choisisse un thème moins antinomique, moins lourd d'allégories et de concepts.

AVEC Qui dites-vous que je suis ? Roger Garaudy s'est encore plus trompé que Bonnier. Son excuse est de débiter dans la fiction. Aucun réflexe de romancier n'a pu contraindre en lui l'ardent démonstrateur du philosophe. Ce dernier commence par s'imposer une apparence d'intrigue et de personnage. Nous sommes invités à croire en un ancien séminariste qui aurait tué successivement une infirmière, un légionnaire et un bonze thaïlandais, « pour se prouver qu'il est vivant ». Après un procès fantaisiste, nous le retrouvons en Amazonie aux côtés de rebelles exemplaires, puis sur une île imaginaire où, avec quelques autres marginaux, il va pratiquer ce qu'on appelle maintenant l'« expérimentation sociale ».

(Lire la suite page 18.)

NOUVEAUTÉS

- LE TEMPS DES MERVEILLES. — L'œuvre poétique de Pierre Seghers de 1933 à 1974, ou quarante années d'une vie oécène en poésie. Une leçon (Seghers).
- DANS L'OMBRE DE GO. — Sous le pseudo-onyme d'Abraham Terz, André Sissakof entreprend, lors d'un « séjour » au Goulag, ce voyage à l'intérieur de l'œuvre du père fondateur de la prose russe (Le Seuil).
- LA RIVIERE DU ELBOU ET AUTRES CONTRES. — Vingt-cinq des plus beaux récits d'André Breton, où le romancier a aperçu l'art de la prose à son humour noir (Les Éditions de la Plume).
- LA POIRE AUX ARMES. — Anthony Sampson démonte les mécanismes du commerce des armes au terme d'une enquête minu- tieuse (Robert Laffont).

Jules Roy

Le désert de Retz

roman

C'est son « Désert des Tartares »
Bertrand Poirot-Delpech
Le Monde

Un roman d'amour
François Nourissier
de l'Académie Goncourt
Le Point



ALLÉGORIES

corps. L'histoire ne dit pas clairement si la force aura raison de l'« amour ». Mais sa victoire ne pourrait être que temporaire. L'homme nouveau qui s'écroule à la fin du livre, à la fois sculpteur et visionnaire, « sent danser en lui toutes les forces de l'univers ».

par Bertrand Poirot-Delpech

C'est sa manière toute « garaudienne » de croire en Dieu. Car Dieu n'est pas mort, contrairement à ce qui s'est tant dit. Le prétendre signifie seulement qu'on ne veut plus que les choses aient un sens. Les personnages de *Qui dit-ils* vous que le *sur* 7, eux, tiennent encore à ce sens. Ils croient que le monde est une création divine, à continuer. Ils comptent participer à l'activité quotidienne de Dieu par une forme nouvelle d'amour qui doit se substituer à l'esprit de conquête, dans les relations avec la nature comme entre les êtres. Pas de révolution politique, enfin, sans une conversion individuelle de tous les instants à cet amour universel.

On ne demanderait qu'à lire un roman inspiré sur une utopie aussi engagée. Mais il n'en est un. Si l'on s'agit de l'idée qu'il s'en fait, Garaudy revient à l'essai. Ses personnages deviennent de simples porte-parole tenant, au

moi près, les propos du philosophe agrégé. Comme chez Bonnier, l'allégorie se révèle impropre ou traitement romanesque, et le lyrisme qu'elle suscite tombe à plat.

Par chance, les idées généreuses de l'auteur ne sauraient pâtir de la forme où il a cru bon de les reprendre, ni son audience souffrir de cette étrange incursion dans un genre qu'il e sans doute bien fait de ne pas cultiver davantage.

RÉLEVER ces deux erreurs d'appréciation et de parcours n'aurait pas d'intérêt en soi si elles n'amenèrent à des réflexions plus générales sur l'art du roman. On rappelle volontiers ces temps-ci que le genre n'admet aucune loi, ne connaît aucune autre frontière que l'horizon, tolère tous les ingrédients. Jacques Laurent a raison de préciser : à l'exception des thèmes et des idées. Celles-ci vont rigoureusement contre le flou et l'équilibre instable dont les personnages romanesques ont besoin pour changer et nous changer.

Le roman vit de ce qu'il fait détester par des penseurs comme Valéry : d'une certaine étrangeté conceptuelle, qui englobe les idées sans jamais les fixer et que l'auteur crée moins avec son intelligence que, tel le peintre, à force d'intuition artiste, d'instinct rustique.

* LE CŒUR VIOLE, d'Henry Bonnier. Albin Michel, 226 p., 36 F.

* QUI DIT-ILS VUS QUE JE SUIS ?, de Roger Garaudy. Le Seuil, 190 p., 36 F.

(Suite de la page 15.)

Dès lors, l'auteur peut reprendre, à peine habillée de fiction, les idées qui lui sont chères et qu'il a souvent exposées sur une « tout autre » façon d'hâter notre planète. Ecourez par la loi de la jungle que réinstalle entre les hommes la croissance industrielle, ceux en qui Garaudy voit le « génération du non-retour » apportant en vingt ans des réponses inédites aux impasses économiques et sociales de cette fin de siècle.

On ne voit construire des maisons à chauffage solaire, des éoliennes de toutes sortes. L'antagonisme Nord-Sud s'atténue, la famine régresse. De nouvelles règles régissent le vie familiale et professionnelle. Il n'est plus rare qu'une même personne mène de front deux activités, par exemple le physique et la musique. Les frontières entre l'art et la science s'effacent. L'autogestion se révèle possible. Les décisions se prennent au niveau où se posent les problèmes, et non plus par une bureaucratie réputée omnisciente. Des moteurs à hydrogène liquide évitent à la fois l'épuisement des ressources énergétiques et la pollution de l'atmosphère. Il a suffi de ne plus stimuler les feux besoins de consommation pour que la durée hebdomadaire de travail s'abaisse à trente heures.

Ces premiers résultats ne sont pas du goût des grands pays industriels, qui se coalisent pour mettre fin à l'expérience. Malgré des désertions dans l'armée d'intervention, des cuirassés menacent l'île où l'utopie de Garaudy a pris

histoires n°3 d'elles

est paru Politique

Quotidien

Imaginaire

Mensuel féministe

Réflexions sur le féminisme Allemagne - Procès - Témoignages

Femmes de ménage belges en autogestion Des femmes parlent de l'exil Le viol en questions

Portrait - Rêve - Théâtre - Récit Bande dessinée

En vente dans les kiosques et librairies 11 rue Boulard, Paris 75014

Une érudition, une culture, une virtuosité sans égales. PAUL MORELLE (Le Monde)

YANN GAILLARD GLOIRE DES MORTS ILLUSTRES JOURNAL

LN MAURICE NADEAU LES LETTRES NOUVELLES

ELEPHANT 25 26 ARLEY CATHERINE ARLEY LA BANQUE DES MORTS BÊTE A EN NOURIR

euredif 2 bis, rue de la Baume 6008 PARIS - 25614 80

LE BONHEUR EN SOUFFRANCE de MOUNA RAPHAEL Ed. La Pensée Universelle 37,50 F. T.T.C.

L'ENCADREMENT : UN ART DÉLICAT

Avec un peu de patience, beaucoup de goût, une bonne technique et suffisamment de minutie nécessaire, vous pouvez réaliser vos propres encadrements. Dans le cas contraire, consultez plutôt le Centre de l'encadrement, 24, rue René-Georges, métro République, tél. 206-11-53.

Les artisans encadreurs du Centre réalisent amoureusement tous encadrements en 48 heures, s'il s'agit, bien sûr, de travaux simples concernant peintures, tirages, gravures, etc. Pour les encadrements délicats nécessitant, par exemple, des collages longs à sécher ou des recherches particulières le délai est d'environ 8 jours.

Malheureusement, et vous voulez encadrer vous-mêmes, le Centre de l'encadrement vous offre toutes les fournitures et conseils.

histoire

Eric Hobsbawm ré-interprète l'histoire du premier capitalisme.

DES quatre mousquetaires de l'historiographie marxiste et britannique, Eric Hobsbawm est de loin le plus connu. Rodney Hilton, spécialiste de l'époque médiévale, Christopher Hill, analyste de la révolution anglaise du dix-septième siècle, et E. P. Thompson, observateur de la première classe ouvrière des années 1790 à 1830, pechent tous un peu par provincialisme britannique.

Hobsbawm, étonnant polyglotte, n'a jamais travaillé qu'à l'échelle de l'Europe ou du monde. D'abord historien des primitifs de la révolution — paysans sud-américains, ouvriers « ludites » et briseurs de machines, « bandits sociaux », de Robin des Bois à Maïandrin, — il s'attaque maintenant à l'histoire générale de l'époque contemporaine. L'ère du capital (1848-1875) fait suite à un premier volume sur l'ère des révolutions (Fayard, 1968), qui couvrait la période 1789-1848. Ce livre élégant et précis nous apporte une synthèse à l'échelle internationale de l'économie aux sciences, de la structure sociale aux attitudes sexuelles.

L'ère du capital est celle de quelques percées technologiques décisives (télégraphe, chemin de fer, machine à vapeur) dont l'application assure en quelques décennies l'unification économique du monde et entraîne les déséquilibres qui résultent de la mise en contact de sphères culturelles différentes. Comme Marx, comme Jules Verne et tous les hommes de leur temps, Hobsbawm sent et fait sentir la dimension épique et romantique de ce grand bond en avant du monde occidental. Le tétré plus, qui contracte brutalement l'espace et le temps, bouleverse les structures mentales et sociales beaucoup plus sûrement que les performances aéronautiques actuelles.

D'audacieuses crapules

L'assurance presque mégalomane de la société capitaliste naissante n'a d'égal que sa brutalité, concrète ou doctrinale. Le « darwinisme social » traduit alors en langage philosophique la max. : très simple du « chacun pour sa peau ». Ce monde frénétique produit et se nourrit de crapules audacieuses, comme Henry Meigs qui construit à plus de 4 000 mètres d'altitude une ligne de chemin de fer péruvien. L'Europe est remplie de masses misérables, dont Hobsbawm doit pourtant admettre que le niveau de vie, lentement mais inégalement, augmente malgré les cycles économiques. L'Europe occidentale, pour la première fois dans son histoire, oublie la famine.

Au cœur de cette violence et de cette férocité, Marx, admirateur de Darwin, écrit, avec l'assurance caractéristique des hommes de science de son temps, le *Capital*. C'est un Marx étrange que l'historien marxiste nous fait découvrir, un théoricien souple, mobile, adaptant ses prédictions et ses recommandations à l'environnement historique, un Marx assez féministe,

en fait. Il attend, au lendemain de la vague révolutionnaire de '48, la reprise de la révolution sociale européenne. Puis, déçu par l'inefficacité subversive des crises cotonnières, il commence à réfléchir sur le potentiel révolutionnaire des Etats-Unis, des pays coloniaux, de la Russie.

Marx a vécu lui-même les contradictions fondamentales de sa doctrine. Entre 1850 et 1885, époque de l'élaboration intellectuelle du *Capital*, dans lequel le philosophe devenu économiste s'efforce de démontrer la tendance à la paupérisation des masses ouvrières, le niveau de vie des travailleurs britanniques commence à s'élever, le premier capitalisme amorcé son humanisme. L'année du *Capital*, 1857 — curieusement, apparemment peut-être, — est aussi l'année de la légalisation du syndicalisme en Grande-Bretagne. Cette évolution surprenante du système capitaliste conduit Marx à s'interroger à ses « langes » intellectuels de Russie, puisque c'est déjà dans cette partie de

monde qu'il est le plus écoté, et le plus clairement interprété dans un sens révolutionnaire.

Hobsbawm est très conscient de l'ambiguïté fondamentale du marxisme. A l'échelle européenne, qui est la sienne, l'histoire semble se dissocier. Les révolutions économiques ont lieu en Grande-Bretagne, en Allemagne; les révolutions politiques en France, puis en Russie. Infrastructures (économiques) et superstructures (politiques) meoent des vies indépendantes, séparées.

Hobsbawm nous convie à une nouvelle et stimulante lecture de Marx, fondamentalement différente de celle que proposait Louis Althusser, par exemple. Elle est historique plus que philosophique. La réinsertion de Marx dans son temps est un exercice passionnant, probablement p. l'« enrichissant » que débrosse des textes sacrés du marxisme, exercice scholastique, auquel n'os. abaisser les philosophes de l'histoire.

« Au moment où le parti com-

muniste britannique est plus proche que jamais de son état zéro, il s'agit d'expliquer l'extraordinaire popularité actuelle du marxisme en Grande-Bretagne, dont les représentants historiques sont nettement plus ignaux que leurs homologues français, contrairement à un préjugé solidement «ncré ». On reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie tirale de la *Politic Economic History of Britain* (« d'uite en français par les éditions du Se. en 1977). Imag' ns une histoire — mi-que, officielle et marxiste publiée en Fr. — ce par « Livre de poche ». Le Royaume-Uni avait accueilli un « port riet britannique La 1833 — mais rejetté sa doctrine. C'est un étran: et hardi r. e. br- cas q' cet « étre théorie scolaire, of dar « le le l'« ur du Brisi' » eum mais appliqué à Pétrograd.

EMMANUEL TODD.

* L'ÈRE DU CAPITAL, d'Eric Hobsbawm. Fayard, 488 p., 120 F.

édition

Les nouvelles tribulations de Kierkegaard

Il reste à assurer la traduction et la publication de dix volumes.

QUI est-il et que dit-il, Kierkegaard ? Il n'y a pas de fondation : ces mots sont tout simplement là à la mémoire de notre fils aîné.

Pendant ces onze ans, dix volumes ont paru. Madame Jacques Tisseau, qui assistait son père, a continué seule le travail. J'ai personnellement vérifié, phrase par phrase et mot pour mot, chaque volume, confrontant le texte avec ceux des traductions allemandes et anglaises et me reportant à l'original chaque fois qu'il y avait désaccord. Je tenais non seulement à ce que la traduction « colle » aussi rigoureusement que possible au texte, mais à ce que le rythme de la phrase et les nuances du style soient rendus et les répétitions respectées.

Le dixième volume vient de paraître. Pour moi, sur le plan financier, ce sera le dernier : les frais d'édition ont augmenté. Les volumes parus se sont mal vendus (bien moins de mille chacun et il en aurait fallu le double uniquement pour couvrir les débours — je ne compte évidemment pas mes heures de travail). Enfin, mon pouvoir d'achat a singulièrement baissé.

Il reste à assurer la traduction de dix volumes. Le 23 novembre, sur TF 1, M. Blaise-Hansen déclara : « Nous sommes maintenant en mesure de fournir une traduction française complète des œuvres de Kierkegaard. » Peut-être était-ce là un engagement à prendre la relève ? Je le souhaite de tout cœur, car ce n'est pas une œuvre qui joue avec des mots ou des concepts mais qui plonge au plus profond de la nature et de l'existence même de l'homme ; eo ce sens, elle est non seulement actuelle mais éternelle.

PAULETTE BOUDET.

s'agit d'abord de devenir soi-même. Nous choisissons notre mot, nous le conquérons. Enfin nous le recevons au prix de la souffrance. Son œuvre proclame avec passion l'importance primordiale de l'individu, en opposition au ombre, à la foule ; dans sa nécessité et sa liberté ; avec sa conscience individuelle, sa volonté, sa pleine responsabilité.

Avec le souffle et la violence des grands prophètes, elle atteste que le système de Hegel, le matérialisme, le romantisme, le modernisme, la suprématie de la foule (« la foule est le mensonge » — « nul ne méprise plus la condition de l'homme que ceux qui font profession d'être à la tête de la foule ») et prêche la passion de l'éternité !

Mon premier contact avec cette œuvre fut tout à fait fortuit : je faisais des chroniques pour un mensuel dirigé par le Père Donceur. Un jour il me tendit *Crainte et Tremblement* et me dit : « Faites-moi un « papier » là-dessus. C'est ainsi que je rencontrai le chevalier de la foi et du paradoxe.

Pendant les vingt années suivantes, je lus tout ce que je pus trouver de ses œuvres, mais les traductions françaises étaient disparates, incomplètes, difficiles à trouver. Fin 1963 je me décidai. J'allai trouver le directeur de l'Orante et lui proposai de publier une traduction suivie chez lui, à mes frais, si nous pouvions nous mettre d'accord avec un des principaux traducteurs de Kierkegaard, M. Tisseau.

les mots : « Fondation Jean-Luc Boudet » ; il n'y a pas de fondation : ces mots sont tout simplement là à la mémoire de notre fils aîné.

Pendant ces onze ans, dix volumes ont paru. Madame Jacques Tisseau, qui assistait son père, a continué seule le travail. J'ai personnellement vérifié, phrase par phrase et mot pour mot, chaque volume, confrontant le texte avec ceux des traductions allemandes et anglaises et me reportant à l'original chaque fois qu'il y avait désaccord. Je tenais non seulement à ce que la traduction « colle » aussi rigoureusement que possible au texte, mais à ce que le rythme de la phrase et les nuances du style soient rendus et les répétitions respectées.

Le dixième volume vient de paraître. Pour moi, sur le plan financier, ce sera le dernier : les frais d'édition ont augmenté. Les volumes parus se sont mal vendus (bien moins de mille chacun et il en aurait fallu le double uniquement pour couvrir les débours — je ne compte évidemment pas mes heures de travail). Enfin, mon pouvoir d'achat a singulièrement baissé.

Il reste à assurer la traduction de dix volumes. Le 23 novembre, sur TF 1, M. Blaise-Hansen déclara : « Nous sommes maintenant en mesure de fournir une traduction française complète des œuvres de Kierkegaard. » Peut-être était-ce là un engagement à prendre la relève ? Je le souhaite de tout cœur, car ce n'est pas une œuvre qui joue avec des mots ou des concepts mais qui plonge au plus profond de la nature et de l'existence même de l'homme ; eo ce sens, elle est non seulement actuelle mais éternelle.

PAULETTE BOUDET.

* ŒUVRES COMPLÈTES DE KIERKEGAARD, Ed. de l'Orante, 6, rue du Général-Bertrand, 75004. Déjà parus : les tomes 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21. Les prix varient de 40 à 60 F selon les volumes.

littres étrangères

Contraire contre bise

« Dans l'œuvre de l'artiste, le contraire est le commencement de la fin ».

« Dans l'œuvre de l'artiste, le contraire est le commencement de la fin ».

Un témoin d'une civilisation

« Un témoin d'une civilisation ».

Prix de deux millions

« Prix de deux millions ».

l'été meurt

« l'été meurt ».

مكتبة من الأصل

pays de l'Est

Le « socialisme réel » contre les hérétiques

Pour caractériser les régimes en place en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, les idéologues communistes de ces pays ont créé le concept de « socialisme réel ». Sous-entendu : tous ceux qui osent parler d'autres modèles de sociétés socialistes sont d'effroyables hérétiques. Etienne expression combien révélatrice des prétentions et des relents théologiques du

MARC RAKOVSKI — il s'agit d'un pseudonyme — est hongrois et sociologue. Son texte, clandestin dans son pays, s'est d'abord vu par l'indifférence de plusieurs grands éditeurs français. Imprimé en Italie par une petite maison d'édition qui ne craint pas le saut dans l'inconnu, il a été bloqué, nous dit-on, à son arrivée en France — la grande complicité des bien-penseurs — par le ministre de l'Intérieur.

L'objet de l'ouvrage, aujourd'hui enfin disponible, de Marc Rakovski est de réintroduire le marxisme dans l'analyse de ce qu'il appelle « la société de type soviétique ». Résumant les catégories dans lesquelles les spécialistes, y compris les marxistes occidentaux, rangent généralement cette société (il s'agit soit de l'incarnation du socialisme, soit d'une société de transition composée d'éléments capitalistes et socialistes, soit encore purement et simplement d'une société capitaliste), Rakovski prend pour point de départ le fait que, selon lui, la société de type soviétique est « une société de classe qui génère », qu'elle est, aux côtés du

capitalisme, une autre société de classes. C'est la situation de chaque groupe social face à la hiérarchie du pouvoir qui détermine à elle seule, selon Rakovski, les antagonismes fondamentaux : d'un côté se trouve la classe des producteurs, responsable des activités réelles ; de l'autre, la classe au pouvoir ou classe dominante qui exerce les fonctions de régulation et de direction.

Ce sont surtout les structures institutionnelles des sociétés de type soviétique qui empêchent les conflits d'intérêts de classe de s'exprimer. Si, en effet, dans les sociétés capitalistes, les organisations sociales (partis, syndicats) et les institutions spécialisées (justice) ont une indépendance, fût-elle parfois formelle, par rapport à l'Etat, dans les sociétés de type soviétique, tout est subordonné à une seule hiérarchie administrative. Toute organisation autonome susceptible d'exprimer des fonctions sociales contradictoires ou de représenter des intérêts sociaux opposés est interdite.

Ainsi s'explique le caractère spontané et non durable des conflits lorsqu'ils finissent tout de

même par éclater. Les tentatives de réforme ou de décentralisation sont jugées par Rakovski toujours possibles, mais inévitablement limitées, car, dit-il, elles ne peuvent libérer le marché de la tutelle des liens hiérarchiques. Système fermé, ce type de régime a créé, à partir de la déviation stalinienne, des propres instruments de justification théorique. A ceux qui continuent à croire en Marx il ne reste plus que le chemin de l'exil ou de l'underground.

Tel est brièvement et impartialement résumé un texte dense auquel on peut toutefois reprocher son excès d'abstraction théorique. La lecture parallèle du dossier « Vivre à l'Est », établi dans les Temps modernes par Thierry Walton, journaliste à Libération, n'en est que plus fructueuse. Vivant, varié, ce numéro de la revue présente une série de documents pour la plupart inédits en France, témoignant des conditions de la vie quotidienne dans les pays d'Europe orientale. Classés par thèmes — le travail, les femmes, les jeunes, les intellectuels, — ces textes brossent un tableau saisissant d'une réalité parfois entrevue auparavant par certains observateurs, mais rarement révélée aussi crûment.

Le jeune écrivain hongrois Miklos Haraszi avait déjà, dans son essai Le Salaire aux pièces (3), démonté certains mécanismes de l'exploitation ouvrière en régime communiste. Dans le dossier réuni par les Temps modernes, on retrouvera surtout les témoignages stalinien sur le monde des jeunes : le carnet de route d'un étudiant hongrois en Transylvanie, cette province aujourd'hui roumaine, où vit une importante minorité magyare. L'étude sur l'underground musical en Tchécoslovaquie, l'analyse sociologique des « Gik-men », sorte de version polonaise des punks occidentaux.

Avec pudeur et simplicité, une paysanne polonaise décrit la triste monotonie de la vie dans un ferme d'Etat, une technicienne roumaine confesse la déchirure qu'a causée en elle l'arrachement à son village natal, des ouvriers hongrois avouent naïvement leur ignorance politique. Un pan de la réalité s'ouvre. Est-ce cela le « socialisme réel » ?

MANUEL LUCBERT.

(1) Ed. Savelli, 212 p., 28 F.
(2) Novembre-décembre 1977.
(3) Le Seul (voir le Monde du 24 août 1976).

philosophie

Ernst Bloch entre le rêve et la barbarie

● Ce philosophe voulait construire le royaume de Dieu sur la Terre.

TANDIS qu'en Allemagne, on achève de publier les derniers entretiens accordés par Ernst Bloch aux visiteurs qu'il reçut jusqu'à sa mort, dans sa maison, au bord du Neckar, non loin de la tour de Hohenheim, à Tübingen où il s'était établi depuis son départ d'Allemagne démocratique, trois ouvrages traduits en français — l'Esprit de l'utopie, Héritage de ce temps, Sujet-Objet — permettent de mesurer la richesse d'une œuvre encore peu connue en France, et qui compte sans doute parmi les plus importantes du siècle. Rendons hommage aux traducteurs : l'entreprise n'est guère facile. Il faut non seulement pénétrer dans un univers conceptuel d'une grande complexité, mais aussi s'approprier un style qui unit constamment l'analyse métaphysique et la poésie, la parabole et la parodie. Pourtant, aucune traduction française ne parvient à rendre ce que l'allemand de Bloch a d'insolite et d'évocateur.

L'Esprit de l'utopie naquit dans ces années où, sur les plaines d'Europe, les chemins se multipliaient. Une poignée d'hommes, souvent des poètes, réfugiés en Suisse, écrivaient des manifestes et des hymnes à la fraternité, essayaient de sauver l'humanité alors que l'Internationale socialiste était en lambeaux. Le livre de Bloch est plus qu'un ouvrage philosophique : c'est le cri d'agonie et le chant de résurrection de cette jeunesse de 1941, mise en terre par les pères.

En lisant ces pages d'un lyrisme souvent poignant, comment ne pas songer aux drames d'Ernst Toller, aux poèmes d'Yvan Goll, au Requiem pour nos frères assassinés, à cette sensibilité expressionniste dont Bloch s'est fait si souvent l'interprète et le défenseur ? A chaque page surgit



* Dessin de GAGNAT.

un, seront bannis. Au milieu des visions épiques se dressent les symboles d'espoir. Les cavaliers sanguinaires de l'Apocalypse font place aux immenses chevaux bleus de Franz Marc, liés à la bataille de Verdun.

Le cœur de l'ouvrage est ce long chapitre dans lequel Bloch essaie de réconcilier l'Apocalypse de Jean, le Capital de Marx et la Mort. La légende du Grand Inquisiteur y tient une grande place. De Moeller van den Bruck à Lukács en passant par Jung, elle les a tous fascinés. En reliant les propos d'Allocha et d'Yvan Karamazov, Bloch se demande seulement si le sacrifice des uns sera justifié par la résurrection des autres. Prophète athée, marxiste catholisant, Bloch ne cesse d'affirmer que les ombres de la terreur et de la mort ne sauraient nous empêcher de construire un monde nouveau dont les œuvres d'art nous fournissent les premières allégories.

Les analyses qu'il consacre à l'ornement, à la philosophie de

la musique, les discussions sur le socialisme, trahissent un étonnant carrefour d'influences : la conscience tragique de la sociologie allemande, l'amitié avec Lukács, le romantisme anti-capitaliste, le prophétisme biblique, la lecture de Dostoïevski, un héglisme étrange, qui refuse de déclarer l'utopie et la dialectique inconciliables et dont Sujet-Objet, œuvre écrite en exil, montre l'approfondissement constant.

Les débats sur l'expressionnisme

Héritage de ce temps est la somme philosophique et littéraire des réflexions de Bloch sur les années 20-30 le triomphe du fascisme en Allemagne, le naufrage de la démocratie. Le lyrisme baroque de l'Esprit de l'utopie a fait place à une nouvelle technique d'exposition : le montage. Ces suites d'aphorismes, de courts chapitres, reflètent un monde en agone, comme les films allemands des années 20, et les romans prolétaires.

Mais il faut parler à voix basse car, affirme Bloch, il y a un mort dans la chambre : l'Allemagne célèbre dans le sang et la fureur la naissance du Reich millénaire, caricature du grand rêve d'Israël et des anabaptistes, qui voulaient réconcilier dans le Troisième Royaume la chair et l'esprit, l'Antiquité et le christianisme. C'est non seulement l'Allemagne mais l'Europe entière que Bloch autopsie. Dernières idées et mots, valeurs et idéaux, il fait surgir la réalité que des voiles dissimulent. Ecrits pour la plupart entre 1924 et 1933, ces textes ne peuvent se comprendre qu'à la lumière des positions philosophiques de Bloch, qui s'éloigne de Lukács, et surtout de la vie artistique allemande, décor de fond pour le grand-guignol nazi. Analyses froides comme un couperet, d'une lucidité ironique et jamais désespérée.

Mais ce volume est aussi un véritable kaléidoscope d'images : souvenirs de la capitale allemande, opposition entre Mannheim et Ludwigshafen, d'un côté du Rhin, l'Allemagne de la Lorelei, de l'autre côté les cités ouvrières, la misère, la crasse des usines, les égouts d'I.G. Farben qui se déversent dans le fleuve romantique.

L'essentiel du volume réside dans les prises de position de Bloch à propos de la querelle soulevée par l'expressionnisme. Lukács, après son adhésion au marxisme orthodoxe, brisa ce qu'il avait adoré. Prisonnier d'une vision assez étriquée du réalisme, il jugea négativement presque toutes les œuvres qui

incarnaient l'avant-garde allemande. Bloch défend passionnément le mouvement. Loin de voir en lui un courant réactionnaire, pré-fasciste, il discerne dans les œuvres expressionnistes les lueurs d'un monde nouveau, le refus du capitalisme, l'aspiration à une nouvelle réalité.

On devine chez Bloch une profonde sympathie pour toutes ces œuvres qu'il n'a pas seulement comprises théoriquement mais qu'il aime. Il célèbre dans Brecht une révolution théâtrale, affirme son admiration pour l'Opéra de quatuor et propose même un étrange commentaire de la chanson de Jenny-la-Jancée du Corsaire. A travers la complainte de Jenny et la « chère musique » de Kurt Weill, il entend un air qui « tient le milieu entre le bar et la cathédrale ».

Bloch s'interroge avec le même sérieux sur le marxisme et le Peut-Pouvez, l'étrange sauvetage de Wagner par Karl May, l'écrivain populaire, auteur de romans sur les Indiens. En lisant aujourd'hui Héritage de ce temps, merveilleux livre qui à lui seul fait resurgir toute la vie artistique allemande des années 20, on découvre à travers les ombres et les ruines d'un monde disparu quelque chose qui nous enchante et nous bouleverse. Ce cheminement entre l'histoire politique de l'Allemagne et les avant-gardes artistiques s'accomplit dans Principe d'Espérance (dont un seul volume est jusqu'à présent traduit en français). Ce livre-là, l'étude sur Hegel l'édulcoré considérablement. De l'Esprit de l'utopie aux derniers écrits de Bloch, aucune rupture. C'est là, sans doute, l'extraordinaire richesse de son œuvre : la fidélité à une idée, à son idée, la croyance que la lutte au nom du rêve et de l'utopie la volonté forcenée de construire un monde plus juste et plus humain sont le fondement de tout projet révolutionnaire. Lui qui affirmait que seul un athée pouvait comprendre le christianisme, et qui méditait avec autant de plaisir les images bibliques de Martin Buber et de Chagall qu'allégories chrétiennes médiévales, est mort sans avoir rien senti. Le vieil homme qui s'est éteint, presque aveugle, cet été, à Tübingen, laissant derrière lui une œuvre immense, n'a cessé, comme il aimait à le répéter, de faire sienne la parole de Don Carlos de Schiller : « Qu'il reste toujours fidèle aux rêves de sa jeunesse ».

JEAN-MICHEL PALMIER.

L'ESPRIT DE L'UTOPIE. Traduit de l'allemand par Anne-Marie Lang et Catherine Piron-Audard. Editions Gallimard, 343 p., 69 F.
* HERITAGE DE CE TEMPS. Traduit de l'allemand par Jean Lacouture. Editions Fayard, 390 p., 80 F.
* SUJET-OBJET. Eclaircissements. MEMENTO SUR HEGEL. Traduit de l'allemand par Maurice de Gandillac. Editions Gallimard, 406 p., 92 F.

Les « écrivaineries » du camarade Fuchs

DES les premières pages, des mots vous sautent à la figure, que l'on croirait tirés de quelques brochures de propagande anticomunistes des années 30. Mais ces mots sont simplement extraits d'un procès-verbal. Comment ne pas songer au Procès ordinaire en U.R.S.S., publié dans la même collection par l'un des fils du docteur Sten ?

Ici l'on dénonce « les tendances négatives » d'une manifestation. Plus loin, on se promet de « tirer cette affaire au clair, dans l'optique du parti ». Et l'on reconnaît : « La littérature, l'art, nous n'y comprenons pas grand-chose, nous ne sommes pas des spécialistes, j'ai vu dire. Ce qui nous intéresse, c'est la répercussion politique de ce que tu écris. »

Et ce que Jürgen Fuchs a écrit et déclaré au cours d'une réunion regroupant quelques dizaines de personnes à l'été 1975, — mais jamais publié, et pour cause — n'est pas en accord avec la ligne culturelle du parti. D'un parti communiste est-allemand qui se flatte (et pas toujours à tort) d'avoir fait accomplir le réel effort de la R.D.A. en matière de diffusion de la culture.

Dans tous les systèmes où le conformisme est érigé en doctrine, et où il sous-tend et protège un régime politique sans partage, malheur à celui par qui le scandale (ou du moins la contestation) arrive ! Malheur à Fuchs, communiste qui prend le nerf à sa façon, comme Biermann, comme Sarah Kirch, comme tant d'intellectuels est-allemands, qui, les uns après les autres, avec incrédules et souvent avec désespoir, ont dû considérer comme une chance et comme un fabuleux progrès, par rapport à des temps lointains, d'avoir été simplement expulsés vers la R.F.A., ou d'avoir été autorisés à s'y exiler.

« Ou bien ces écrivaineries, ou bien un vrai métier. » Ce n'est pas un lieutenant de Pischel qui parle, c'est un de ces spécialistes « socialistes » de l'orientation professionnelle qui, dès l'origine, auront tenté de dissuader Jürgen Fuchs d'écrire.

* SOUVENIRS D'INTERROGATOIRES. De Jürgen Fuchs (traduction et présentation de Robert Simon). Coll. « Témoins », Ed. Gallimard, 176 p., 34 F.

(Suite de la page 15.)

Il n'y a en R.D.A. que quelques deux mille croyants Israélites. Gens très âgés pour la plupart. Ils posent de moins en moins de problèmes et le jour est proche où ils n'en posent plus du tout. Ceux des deux Eglises — protestante et catholique — ont été, en revanche, assez dramatiques, mais paraissent évoluer vers un *modus vivendi*. Après une période de vexations insupportables, accompagnée d'un exode des pasteurs et des prêtres vers l'Ouest — dont l'ancien évêque protestant du diocèse de Berlin-Brandebourg, Otto Dibelius, a été le héros et le héros le plus en vue, — une sorte de concordat de fait s'est instauré entre les autorités et les membres du clergé décidés à rester coûte que coûte. Ceux-ci pensent que l'athéisme marxiste et la foi chrétienne sont compatibles. Conséquences pratiques : les Eglises ont gardé les propriétés foncières qu'elles possédaient avant le socialisme et que la réforme agraire n'a pas éconduites. Aux ressources qu'elles en tirent s'ajoutent des subventions de l'Etat et les impôts ecclésiastiques que le clergé perçoit sur les fidèles.

Le « baptême » socialiste

Il n'en reste pas moins que la volonté de puissance de l'idéologie socialiste investit sans relâche les esprits, et au premier chef les jeunes. Tout commence peu après la naissance avec un véritable « baptême socialiste » célébré dans la salle d'honneur de la mairie avec parrain et marraine qui prononcent la formule rituelle : « Nous, parents et parrains, nous promettons d'élever

de témoigner, parce qu'il ne pense pas « selon la ligne ». La plus éccablante pour eux est peut-être cette fausse compréhension, cette relative indulgence qu'ils auront prêtée à l'accusé : « Camarade Fuchs, nous sommes ici entre camarades, et il s'agit de nous



* Dessin de PLANTU.

vouloir. D'où est-ce que cela vient ? — Monsieur le professeur, je n'ai pas le sentiment d'être ici en camarade, mais en accusé. » Traducteur et préfacier, Robert Simon a bien vu le danger de ce genre de témoignage : « Il est bien évident, écrit-il, que les droles de tout poil y trouveront leur bonheur, mais combien de silences est argument n'a-t-il pas déjà servi à justifier ? » Surtout, dès le début de la vague de dénonciations des crimes stalinien, qu'il ne fallait pas « désespérer Billeancourt ».

Mais Billeancourt comme d'autres forteresses oubliées n'ont pas, si l'on en croit Jürgen Fuchs et son traducteur, à être désespérés de ce que le silence se brise : les voix qui le rompent restent obstinément socialistes.

Et l'on repense à la lettre qu'une secrétaire adressait à Fuchs après un de ses interrogatoires : « Hier, j'ai dû taper des copies de vos textes pour le ne sais trop qui, je crois qu'on les fera parvenir aux diverses sections comme pièces à conviction. J'ai emporté une copie chez moi, je l'ai également montrée à des amis. J'aimais ce que vous écriviez. Au moins, c'est la vérité. »

BERNARD BRIGOULEIX.

Michel Tournier et l'Allemagne de l'Est

(Suite de la page 15.)

Il n'y a en R.D.A. que quelques deux mille croyants Israélites. Gens très âgés pour la plupart. Ils posent de moins en moins de problèmes et le jour est proche où ils n'en posent plus du tout. Ceux des deux Eglises — protestante et catholique — ont été, en revanche, assez dramatiques, mais paraissent évoluer vers un *modus vivendi*. Après une période de vexations insupportables, accompagnée d'un exode des pasteurs et des prêtres vers l'Ouest — dont l'ancien évêque protestant du diocèse de Berlin-Brandebourg, Otto Dibelius, a été le héros et le héros le plus en vue, — une sorte de concordat de fait s'est instauré entre les autorités et les membres du clergé décidés à rester coûte que coûte. Ceux-ci pensent que l'athéisme marxiste et la foi chrétienne sont compatibles. Conséquences pratiques : les Eglises ont gardé les propriétés foncières qu'elles possédaient avant le socialisme et que la réforme agraire n'a pas éconduites. Aux ressources qu'elles en tirent s'ajoutent des subventions de l'Etat et les impôts ecclésiastiques que le clergé perçoit sur les fidèles.

Le « baptême » socialiste

Il n'en reste pas moins que la volonté de puissance de l'idéologie socialiste investit sans relâche les esprits, et au premier chef les jeunes. Tout commence peu après la naissance avec un véritable « baptême socialiste » célébré dans la salle d'honneur de la mairie avec parrain et marraine qui prononcent la formule rituelle : « Nous, parents et parrains, nous promettons d'élever

cet enfant dans l'esprit de paix, d'amitié entre les peuples et d'amour pour notre Etat ouvrier et paysan. Nous mettrons tout en œuvre pour qu'il connaisse sa destinée, qu'il s'engage dans la lutte pour la construction d'une patrie allemande et socialiste. » Plus tard, l'enfant apprend par cœur les dix commandements du jeune pionnier. Ensuite se succèdent des initiations solennelles qui évoquent irrésistiblement la communion et la confirmation catholiques, en vertu du principe qu'un ne s'opprime bien que ce qu'on remplace en l'imitant.

Il va de soi que Jean Egen ne se borne pas à rendre compte d'un « esprit » officiel qui baigne dans les bons sentiments et les déclarations de principe. Son livre est fait de rencontres, d'entretiens, de plongées dans les milieux les plus divers. Partout la réalité perce sous le slogan, mais il serait faux de dire qu'elle le contredit à tout coup. Ici, comme ailleurs, la vérité est complexe. La R.D.A. ne ressemble à aucun autre pays. On peut dire : nul autre pays au monde n'est obligé de s'entourer de barbelés et de champs de mines pour empêcher ses propres citoyens de s'enfuir. Mais l'homme n'est obligé à tenir compte du voisin, cette R.F.A. russe de richesses et choyée par tout le monde occidental. Il faut connaître la R.D.A., parce que, en ignorant, on s'expose à ne rien comprendre à la R.F.A. La réciproque est encore plus vraie, et il est certain que, sans le redoutable voisinage de cette peur éternelle, la R.D.A. verrait diminuer la distance qui sépare sa réalité souvent cruelle et sombre du rêve idyllique dont elle s'efforce de nourrir sa jeunesse.

MICHEL TOURNIER.

* UN MUR ENTRE DEUX MONDES, de Jean Egen, Denoël, 64 F.

TENNESSEE ● La Pèce : LA MENAGERIE DE VERRE avec ODILE VERSOIS au Théâtre 347
WILLIAMS ● Un Livre : « MEMOIRES » chez Robert LAFFONT

culture

Le Monde

LE JOUR
DU THÉÂTRE

La « Rose des Vents »
sans l'Etat.

Le maire de Villeneuve-d'Ascq, ville nouvelle de la banlieue lilloise, M. Gérard Caudron (P.S.), a dénoncé avec vigueur, vendredi 8 février, le « scandale » que constitue selon lui le désengagement de l'Etat dans le fonctionnement de l'Espace « Rose des Vents », théâtre moderne construit il y a quelques années seulement. La subvention promise pour 1978 était de 235 000 francs. Elle vient d'être ramenée à 175 000 francs, et l'on suppose aussi toute aide à la compagnie La Planchette, qu'anime Jean-Pierre Heymann.

Il est vrai que la situation est singulière. La « Rose des Vents » est reconnue officiellement par l'Etat, mais l'allocation de son statut est sans cesse reportée. La participation de la commune est donc, pour l'instant, la seule et la plus importante que celle de l'Etat. Mais depuis que la ville nouvelle, voulue et bâtie sur des terres de la commune, a été déclarée d'utilité publique, le développement de la ville nouvelle par un plan quadriennal (le Monde du 14 janvier 1978).

M. Caudron constate que cet engagement n'est absolument pas respecté, notamment en ce qui concerne les équipements culturels. — (Corresp.)

Les Baladins
à Nevers.

Les maisons de la culture s'ouvrent aux non-professionnels. Celle de Nevers organise un festival de théâtre amateur qui se tiendra en juin, entre le 17 et le 24, et réunira des troupes pratiquant la création collective ou la « création de pièces de théâtre par groupes de jeunes de la ville nouvelle ». Il s'agit également du théâtre de rue — « wallonien », baladins, — des groupes d'agit-prop, qui, s'ils sont intéressés, peuvent écrire à J.-F. Sève, Théâtre d'essai, Maison de la culture, 58000 Nevers.

Acteurs
et non-acteurs.

La collection « Malgré tout », dirigée par Emile Copfermann aux éditions Maspéro, publie un recueil de textes théoriques, d'exercices pratiques dus à Augusto Boal : Jeux pour acteurs et non-acteurs. On a découvert Augusto Boal au festival de Nancy dont il est devenu directeur artistique. Après avoir dirigé une troupe populaire poitevine, où chantait et dansait, il a été obligé de s'exiler de son pays, le Brésil. Il est allé à New-York, en Argentine, d'où il a dû également partir, puis au Portugal, où il a travaillé avec les paysans. Il a expérimenté des formes d'intervention théâtrale. Des récits et des dessins, des témoignages font de son livre un document pédagogique qui vient en complément de Théâtre de l'opprimé, également publié chez Maspéro.

Les trois « Macbeth »
de Lyon.

Le monde du théâtre est peuplé de Lyonnais dont certains restent dans leur ville. A côté des grands, il y a ceux qui se battent pour se faire connaître. Si Gilles Chavassieux et Bruno Carrière arrivent — avec beaucoup de mal — à mener des activités permanentes, Bruno Boeglin réclame désespérément les moyens de faire vivre une merveilleuse salle, l'Eldorado, tandis qu'André Ligeon-Ligeonnet s'est vu obligé de céder son petit Théâtre des Chœurs.

Ce jeune metteur en scène baroque, violent, insolent, ne renonce pas pour autant. Sa compagnie a pris un nouveau nom : « Sortie de secours » et présente au centre culturel de Villurbanne, les 15 et 16 février, à 20 h. 30, une troisième version de Macbeth qui s'appelle Pièce = 8. La première déroulait ses justes souffrances dans un château en ruine. La seconde, au festival de Fourvière, provoquait l'indignation et la colère de la municipalité. Et celle-ci ?

Théâtre

« LA MOUETTE », PAR BRUNO BAYEN

Espaces brisés

« La Mouette », que La Fabrique présente à Surinnes, risque d'être le dernier spectacle de cette compagnie. M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, ayant décidé de ne pas renouveler le contrat de Bruno Bayen, en tant que directeur de ce centre dramatique (« le Monde » du 7 février). L'argument avancé est le trop petit nombre de spectateurs touchés. En ce qui concerne « La Mouette », en tout cas, la pièce s'est jouée chaque soir au théâtre Sorano, de Tou-

louse, devant des salles pleines. D'ailleurs, comment calculer la rentabilité d'un créateur ? A la quantité des représentations, à l'importance du public (deux critères qui dépendent aussi des habitudes et de l'organisation) on a la qualité d'une rencontre entre un homme, une équipe et un texte qu'il marque de son intelligence et de sa sensibilité ? La rencontre de Bruno Bayen avec Tchekhov a quelque chose d'exceptionnel.

Tchekhov traîne avec lui une série de clichés : « petite musique », « nostalgie élève », — qui poussent les metteurs en scène à l'excès, au sanglot, au zèle, ou, au contraire, à la recherche intellectuelle, à la recherche anecdotique. Bruno Bayen ne se contente pas de la Russie d'avant 1917. Il renvoie Tchekhov sur leur terrain commun : le théâtre. Et tout se passe comme si les dédicaces de l'auteur venaient répondre aux questions du metteur en scène.

Le théâtre est sur scène. Des pans de valours descendant avec leurs chéris, remontent, fragmentant et multipliant l'espace, le temps d'une phrase isolée, d'une réplique qui étend sa réponse. La théorie ? La pièce scène de Nina (Christine Beisson) déclare la première pièce du jeune Constantin (Marcel Bozonnet) dans le jardin d'Arkadina (Anna Nagara), ce théâtre qui réunit les spectateurs dans une même écoute. Mais chacun n'entend alors que ses propres échos. Chacun, à sa manière, se ferme aux paroles de l'adolescent, et, ainsi,

lui coupe un peu les ailes, le rejette dans l'enfance, dans les bras d'une mère qui trébuche aux portes de la vieillesse. Constantin est ici un Cédipe aux yeux égarés, un Hémel désespéré par une passion qui lui est refusée. Tel est le noyau brûlant de la pièce. Ce qui se passe, au-delà des mots, entre Marcel Bozonnet et Anna Nagara, ressemble à un vertige, comme s'il était vu l'invisible, l'interdit. Marcel Bozonnet et l'élégante acrobate de l'entendement, Anne Nagara dépassent le personnage d'écriteur solitaire. Elle est une femme métrable, une reine salimbanque qui joue sur la leçon qu'elle exerce, tout en craignant de ne pas pouvoir répondre aux autres ce qu'ils lui demandent. Fils, frère, ami, em, gens de maison, écorchés à ses lèpres — personnes déphasées qui errent, jumele à la place où ils devraient être, glissent, se cherchent et ne trouvent que leur fantôme ; ces fragiles héros, portés par une sorte de cendrier, présentent la chute de leur monde et trisonnent.

Est-ce parce qu'il parle d'une

société au destin inachevé que le spectacle a du mal à se terminer ? La troisième partie, le retour des personnages qui jouent au loto pendant que Nina s'enfonce dans son malheur et que Constantin se suicide — s'écroule dans des mouvements censés nous replacer dans l'espace théâtral. Mais à ce moment, nous sommes devenus trop sensibles aux personnages pour nous en arracher, d'autant que l'interprétation commande toujours la mise en scène. On suit la pièce par les comédiens : Anna Nagara, Marcel Bozonnet, tous deux superbes, mais aussi René Loyer, Trigrine, l'écritain écorché, trop charnel pour se réveiller dans les piteux voyages de l'imagination ; Gérard Lory, Sorina, le frère parasite qui justifie son existence par une bonne humeur schématisée, Elsa Pierce, étrange Macha, secouée de spasmes froch, et Christine Boisson, la Mouette, adolescente gauche, un peu garçonnelle, détraquée avant d'avoir grandi.

COLETTE GODARD.
* Théâtre Jean-Vilar, Surinnes, du 8 au 10 février, 20 h. 30.

Cinéma

« SAFRANA OU LE DROIT À LA PAROLE »

de Sidney Sokhona

Un Mauritanien venu en France, en 1960, pour travailler et payer ses études, se mit à faire du cinéma en rapport avec sa situation d'Africain transplanti. Nationalité immigrée (prix Georges Sadoul 1975), le premier film de Sidney Sokhona, dont le réalisateur se prolonge sur trois ans, rendait compte, à travers les grèves contre les loyers-taudis, d'une prise de conscience politique. Ainsi, le chemin qui devait suivre Ali Akka et Anne-Marie Audouard dans Voyage en capital (le Monde du 21 janvier 1977) dépasser le constat misérabiliste et décrire une expérience idéologique acquise au contact des luttes sociales.

Avec Safrana ou le droit à la parole (tourné en 35 millimètres couleur ou bleu de 10 millimètres noir et blanc), Sidney Sokhona a gardé son style de « fiction documentaire », en l'amplifiant par des moyens techniques plus importants. Quatre Africains noirs, ouvriers à Paris, s'en vont faire un stage de formation agricole en Côte-d'Ivoire. Ce qu'ils y apprennent leur servira dans leur propre pays. Ceci s'inspire d'une réalité vécue par un groupe revenu au Mali, et dont l'aspect partiel d'un des acteurs.

Dans une forme de récit élaborée, mais toujours très claire, Sokhona montre d'abord, pendant un voyage en car, les souvenirs de ses quatre personnages. Ils ont connu les misères habituelles de la condition d'immigré et le déstabilisant des cours d'alphabétisation. Mais les souvenirs sont, en fait, une réflexion : tous ont compris qu'ils n'avaient rien à gagner à s'insérer tant bien que mal dans le prolétariat parisien. Exploités d'une façon ou d'une autre (séquence étonnante où Diallo, le Sénégalais, est pris, moyennant finances, de se prêter à des jeux sexuels avec un industriel et sa femme), ils n'en réchappent que lorsqu'ils retrouvent leur identité.

Grâce au rapport établi entre ces Noirs issus de pays agricoles et de petits agriculteurs français essayant de survivre, le film devient tout à fait remarquable. Le travail de la terre est un trait d'union. Une communication, une solidarité, s'établissent par la parole, ainsi que l'enseignement de certaines coutumes : méthodes de culture et d'élevage. La France, ce n'est pas Paris, mais le monde rural, avec ses valeurs morales qui rejoignent certaines traditions africaines. Les immigrés échouent, en somme, dans cette communauté qui les accepte, leur éducation.

JACQUES SICLIER.
* La Cif.

GRÈVE DANS LES THEATRES NATIONAUX

Aucune représentation n'aura lieu ce jeudi 8 février dans les théâtres nationaux (Comédie-Française, Opéra, Théâtre de Châtelet, Théâtre de Paris, Théâtre national de Strasbourg). A la suite d'un mot d'ordre du Syndicat national des employés techniques et administratifs du spectacle C.G.T. (SNE-TAS), le syndicat a maintenu sa décision, car il considère que le ministère de la culture et de l'environnement n'a pas donné « des garanties sérieuses concernant l'ouverture de véritables négociations ». (Les personnels techniques et administratifs C.G.T. des théâtres nationaux réclament notamment une convention collective et une grille de salaires unique.)

Les billets seront remboursés ou validés pour une autre date au choix, sauf au Théâtre de Châtelet, où les billets pour les représentations du 8 février, 15 et 16, seront valables le 5 mars, et ceux pour Candide le 23 février.

M. M. Jean-Albert Cartier, choisi par le ministère de la culture et de l'environnement et la mairie de Nancy pour constituer en septembre le « ballet-théâtre français de Nancy », a désigné Mme Béatrice Trillat comme directrice de la danse. La nouvelle compagnie, qui entend se consacrer à la création contemporaine, organisera, le 8 mars prochain, une édition à Paris pour recueillir une trentaine de danseurs. Les inscriptions doivent être adressées au Théâtre de la Ville, 15, quai de Gervais à Paris-4.

Expositions

Desseins au pastel de Jean Hélon

En tout, une centaine d'œuvres. Elles traversent près d'un demi-siècle de la vie du peintre. Jean Hélon, adepte-quelquefois au pastel, a été, plus sa peinture devient jeune. Et plus il prend de liberté avec les idées préconçues qu'il laisse aller à peindre « comme ça vient ». Le miracle, c'est que justement ce vient. Ce coule de source. Surtout dans ces pastels, où Hélon, le Français rejoint ses ancêtres du dix-huitième siècle. Il tient d'eux la franchise, le chaleur, la maîtrise, pas les misérabilismes.

C'est un chant de couleurs pures et frémissantes, plus fraîches que les suites maritimes, dont il a fait un modèle, surtout dans ce que, regardé à la campagne, près de Chartres, il a trouvé Biguennette, le marché de Biguennette, où il a et souvent rôlé en quête de choses à voir et de gens à rencontrer.

Ces dernières temps, il y a moins été. Sa vie balade. Mais il a tout dans la tête. Sa peinture, baroque et sensuelle comme jamais, devient simple. Son dessin ne saurait être qu'un dessin. Hélon réinvente, compose ces requiem pour un porteur, déroule ces habiles de corolles ou de potreaux ; suspend des poisons bleus dans l'espace comme des poignards, accouple une pensée solitaire à une belle tête.

Hélon à Biguennette, c'est un peu Monet, les yeux mi-clos devant les nymphéas. Le même regard voilé par une rêverie intérieure. Et dans ces pastels du grand âge, l'admirable liberté et l'autorité du geste pour tracer schématiquement l'effluve d'un personnage ou nourrir la surface d'un trait.

L'extraordinaire est aussi de constater d'où vient le peintre, aujourd'hui saisi par le démon de l'abstraction : de l'abstraction la plus réfléchie et la plus concrète des années 25. Il a vécu sans transition, mais logiquement, par enthèse, au réalisme politique des années 40. Hélon avait alors ressenti comme une nécessité vitale de donner corps aux spéculations pour se tourner vers la peinture de la vie quotidienne. Un dessin, fait à Marseille en 1942, illustre ici ce passage en catastrophe, qui se poursuit à travers quatre-vingt-dix œuvres sur papier, jusqu'à l'année 1977. On y dessine un marcheur ou un dormeur dans la rue, des joueurs de billard, un mannequin sans tête dans une vitrine ou bien un intérieur, on retrouve toujours, sous-jacent, le peintre abstrait qui structure les formes et structure les sensations.

JACQUES MICHEL.
* Hélon, œuvre sur papier depuis 1929, Galerie Karl Fitzkar, 23, rue de Tournon.

Musique

Reprise à l'Opéra

« LES CONTES D'HOFFMANN » d'Offenbach et Chéreau

Il y a trois ans, lors de la première des Contes d'Hoffmann au Palais de l'Opéra (le Monde du 30 octobre 1974), les nostalgiques de l'opéra-romantique eurent à leur disposition des réserves sur les libertés prises avec l'œuvre, surtout avec le livret et les décors. Après la Tétralogie de Wagner, on se dit qu'Offenbach s'en est plutôt tiré à moindre frais, sans être pleinement convaincu par ce spectacle vraiment admirable, mais qui restait, le théâtre ne parvenant pas à faire corps avec la musique, et le retour aussi fidèle que possible à E.T.A. Hoffmann manquant en partie son but.

Car le vrai fantastique n'est pas au rendez-vous : la musique pittoresque et chaleureuse, d'un coloris vibrant, d'un rythme inégal, réintroduit dans l'action traditionnelle un peu lâche et la rejette dans une sorte d'objectivité glacée. Rien ne peut faire de la chorégraphie ne soit pas celle d'une nuit d'amour parfumée, j'ai-ce celle d'un chrono, que l'automatisme ne soit en réalité une caricature qui joue les automates ; et la doctrine Miracule avec son violon d'enfer dans un salon étouffant nous faisait plus sortir de nous-mêmes que son double avec sa belle et son couple funèbre et torturant. Antonia et la petite fille qu'elle fut sur la place déserte d'un port huppé.

Il restait donc deux lectures possibles de ce spectacle : celle d'Offenbach, génie par un livret et un style qui la dément ; celle de la pièce, de Chéreau sur Hoffmann, d'un bon sens et d'un terrible, que la musique trahit. Pourtant, on ne se lasse pas d'admirer le splendide décor de Richard Peduzzi, qui fait rêver de la Russie et du monde froid de villes du Nord, avec de subtils éclairages, les diadèmes de

personnages et ces scènes symboliques inventées par Chéreau : quatre hommes en noir portant un cercueil saluent Antonia. Elle répond d'un geste d'effroi et d'horreur, comme on souhaite bon voyage à une diablesse ou à un vaisseau partant pour un long voyage. La distribution, en grande partie nouvelle, est excellente et l'interprétation, dans la voix, jusqu'aux décors, tremble et se casse. Kenneth Riegel (Hoffmann) a quelques difficultés dans l'air, mais l'expression vivante et juste a la sonorité complexe d'un personnage qui a beaucoup vécu, beaucoup rêvé et aimé, et correspond bien à la création de Chéreau. D'autres excellents : Kenneth Riegel, d'un Hoffmann d'après une illusion un peu pitoyable. Danille Riegel, Olympia pimpante, est un joli rayon de soleil dans ses coiffures et ses bijoux. Hoffmann d'après une illusion un peu pitoyable. Danille Riegel, Olympia pimpante, est un joli rayon de soleil dans ses coiffures et ses bijoux. Hoffmann d'après une illusion un peu pitoyable. Danille Riegel, Olympia pimpante, est un joli rayon de soleil dans ses coiffures et ses bijoux.

José van Dam donne un superbe éclat à son personnage de diable à pied, à cheval et en voiture, avec cette voix sympathique, grave et légère, cette jeunesse malicieuse qui le rend plus malin qu'encre, cependant qu'on doit revenir dans le même rôle Jules Bastien, Michel Sénéchal, Jacques Loreau, Marc Vento, François Arrauzon, Michel Philippe et les chœurs de Jean Laforge. L'orchestre, quant à lui, ne cherche pas à se surpasser, sous la direction pourtant pleine de délicatesse, de précision et d'élégance de Jean Perissin.

JACQUES LONCHAMPT.
* Prochaines représentations : les 17 et 28 février, les 4 et 7 mars.

Notes

Musique

LES CONCERTS PASDELOUP au Palais des sports

Le but de Jules Pasdeloup, quand il fonda en 1861 l'association qui porte son nom, était de donner des concerts populaires au Cirque du boulevard des Filles-du-Calvaire. C'est le même but que poursuit aujourd'hui l'association, qui se veut indépendante et présente cinq concerts le samedi après-midi au Palais des sports de la porte de Versailles, et le résultat est, à l'heure actuelle, très satisfaisant. Le programme de ce samedi 10 février, sous la direction de M. J. L., de Beethoven, d'un public enthousiaste, qui n'hésite pas à applaudir entre les mouvements, et même après le premier chœur du finale pourant suspendu à la dominante. On regrette cependant pour ces auditeurs néophytes que l'exécution grise et monotone, avec des détails de phrases très quelconques, n'ait pas été à la hauteur d'une telle œuvre. L'orchestre se défendait pourtant honnêtement sous la baguette d'un grand raffinement d'Hubert Reichert, chef d'un certain Sigerland Orchestre. Toutes ces phrases sublimes passées à une banale monotonie faisaient un peu mal au cœur. On ne peut pas apprécier la qualité du chœur philharmonique de Cologne, coincé entre les murs de briques de « Roule et l'Europe », et des quatre solistes, en chœur, dont les voix semblaient venir d'un antonov ; la sonorisation du Palais des sports laisse un peu à désirer.

J. L.
* Prochains concerts : festival Gershwin (le 11 février, à 14 h. 30) ; programme Tchaïkovski-Satie ; Ivry Gilda, qui réglera la « Concerto » de Michel Legrand sous la direction du compositeur (le 15 février, à 14 h. 30).

Expositions

DESSINS : RÉALITÉS

« Réalités » : pour dire simplement que les œuvres exposées ont relevé pas du dessin abstrait, géométrique ou sériel. Une petite exposition de galerie spécialisée dans le dessin, qui comporte des feuilles d'artistes d'origines variées, pour qui la dessin n'est pas forcément la fin de tout, mais qui, lorsqu'ils dessinent, « finissent » leurs images. Lavis bruns pour fenêtres sur jardin luxuriant de Samuel Buri ; mousses pressés dans un box ou prisonniers de l'espace-grille que développe Cusco dans sa dernière « muraille » ; chevalier-gallienne et palette-couperet de Récalcati, dans la série (ou dans la famille) de son « hommage à Toulou-Léon » ; Jean-Louis de Bernard Baudouin et ses pages d'une suite de séquences géométriques pour inscrire en transparence le corps de la femme, avec Bernard Dufour ; tissu laissant et moult

galbé quand Françoise Chaillet fragmente les corps ; chaussettes, ciseaux, placards, draps, de Janine Mongillat ; natures pseudo-mortes, en fait en évolution, de François Martin... Un très bon schéma-illustration où l'on retrouve à peu près toute la gamme possible de gris, de grain, de surface ; coups de crayon appliqués et gestes emportés pour des dessins soignés au lavis et au séchage.

GENEVIEVE BERRERETTE.
* Galerie « La dessin », 43, rue de Valenciennes, jusqu'au 23 février.

Théâtre

« LUNDI, LA FÊTE » de Franco Brusati

Moquette beige, guéridon vernis, canapé bas (style jeune cadet dynastique) et, sur un meuble blanc, l'électrophone prêt à dériver du Mozart. Les musiciens sont tous encore nus, les appliques électriques restent à l'écart. Ricky Gagliardi vient juste de prendre possession de cet appartement dans un immeuble de standing — ou supposé tel — situé loin du centre de la ville, dans une résidence appelée les Fées de la nuit. Ricky Gagliardi, jeune vne imprenable. Sur la lac, précédemment. Ses deux voisines, moites favorisées, le lui pardonnent mal : Madame Caruso, mère d'une fille à demi épileptique, et Nanda, jeune célibataire indépendante mais peu fantasiste. La convulsion des pouses dans le living-room du chef de publicité. Lui, qui vit si seul, ne se repousse pas.

C'est le grève générale. Au cours de cette journée maigre d'oisiveté, entrent en scène un autre voisin, petit marié à la retraite, un garçon de bureau, avec d'énormes, anciens séminariste aride de tendresse, ainsi que le fils de Gagliardi, venu reprocher à son père vieillissant d'avoir toujours trompé sa mère.

Quatre de ses mémoires finissent par s'entrechoquer, par l'absence ou par inadvertance (de l'utilité du las pour se noyer et du four à gaz pour s'asphyxier). En attendant ces morts accidentelles, le spectateur assiste aux préparatifs d'un pique-nique sur la moquette : « Lundi, c'est fête ! » — et aux crises de larmes de la petite guéridon. Il peut sourire à l'humour cinglant de certaines réparties, au comique noir de quelques situations.

La pièce de Franco Brusati sort cependant aplatie. Comment l'auteur du film « Fata et chocolat » a-t-il pu accepter cette mise en scène de Jacques Ronay, qui exalte les personnages ? Jean-Pierre Darras, Odette Laure, Anick Anselme jouent comme au Boulevard. Seule Mafa Simon semble avoir compris la vraie nature du texte : nouvelle année sur la solitude et l'ennui. Avec ses lunettes et son déguisement de vieille fille décadente, elle sait rendre son agressivité à ce scénario italien.

MATHELDE LA BARDONNIE.
* Théâtre Michel, 20 h. 30.

LA TROISIÈME SEMAINE MONDIALE DU TOURISME



LE CONGRÈS S'AMUSE

Comme à l'accoutumée, diverses représentations folkloriques se dérouleront conjointement à l'exposition proprement dite. Chanteurs, danseurs, musiciens des quatre coins du monde se succéderont sur le podium. D'autre part, un festival du film touristique permettra d'apprécier de récentes productions françaises et étrangères. Ces différentes manifestations auront pour cadre la Salle Bleue, au niveau 3.

- ALGERIE : Théâtre national algérien.
- AUTRICHE : Musiciens.
- BRESIL : Musiciens, danseurs, chanteurs.
- CÔTE-D'IVOIRE : Danseurs, musiciens.
- DOM-TOM : Groupes folkloriques antillais et tahitiens.
- ESPAGNE : Groupes folkloriques des Canaries, de la Costa Brava, chanteurs et musiciens.
- GRANDE-BRETAGNE : Groupe folklorique écossais, danseurs, musiciens et spectacle musico-hall (fin 1977).
- GRECE : Groupe folklorique.
- MEXIQUE : Musiciens et danseurs.
- POITOU-CHARENTES-VENDEE : Musique du Poitou : Musiciens et danseurs.
- U.R.S.S. : Musiciens, danseurs, chanteurs.
- U.S.A. : Orchestre de jazz Dixieland, du 10 au 15. Groupes danseurs hawaïens.
- YUGOSLAVIE : Musiciens, danseurs.

La première fois, c'était il y a deux ans, beaucoup n'y croyaient pas, il faut en convenir. Pour les professionnels, c'était des frais importants, bien des tracas avec, au bout, le risque de faire chou blanc. Pour le public, cela pouvait être une foire de plus, un salon, comme les autres, avec ticket d'entrée, prospectus, francfort-frises et bonbons. Boudons hommage à ceux, quel que soit le côté du stand où ils se sont tenus, marchands ou acheteurs, qui ont fait confiance à l'idée. Nous savons maintenant qu'ils ont eu raison. Et que cette semaine mondiale du tourisme est naturellement devenue l'événement annuel dont on aurait du mal à se passer.

Les chiffres parlent : cette année, soixante-trois tours-opérateurs et agences de voyages (contre soixante-huit l'an dernier) y planteront leur fanion à deux pas des cinquante offices de tourisme étrangers qui mettront au point d'honneur à ce que leurs montagnes, leurs lacs, leurs forêts, leurs océans, leurs déserts, leurs villes et leurs trésors soient présentés. Vingt et un comités régionaux de tourisme vanteront nos provinces, nos bourgs et nos campagnes. Neuf chaînes hôtelières (il n'y en avait que cinq en 1977), dix-sept compagnies de transport, sept d'édition, trois de locations de voitures, plus quelques « divers » compléteront cette brillante participation. Un dernier chiffre.

enfin, le plus intéressant peut-être : les 45 000 visiteurs de 1976 étaient déjà 75 000 l'année suivante. Que les vacances — et dans bien des cas, le voyage proprement dit — soient devenues un besoin, dont les Français, d'ailleurs, entendent bien ne plus vouloir se passer, c'est l'évidence. Les statistiques le démontrent : selon de très récentes études du secrétariat d'Etat au tourisme, près de 11 millions de personnes auront pris des vacances entre le 1^{er} octobre 1977 et le 30 avril 1978. Traduites en « séjours », ces données deviennent 13,9 millions d'unités, dont 88,5 % auront l'Hexagone pour cadre, 1,6 million l'étranger.

UNE INDUSTRIE S'INTERROGE

Les Européens : le chômage tuera-t-il le voyage ?

La Commission européenne de tourisme (CET), qui groupe les organisations nationales de tourisme de vingt-trois pays (1), a récemment organisé une conférence, à Zurich, afin d'analyser les perspectives touristiques en Europe au cours des années 80. Ce colloque a rassemblé des représentants des administrations et des offices du tourisme, mais aussi des hôteliers, des transporteurs et des agents de voyages. Officiellement, il s'agissait pour la CET de trouver « les bases d'une politique d'action qui pourra être adoptée par l'industrie touristique européenne ». Car « les dix prochaines années seront d'une importance vitale. Afin d'obtenir de meilleurs résultats, il convient d'avoir des idées claires et cohérentes sur les orientations de l'industrie touristique ».

La hauteur des intentions. La résolution finale le prouve, puisque la CET est d'abord tombée d'accord pour déclarer que « la situation technique entre les divers secteurs commerciaux du tourisme, de même qu'entre ces secteurs et les autorités touristiques, doit être améliorée ». Ce qui veut dire, en clair, que chaque profession du tourisme continue à faire bande à part. On l'a bien vu au cours des interventions. Le représentant de l'Association du transport aérien international (IATA) a plaidé pour les compagnies aériennes « guillères et pour leur fiabilité. Le porte-parole de l'IACA (International Air Carriers Association), lui a vanté les mérites des charters et de leurs prix modiques. M. Jean Claude Murat, président du Syndicat français des agents de voyages (SNAV), et un tour-opérateur suédois ont souligné les revendications de leur profession, par exemple face aux hôteliers. Ceux-ci ont, à leur tour, exprimé leurs doléances.

Le colloque s'est retrouvé dans les remarques faites par M. Arthur Hanlot, commissaire général du tourisme belge, qui a exprimé son inquiétude devant la montée des crises. Le chômage tuera-t-il le tourisme ? « Nous pensons que les gens ont d'autant plus envie de voyager qu'ils ont plus d'ennuis », a paradoxiquement conclu M. Hanlot.

Les Européens se tourneront-ils vers la solution proposée par M. J. R. Thomson (Economie Research Association) pour légaliser l'Europe et évaluer comme les Etats-Unis ? Ce qui signifierait que les vacanciers dépendent, de ce côté de l'Atlantique, des Disneyworlds et des Disneyland où se divertir sans trop d'effort. On bien faut-il que les professionnels se soucient du marché japonais fort de deux millions de clients et en croissance de + 6 % + 12 % par an ? Ce qui supposerait que les agents de voyages et les transporteurs européens traduisent en langue nipponne leurs prospectus et leurs tarifs.

751 avions d'ici dix ans

L'industrie touristique européenne aborde dans le désordre les années 80. Peut-être saltelle, malgré tout, la direction à prendre ? Même pas. La CET avait chargé l'Institut du transport aérien (ITA) de Paris d'entreprendre une étude pilote. Malheureusement, les contraintes budgétaires ont amené l'ITA à se contenter d'une compilation de chiffres et de documents fournis par les organismes officiels et les sociétés (IATA, Boeing, Lockheed, O.C.D.E., British Airways, etc.).

Tout le monde s'accorde à prévoir une croissance du tourisme. Les compagnies aériennes européennes envisagent d'acquiescer au cours des dix prochaines années 751 avions pour faire face à la demande. L'Austrian Institute of Economic Research fixe à 4,4 % le taux moyen de croissance annuelle des nuitées des visiteurs étrangers dans neuf pays récepteurs européens. En raison des modifications importantes qui affectent la demande de vacances, mais également à cause des lacunes des

EXCLUSIF: Les deux meilleurs avions vers les deux Amériques.

CONCORDE

En diminuant de moitié la durée du vol, Concorde permet non seulement de gagner un temps précieux, mais aussi de mieux supporter le décalage horaire et d'arriver en forme à Rio, Caracas, Washington, New York.

BOEING 747

Le long-courrier subsonique le plus spacieux vous emmène dans les meilleures conditions de confort vers New York, Chicago, Los Angeles, Houston, Montréal, Toronto, Mexico, Caracas, Rio, Bogota, Lima, Quito, Santiago, Cayenne, Manaus, São Paulo, Buenos Aires, Montevideo.

Vers les deux Amériques, seule Air France vous propose uniquement les deux long-courriers les plus performants.



Croisières en Méditerranée.

A bord du "Daphné", véritable palace de la mer, découvrez la Méditerranée comme jamais vous ne l'aviez vue, avec l'itinéraire de 14 jours le plus intéressant qui puisse être proposé cette année : Gênes, Naples, Alexandrie, Port-Saïd, Haïfa, Kussadasi, Istanbul, Le Pirée, Capri. Tout à bord est prévu pour votre confort : cabines spacieuses, gastronomie, piscines, sports, spectacles, danse.

Départs du 25 mars au 4 novembre. Prix de 3920 F à 12460 F.

flotta lauro

CIT
5, bd des Capucines 75002 Paris
tél : 266.46.50
ou toutes agences de voyages

Je désire recevoir votre documentation "Flotta Lauro".
Nom : _____
Adresse : _____

OU, QUAND COMMENT ?

Heures d'ouverture : de 11 h. à 20 h. tous les jours, du 10 au 19 février sans interruption. Nocturnes les 10 et 17 février jusqu'à 22 heures.
Prix d'entrée : 10 francs.
Parking : 1.500 voitures.
Porte Maillot, Centre international de Paris.
Métro : ligne n° 1, Porte Maillot.
Autobus : 73, 43, 82, P.C. Porte Maillot, Pôles des Congrès.

Foire de Leipzig 12-19 Mars 1978

République Démocratique Allemande



Visitez la Foire de Leipzig ! La Foire de Leipzig vous permet de recueillir les meilleures informations, de nouer de précieux contacts et de réaliser d'intéressantes affaires. Pôle d'attraction de cette manifestation : le programme d'exportation de la R.D.A. Les pays du Conseil d'Entente Economique mettront en vedette les résultats obtenus par leur dynamique croissance économique. 9.000 entreprises en provenance d'environ 60 pays présenteront leurs plus importantes réalisations scientifiques et techniques. Un vaste programme de conférences et d'informations sera mis à votre disposition. Leipzig, carrefour du commerce mondial vous attend !

Renseignements et Cartes de Légitimation : Représentation en France de la Foire de Leipzig 137, bd Malesherbes 75017 Paris Tél. : 924.98.40 et Chambres de Commerce de 16 villes de France et aux points de passage de la frontière de la R.D.A.

DU TOURISME

Les chiffres parlent : cette année, soixante-trois tours-opérateurs et agences de voyages (contre soixante-huit l'an dernier) y planteront leur fanion à deux pas des cinquante offices de tourisme étrangers qui mettront au point d'honneur à ce que leurs montagnes, leurs lacs, leurs forêts, leurs océans, leurs déserts, leurs villes et leurs trésors soient présentés. Vingt et un comités régionaux de tourisme vanteront nos provinces, nos bourgs et nos campagnes. Neuf chaînes hôtelières (il n'y en avait que cinq en 1977), dix-sept compagnies de transport, sept d'édition, trois de locations de voitures, plus quelques « divers » compléteront cette brillante participation. Un dernier chiffre.

Les Américains

Le colloque s'est retrouvé dans les remarques faites par M. Arthur Hanlot, commissaire général du tourisme belge, qui a exprimé son inquiétude devant la montée des crises. Le chômage tuera-t-il le tourisme ? « Nous pensons que les gens ont d'autant plus envie de voyager qu'ils ont plus d'ennuis », a paradoxiquement conclu M. Hanlot.

10-19 F

PALEIS DES De 11 h à 20 h Nocturnes : jusqu'à 22 h. les vendredis 10 et 17

Rêvez de vacances la 3^e SEMAINE DU TOURISME DES VOYAGES vous aidera à

300 Spécialistes du Tourisme Films touristiques • Danse

DU TOURISME ET DES VOYAGES

Selon les mêmes sources, les 12,3 millions de séjours d'hiver pris en France se répartissent de la façon suivante, où la campagne se taille la part du lion avec 4 400 000 points ; la montagne suit de près avec 4 200 000, dont 3 450 000 aux sports d'hiver ; viennent la mer (1 550 000), les villes (1 500 000) et les circuits (250 000).

En 1972-1973, 1 600 000 Français seulement prenaient des vacances d'hiver à la neige. En 1974-1975, ils étaient 2 250 000, et 2 850 000 en 1976-1977. D'autre part, on a chiffré l'accroissement de ces congés par catégories socio-professionnelles depuis 1970 : les agriculteurs forment le peloton de tête avec + 225 %. Les employés suivent avec un

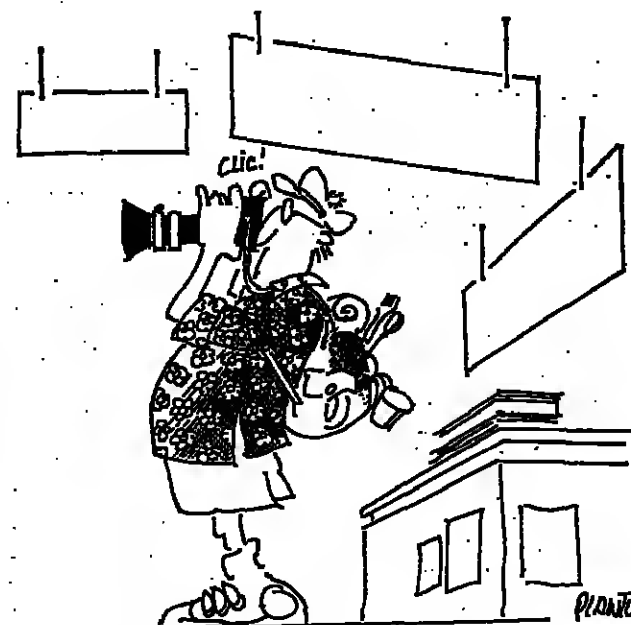
mieux de 127 %, puis les ouvriers (+ 122 %), les cadres moyens (+ 50 %), les professions libérales et cadres supérieurs (+ 35 %), les patrons de l'industrie et du commerce formant la marche avec + 28 %. A noter encore, 44 % des amateurs de sports d'hiver sont âgés de moins de vingt ans, 60 % de moins de trente ans. Quant aux skieurs qui passent nos frontières pour tâter notre neige, ils seront quelque 185 000 Allemands, 100 000 Belges, 35 000 Britanniques, 25 000 Néerlandais et 20 000 Suisses, sans compter les 40 000 étrangers représentant ensemble d'autres nationalités minoritaires.

Du 10 au 23 février, le Centre international de Paris, à la porte Maillot, deviendra

le grand rendez-vous de tous ceux, amateurs de croisières, de vols long-courriers, de soleils exotiques, d'îles (presque) désertes, de vacances dans un village de Lozère, d'Alsace ou de Bretagne, pour qui il est devenu maintenant tout naturel de s'en remettre à des professionnels confirmés dont c'est le métier de traduire nos rêves en réalités — autant que faire se peut.

Nul doute qu'on se pressera devant les stands — près de deux cent cinquante exposants au total — et que, désormais, les vacances commencent au février.

J.-M. DURAND-SOUFLAND.



Dessins de PLANTU.

Les Américains : la fin de la guerre des prix ?

HERMAN KAHN, le futurologue de l'Enduron Institute, prédit que le tourisme sera avant la fin du siècle l'industrie la plus importante du monde. L'American Society for Travel Agents (société américaine des agents de voyages, ou ASTA) vient de révéler que, en 1976, 380 milliards de dollars ont été dépensés pour le tourisme alors que « seulement » 31,3 milliards ont été dépensés en armes. Le tourisme a connu cette année-là un essor sans précédent et représenté 6 % du produit brut mondial. En 1976, les États-Unis ont dépensé 98 milliards de dollars en équipements militaires et 120 milliards pour le tourisme. En 1976, 219 millions de voyageurs internationaux ont dépensé 40 milliards de dollars et en 1977, selon les estimations d'ASTA, les voyageurs internationaux en ont dépensé 57 environ. D'autre part, les prévisions pour 1978 sont généralement optimistes.

Les facteurs qui ont contribué à l'épanouissement du tourisme mondial sont, toujours selon ASTA, dans l'ordre : l'amélioration de la situation économique aux États-Unis (un tiers du tourisme international est américain) ; le fait que le nombre de personnes qui possèdent des automobiles dans le monde est en hausse constante (6 % par an) ; l'augmentation du niveau de l'éducation à l'échelle planétaire,

la curiosité et le désir de voyage qui en résultent, la baisse des prix des voyages aériens et en particulier l'explosion des charters en 1977.

En 1977, les compagnies aériennes ont transporté 503 millions de passagers (vols intérieurs et internationaux) contre 475 millions en 1976. Le nombre de passagers qui ont emprunté les lignes régulières a augmenté en 1977, mais le nombre de passagers sur des vols charters a effectué un véritable saut quantitatif : en juin 1977, 42,6 % des Américains qui se rendaient en Europe empruntaient des charters. D'une façon générale, les avions qui relient l'Europe aux États-Unis ont tourné l'année dernière à 60 % de leur capacité. Selon ASTA, les chiffres d'affaires respectifs de toutes les branches du tourisme sont montés en flèche : hôtels, locations de voitures, croisières maritimes, trains, avions, tous accusent des chiffres nettement supérieurs à ceux de 1976.

Quémander des subsides

Quelques ombres cependant à ce tableau idyllique. En raison du chômage et de l'inflation, l'essor du tourisme en Europe a été plus lent que celui des États-Unis. Le tourisme n'a pas été réparti de façon égale de par le

vaste monde : des événements politiques et des raisons commerciales techniques (tension raciale à la Jamaïque, grèves et chaufferies en Italie, absence d'infrastructures dans nombre de pays africains, restrictions administratives, etc.) l'ont ralenti dans certaines régions.

D'autre part, le gonflement sans précédent du chiffre d'affaires ne s'est pas accompagné d'une hausse des bénéfices, loin de là. Nombre de compagnies aériennes, d'autobus et de trains ont été contraintes de quémander des subsides gouvernementaux. En effet, à l'heure où les prix des billets baissent, les coûts de la main-d'œuvre, de l'équipement et de l'énergie étaient en hausse constante. Plusieurs charters internationaux d'hôtels ont connu, en 1977, des difficultés financières. Les compagnies aériennes américaines vont également se heurter à des difficultés de trésorerie : elles devront trouver 5 milliards de dollars d'ici trois ans pour remplacer leurs appareils vétustes, et 60 milliards entre 1980 et 1990 pour la rénovation et l'extension de leurs équipements. Ces dépenses devront être absorbées par les passagers, et ASTA estime que l'ère des voyages aériens au rabais ne durera pas : les tarifs se fixeront quelque part à mi-distance entre les anciens prix et les prix actuels.

LOUIS WIZNITZER.

EN VITRINE ET EN COULISSE

Les Guides bleus seront présents, pour la première fois à la S.M.T. (2^e niveau, stand G 38-39). Les visiteurs pourront y consulter la collection complète des Guides bleus à ce jour et, si tel est leur désir, acquiescer sur place ces ouvrages.

Les chemins de fer européens seront également représentés : outre la S.N.C.F., participeront, en effet, le chemin de fer allemand, les chemins de fer de l'Etat danois et les British Rail.

Une absence remarquée, celle du Club Méditerranée, qui persiste à boudier la Semaine depuis qu'elle existe.

Toutes nos provinces, régions et départements seront là : Aquitaine, Auvergne, Bouches-du-Rhône, Bourgogne, Cannes, Champagne-Ardenne, Corse, Dauphiné, DOM-TOM, Franche-Comté, Guadeloupe, Hautes-Alpes, Ile-de-France, Langue-doc-Roussillon, Limousin, Martinique, Midi-Pyrénées, Monaco, Nancy, Nice, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Paris, Picardie, Poitou-Charentes-Vendée, Polynésie, Provence, Réunion, Savoie.

Les grands loueurs d'automobiles, bateaux et caravanes tiendront aussi boutique : Avis, Europcar, Hertz, Locost, Plesance, Mondeville-Bellfort France, Sodiscar et Voile-Voyage.

Les promoteurs du salon sont des professionnels réunis au sein de l'Association pour la semaine mondiale du tourisme et des voyages. Il s'agit du Syndicat national des agents de voyages (SNAV) ; de l'Association des offices nationaux étrangers de tourisme en France (ADONET) ; de la Fédération française des techniciens supérieurs du tourisme (F.F.T.S.T.) et des Editions touristiques.

L'hôtellerie sera représentée par Hôtels Agroparc, Dar Jerba, Hotel (hôtels en Tunisie), Hotel Service Paris-France, la société des Grands Hôtels du Gabon, Maroc, Hotel Novotel, Paris Hotel Association, Rank Hotels, Sefir, Samir, Sheraton, Syndicat national des chaînes d'hôtels et de restaurants (S.N.C.), S.H.T.T. (Société hôtelière et touristique de Tunisie), Tourgeon, Tour House Paris Hotels, U.T.H., Unell International.

Il y aura désormais des « reines » du tourisme, puisque une Miss France du tourisme et une Miss monde du tourisme seront, pour la première fois, élues durant la troisième Semaine mondiale.

PARTIR SANS S'ABSTENIR...

A l'occasion de la Semaine mondiale, la question sera souvent posée de savoir comment les clients d'agences de voyages prenant leurs vacances lors des consultations électorales peuvent néanmoins s'acquiescer de leur devoir de citoyen. On peut voter par procuration, selon les dispositions prévues par le code électoral. Le détail des modalités d'exercice du droit de vote par procuration est contenu dans la circulaire ministérielle n° 1.628 du 23 janvier 1976, mise à jour en février 1977, et prise en application de la loi n° 73.1329 du 31 décembre 1975.

Qui peut voter par procuration ? Outre les personnes résidant à l'étranger, « les citoyens qui ont quitté leur résidence habituelle pour prendre leurs congés de vacances ».

Qui peut être désigné comme mandataire ? Une personne choisie par l'électeur et qui doit : jouir de ses droits électoraux ; être inscrite dans la même commune que son mandant. A Paris, Lyon, Marseille, un mandant inscrit dans un arrondissement peut désigner comme mandataire un électeur inscrit dans un autre arrondissement ; le mandataire ne peut disposer de plus de deux procurations.

Devant qui établir les procurations ? Pour les personnes résidant en France : soit le juge du tribunal d'instance, soit un officier de police judiciaire (tous les renseignements nécessaires et la liste des magistrats et officiers de police judiciaire sont affichés dans les mairies). Pour les personnes se trouvant hors de France, l'autorité consulaire dont elles dépendent.

Pièces à produire : pièce d'identité du mandant (carte d'identité ou passeport) ; le jus-

tificatif de l'inscription au voyage ou au séjour réservé ; la carte d'électeur ; une pièce d'identité du mandataire ; la carte d'électeur du mandataire. (Une de ces formalités, la présence du mandataire n'est pas nécessaire, la procuration est établie sans frais.)

ÉVADEZ-VOUS EN CAMPING-CAR SODISCAR

RENSEIGNEMENTS - RESERVATIONS
STAND 3 G 37
C.I.P. - Porte Maillot
Du 10 AU 19 FÉVRIER
ou

Ecrivez à :
SODISCAR
B.P. 26,
77104 MEAUX CEDEX
Tél. : 434-41-18

paris new-york 1500

Départ Paris A-R	
ATHÈNES	700 F
ALGER	830 F
TUNIS*	830 F
MONTREAL	1 500 F
BOMBAY	2 250 F
BANGKOK	2 250 F

Départ Marseille A-R	
DELHI	2 250 F
Départ Genève aller-retour	
LIMA	2 480 F

* sans prestations
A vols V.A.R.A.

VOLS A DATES FIXES kenya 3600

Circuit 2 semaines
du 3-3 au 19-3
du 31-3 au 16-4
du 16-4 au 23-4

NOUVELLES FRONTIÈRES
TOURAVENTURE
66, boulevard Saint-Michel
75006 PARIS
Tél. 329.12.13
34, rue Franklin
69002 LYON
Tél. 37.16.47
13, rue Aumône-Vieille
13100 AIX-EN-PROVENCE
Tél. 26.47.22

Semaine mondiale du tourisme et des voyages stand 3 F 29

CAR FERRIES Sealink AÉROGLISSEURS Seaspeed

LE PLUS GRAND CHOIX POUR L'ANGLETERRE

AGENT GÉNÉRAL : Sealink/Seaspeed
4, rue de Surène, 75008 Paris. Tél. (1) 266.52.14 télex 650.294

SNCF

L'AFRIQUE DU SUD

Renseignez-vous sur les possibilités touristiques extraordinaires dans ce pays unique.

L'OFFICE DU TOURISME SUD-AFRICAIN vous attend à la III^e SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES.
C.I.P. - Porte Maillot,
du 10 au 19 février 1978.
STANDS IT 72/73

Rêvez de vacances... la 3^e SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES vous aidera à les réussir

300 Spécialistes du Tourisme
Films touristiques · Danses folkloriques ENTREE : 10 F

14-15-16 Février (Hôtel Méridien) - FORUM-EXPOSITION sur les CONGRÈS
et VOYAGES D'ENTREPRISE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,10
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAL	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

GROUPE IMPORTANT SPECIALISE
DANS LES SERVICES PUBLICS BOUTIERS
recherche
pour banlieue Ouest et Sud Paris
2 INGENIEURS
ARTS et METIERS ou equivalent
25 ans max. Postes opérationnels exigent le sens du commandement, de l'organisation, le goût du contact commercial.
Envoyer C.V. man. photo et prêt. à CAMBELL, 50, rue de la République - 75004 PARIS CEDEX 17.

Important Groupe à vocation internationale

(C.A. 1,5 MILLIARD - 35 FILIALES)

recrute

JURISTE D'ENTREPRISE

LE POSTE EST A POURVOIR AU SERVICE JURIDIQUE DU SIEGE

Nous recherchons :

- candidat licencié en droit, 30 ans minimum, spécialisé depuis plusieurs années en DROIT DE FISCALITE DES SOCIETES, bon rédacteur.

Nous offrons :

- poste d'adjoint direct du Responsable du Service ;
- situation stable au sein d'un Groupe dynamique et en expansion.

C.V. photo et lettre d'accompagnement avec salaire demandé sans à env. s/n° 68 514 CONTESSÉ. Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmet.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

30 km Ouest Paris

recherche

PHARMACIEN

Expérience souhaitée :

FABRICATION OU GALENERIE INDUSTRIELLE

Adresser C.V. manuscrit + photo et prétentions à : PAREZ-REGLISSE (046 2007) 28, rue du Sentier - 75002 PARIS.

LOGISTA

Société de conseil, de services et d'assistance en informatique recherche

ingénieurs

GRANDES ECOLES

Expérience d'au moins 3 ans en informatique dans des domaines évolués.

ingénieurs

informaticiens

ayant une première expérience professionnelle. Pour région Parisienne, Ouest ou Centre. Disponible pour le 30 avril 1978, mais si possible avant cette date.

Adresser C.V. et prétentions à : LOGISTA, 60, rue Arago, 92800 Puteaux (réponse et discrétion assurées)

Emplois et Carrières.

emploi régionaux

Importante Société fabricant et distributeur de produits de quincaillerie de Grande Consommation, cherche pour

CADRE COMMERCIAL

ayant en particulier une expérience réelle de l'exportation pour intégrer à une équipe prenant en charge une nouvelle extension de la société avec la possibilité d'en devenir le Directeur commercial à brève échéance.

Le poste conviendrait à quelqu'un désireux d'avoir une action directe sur les résultats de la Société, permettant une bonne formation de gestionnaire et la possibilité de se déplacer fréquemment.

Salaire annuel 116 000 F et plus.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

T.J.T.N. SELECTION

cherche pour son agence

FAUCONNET (13)

INGENIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

de suite ou équivalent, pour bureaux d'études et de conception - Expérience appréciée. Envoyer C.V. + photo à J.C. SAVOIE, rue A.-Frenet, BP 113 57100 CHAMBRAY-LES-TOURS.

INGENIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

de suite ou équivalent, pour bureaux d'études et de conception - Expérience appréciée. Envoyer C.V. + photo à J.C. SAVOIE, rue A.-Frenet, BP 113 57100 CHAMBRAY-LES-TOURS.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

Envoyer C.V. et photo à Mlle D'ORNIANT - VIDAL-PARIS, 112, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

offres d'emploi

FILIALE SOCIETE AMERICAINE
recherche
RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
Expérience comptable et anglaise indispensable. Envoyer C.V. sans référence à T. OMAR, 12, rue de la République - 75004 PARIS CEDEX 17.

INGENIEURS en climat

SOPRAS 25, bd St-Martin (9) 277-61-61

Sit proche banlieue Sud Paris

recherche

ANALYSES PROGRAM-

MAIRES

Exper. (minim. 4 ans exp.)

connaissant 3 langues (Angl., Allemand, Italien) et ayant une solide formation comptable.

Adresser C.V. manuscrit + photo à : P. LICHIAU S.A. B.P. 226, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

SOCIETE 68 km

NORD-OUEST PARIS - rech.

RESPONSABLE

I.B.M. 32

Niveau DUT

Si possible expérience

position AGENT MAINTIEN

Possibilité logement

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : C. CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (16), qui transmettra.

demandes d'emploi

NATIONALITE SYRIENNE - ETABLI AU LIBAN

COMMERCANT, 47 ans

dynamique technico-commercial 10 ans exp. banc.

20 ans expériences textiles et matières

Quadrilingue : AR, FR, ANGL, ITAL

Chercheur commercial pour M.O. et IT.

Voyageur désigné commercial pour M.O. et IT.

Nombreux contacts sérieux :

Syrie, Liban, Arabie Saoudite, Yémen, Nord, Italie

LIBRE FIN JUI

Envoyer C.V. manuscrit + photo à : Publicité, 5, rue des Italiens, 75002 PARIS (9).

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialités
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE SUPERIEUR - 30 ans, docteur

en sciences naturelles, diplômé en droit,

connaissances parfaite arabe, allemand,

anglais, français, expérience profession-

nelle de direction générale de P.M.E. direc-

tion commerciale, marketing, contrôle de

gestion et exportation.

RECHERCHE : poste à responsabilité en

France.

INGENIEUR ORGANISATION - 42 ans,

diplômé d'état à vocation P.M.E. P.M.E.

grandes expériences industrielles.

RECHERCHE : missions d'organisation et

formation en marketing, gestion de la pro-

duction, de la qualité, de la sécurité ;

20 ans d'expérience - traite des d'expé-

riences industrielles.

INGENIEUR CONTROLE QUALITE - 42 ans,

diplômé d'état en organisation - gestion,

solide expérience industrielle.

RECHERCHE : poste de responsabilité

qualité dans les industries mécaniques,

électroniques, alimentaires et pharmaceutiques ;

Paris, région parisienne.

CADRE COMMERCIAL autodidacte -

30 ans d'expérience - traite des d'expé-

riences industrielles.

RECHERCHE : postes de direction commer-

cial ou des ventes : Paris, France, étranger.

RECHERCHE : poste de direction commer-

cial ou des ventes : Paris, France, étranger.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

16^e STUDIO Réc. 20 m² + 10 m² loggia, 100.000 F. - 226-52-52

BOURSE Colme. Soie. Beau sol. 4 ch. 100.000 F. - 226-52-52

19^e MAIRIE De l'imm. 100.000 F. - 226-52-52

TRINITE 5 pces, bain, 140 m², 100.000 F. - 226-52-52

MARAI 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

ROLAND GARROS (Près)

Face au BOIS DE BOULOGNE. Restauration d'un hôtel particulier. 3, 5 pièces, 3 b. 100.000 F. - 226-52-52

SUR PLACE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

MAIRIE 100.000 F. - 226-52-52

Immobilier (information)

Allo! 525.25.25

Information Logement

je cherche un appartement...

... Oui, nous en avons 40.000 à vous proposer.

Centre Etoile 49, avenue Kléber, 75116 Paris 525.25.25

Centre Nation 45, cours de Vincennes, 75020 Paris 371.11.74

Centre Maine 210, avenue du Maine, 75014 Paris 539.22.17

Informations logement, service gratuit, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

à Paris, voir le Guide de l'Immobilier et le Guide de l'Agence.

terrains

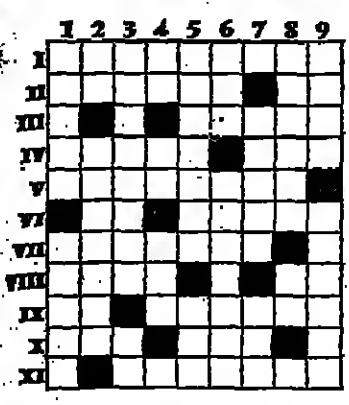
Terrains CU 22/42, plus 1 h. 100.00

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

Journal officiel

PROBLEME N° 1983



VERTICALEMENT

1. Donne droit au chapitre : Démonstratif. — 2. Tous ceux à qui on prête volontiers ce qu'on avance : Gagneraient peut-être à être groupés. — 3. Tournent autour des étoiles : Divinité. — 4. Symbole : A droite de l'Aale : Fin de participa. — 5. Bâilleuses de fonds : Ne songes pas à occuper le théâtre de ses exploits à l'instant d'en être congédié. — 6. Fonça : Briser un mouvant miroir. — 7. Avaient du pain sur la planche : Fousse un cri. — 8. Sont à la disposition de ceux qui ont envie d'aplanir : Quelques secousses préviennent à sa chute. — 9. Est fort convenable : Dignité.

Solution du problème n° 1982

Horizontalement

I. Tendant. — II. Evadé. Eon. — III. Res : Ralce. — IV. Ensal-gner. — V. Etéent. — VI. Neuve. — VII. Cahn. — VIII. Requeis. — IX. Lée. — X. Senis. — XI. Estimer.

Verticalement

I. Térés : Celse. — 2. Event : le. — 3. Nasse : Irène. — 4. D.D. : Et. — 5. Noëls. — 6. Adrien. — 7. Teintures (cheveux). — 8. Ode : Vétère. — 9. Snerve : Star.

GUY BROUTY.

Sont publiés au Journal officiel du 9 février 1978 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 76-331 du 12 avril 1976 relatif à la taxe parafiscale affectée à la formation professionnelle des collaborateurs d'architectes ;

● Modifiant le décret du 7 octobre 1980 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 80 du code de commerce et de la loi du 28 mars 1985 sur les marchés à terme ;

● Relatif au statut du personnel des cadres administratifs, pédagogiques et scientifiques de l'Institut national de documentation pédagogique et de perfectionnement et distribution des moyens d'enseignement (Institut pédagogique national) ;

● Modifiant le décret n° 88-87 du 10 janvier 1988 relatif au recrutement et à l'avancement des personnels d'encadrement et d'exécution des services de pharmacie, de laboratoire et d'électroradiologie dans les établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics.

UN ARRETE

● Concernant les règles générales d'attribution des aides instituées en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés.

Pellicules: ne laissez pas tomber.

Shampooing anti-pelliculaire
ACTIV



SPÉCIAL LOGEMENT

La Banque Populaire ouvre les portes du crédit.

48 % des Français sont déjà propriétaires. Pourquoi pas vous ?

Les prêts conventionnés de la Banque Populaire permettent au plus grand nombre d'acheter ou de faire construire leur résidence principale.

Entrez donc.



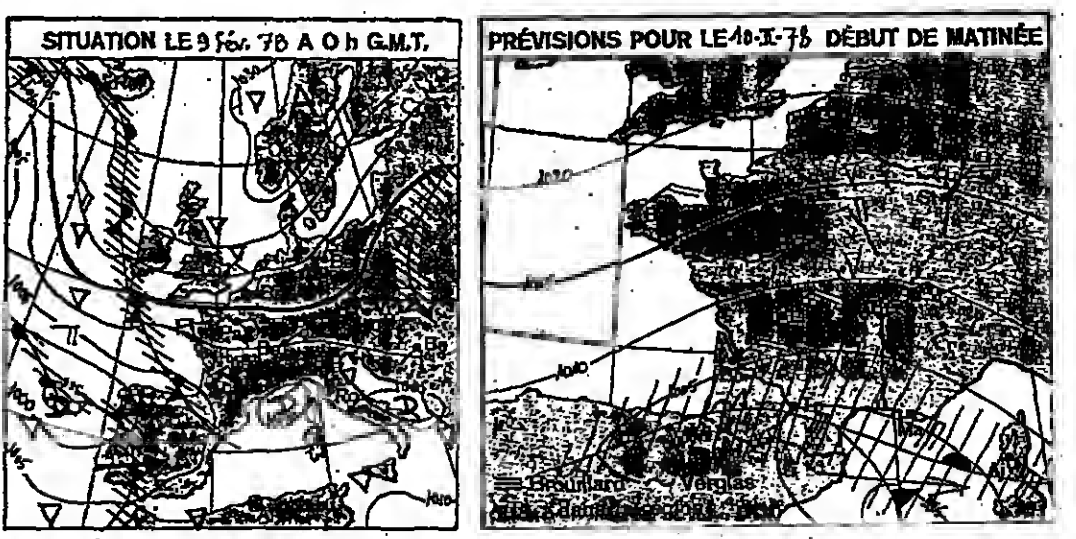
loterie nationale Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMI-NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMI-NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	111 771 47 991 41 641	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	50 250 250 10 000	7	4 427 7 987 47 997	tous groupes tous groupes tous groupes	1 000 1 000 10 000
2	42 382 6 832 29 802 47 992	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	100 200 1 000 10 000	8	8 48 228 368 47 998	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	50 150 250 250
3	53 8 873 3 823 47 993	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	100 1 000 2 500 10 000	9	5 439 5 909 1 089 38 199 47 999	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	1 000 1 000 2 500 10 000
4	94 864 024 47 994	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	100 200 500 10 000	0	70 170 330 5 050 08 720 47 990 49 520	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	100 300 200 1 000 10 000 10 000 100 000
5	465 47 995	tous groupes tous groupes	200 10 000				
6	1 208 06 536 17 756 74 696 83 856	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	1 000 10 000 10 000 10 000 100 000				
7	37 2 327 2 707	tous groupes tous groupes tous groupes	100 1 000 1 000				

TRANCHE DES ORANGERS
TIRAGE DU 8 FEVRIER 1978
PROCHAIN TIRAGE
LE 15 FEVRIER 1978
à ALBERTVILLE (Savoie)

LOTO 5 8 10 11 27 33
TIRAGE No 6 NUMERO COMPLEMENTAIRE 47
PROCHAIN TIRAGE LE 15-FEVRIER 1978 VALIDATION JUSQU'AU 14 FEVRIER APRES-MIDI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 9 février à 9 heures et le vendredi 10 février à 24 heures : Les hautes pressions qui persisteront sur le nord de l'Europe mal-tendront sur la France un courant de secteur nord-est à est, mais les perturbations atlantiques qui pénétreront sur la péninsule ibérique progresseront vers le Bassin méditerranéen et déborderont sur nos régions méridionales en y apportant une aggravation. Vendredi matin, ces perturbations donneront dès le matin un temps couvert avec des pluies (certaines de neige ou verges dans l'intérieur, même à basse altitude) sur les régions du Bassin méditerranéen et au pourtour du golfe du Lion. Dans la journée, ce type de temps médiocre s'étendra aux Alpes, au sud du Jura, au Sud-Est et à la Corse, tandis qu'il s'atténuera lentement sur le nord et l'ouest du Bassin aquitain. Sur le reste de la France, le temps restera froid, surtout le matin, où des gelées, de l'ordre de -3°C à -5°C, seront observées sur le Nord-Est. Le ciel sera variable, et des passages nuageux pourront donner quelques chutes de neige, surtout sous forme d'averses. Jeudi 9 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 012,2 millibars, soit 759,2 millimètres de mercure. Températures (la première chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 février ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Alençon, 11 et 3 degrés ; Biarritz, 10 et 3 ; Bordeaux, 7 et -1 ; Brest, 8 et 1 ; Caen, 4 et -1 ; Clermont-Ferrand, 3 et -3 ; Dijon, 1 et -3 ; Grenoble, 4 et -5 ; Lille, 1 et -2 ; Lyon, 2 et -1 ; Marseille, 9 et -1 ; Nancy, 0 et -4 ; Nantes, 5 et -1 ; Nice, 13 et 4 ; Paris-Le Bourget, 4 et -1 ; Pau, 7 et 1 ; Perpignan, 11 et 4 ; Rennes, 6 et 0 ; Strasbourg, 0 et -3 ; Toulouse, 5 et -1 ; Toulouse, 5 et -2 ; Poitiers-Piém, 26 et 21. Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 2 degrés ; Amsterdam, 0 et -4 ; Athènes, 14 et 8 ; Berlin, 0 et -3 ; Bonn, 1 et -2 ; Bruxelles, 0 et -3 ; Les Canaries, 21 et 14 ; Coppenhague, -3 et -6 ; Gênes, 2 et -2 ; Lisbonne, 13 et 7 ; Londres, 2 et -1 ; Madrid, 13 et 2 ; Moscou, -5 et -9 ; Montréal, 26 (max.) ; New-York, 0 et -8 ; Palma-de-Majorque, 15 et 3 ; Rome, 10 et -1 ; Stockholm, -4 et -6.

Bulletin d'enneigement

Renseignements communiqués par le Comité des stations françaises de sports d'hiver : ALPES DU NORD : Alpe-d'Huez : 210, 600 ; Autrans : 160, 200 ; Bellecombe-Crest-Voland : 180, 250 ; Bourg-Saint-Maurice-Les Arcs : 120, 225 ; Chamrousse : 100, 400 ; Chamrousse : 210, 250 ; Châtel : 165, 320 ; La Clusaz : 185, 260 ; Combloux : 180, 280 ; Les Contamines-Montjoie : 120, 350 ; Le Courmayeur : 160, 200 ; Courchevel : 85, 235 ; Les Deux-Alpes : 250, 750 ; Flaine : 180, 250 ; Pluvinet-Pras-sur-Arly : 200, 350 ; Les Gets : 180, 280 ; Grand-Bornand : 150, 280 ; Les Houches : 80, 200 ; Megève : 250, 350 ; Les Menuires-Val-Thorens : 170, 200 ; Méribel : 170, 210 ; Moraine-Avoriaz : 160, 150 ; La Plagne : 210, 300 ; Palézieux : 180, 280 ; Saint-Gervais-Le Buet : 100, 270 ; Samoëns : 120, 250 ; Thonon-les-Bains : 80, 200 ; Val-Cenis : 150, 350 ; Val-d'Isère : 180, 350 ; VALLOIRE : 150, 320 ; Villard-de-Lans : 150, 310. ALPES DU SUD : Auron : 140, 230 ; Isola 2000 : 230, 280 ; Montgenèvre : 180, 250 ; Courmayeur-Maurice : 100, 230 ; Pra-Loup : 102, 210 ; Serre-Chevalier : 140, 200 ; Valberg : 110, 220 ; Vars : 120, 250. PYRENEES : Ax-les-Thermes : 180, 280 ; Cauterets-Luz : 245, 450 ; Font-Romeu : 120, 135 ; Gourette-Les Baix-Bonnes : 125, 250 ; La Mongie : 180, 250 ; Saint-Lary-Boulan : 180, 275 ; Les Angles : 100, 150. MASSIF CENTRAL : Le Mont-Dore : 80, 180 ; Super-Besnes : 120, 150 ; Super-Lioran : 160, 210. JURA : Mâlain : 130, 230 ; Les Bousses : 150, 350. VOSGES : Gérardmer : 90, 180. ★ Horaires des neiges : 225-72-30.

Le Monde

régions

Corse

Le conseil régional de l'île va être « élargi »

De notre correspondant

Ajaccio. — Les conseillers régionaux et généraux de la gauche se sont abstenus d'assister à la « réunion d'information générale » organisée le 8 février à la préfecture, sous la présidence de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre. Ils estiment que ce voyage révélait « un caractère électoraliste indéfectible ». M. Dominati est défendu de cette préoccupation.

Dans son discours, le secrétaire d'Etat a dressé le bilan d'application de la charte de développement établie par les assemblées régionales en juillet 1976 (465 millions de crédits ouverts depuis lors). M. Dominati a, d'autre part, donné lecture d'un message de M. Raymond Barre. Le premier ministre se dit convaincu que « la Corse trouvera la voie de son avenir dans l'affirmation de sa personnalité et dans son développement économique original adapté à son insularité ».

L'institution d'un véritable pouvoir régional étant placée par la gauche au cœur de la campagne

Ile-de-France

Un arrêté du maire de Paris

MONS DE DÉSORDRE DANS LES TRAVAUX DE VOIRIE

Le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris du 4 février donne l'arrêt du maire coordonnant la programmation des travaux de voirie dans la capitale.

« Aucun travail, quelle que soit son importance, ne peut être entrepris sur un 50^e la voie publique sans une autorisation écrite du maire de Paris », prévoit le premier article de l'arrêté. Désormais, aucun service, aucune administration ne pourra percer un trottoir ou une chaussée sans en avoir obtenu l'autorisation.

L'autorisation d'ouvrir un chantier fixe la date de début des travaux, le délai d'exécution, les limites des emprises, ainsi que toutes les prescriptions particulières relatives à la marche du chantier et à la remise en état des revêtements. Aucune ouverture de tranchée n'est autorisée sur une chaussée ou un trottoir qui aura déjà fait l'objet de travaux réalisés dans le cadre de la procédure de coordination des travaux. Ce délai est porté à trois ans pour les chaussées ou trottoirs qui ont reçu un revêtement neuf.

Ces décisions du maire de Paris complètent et renforcent un précédent arrêté pris en septembre 1967 par le préfet de Paris.

Naissance d'un nouveau quartier à Cergy-Pontoise

Par vingt-deux voix contre quinze et une abstention, le syndicat communautaire d'aménagement de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), vient d'approuver le programme définitif de la ZAC de Cergy-Pontoise, seconde tranche d'une opération qui, à terme, offrira quatorze mille logements et comptera cinquante mille habitants sur une superficie de 730 hectares.

Le 6 octobre 1975, le S.C.A. avait repoussé le projet de ZAC de l'Hautill (à vocation résidentielle) pour lui préférer celui du Puisseux, qui aurait dû être réalisé ultérieurement. Les élus du S.C.A., hostiles à l'urbanisation de l'Hautill, dont ils affirment la vocation d'espace vert, avaient demandé que le quartier du Puisseux soit réalisé en priorité.

Mais le S.C.A. devait revenir partiellement sur cette décision. En effet, alors que le dossier de l'Hautill en était au stade de la réalisation, les études concernant le Puisseux commencent à peine. L'établissement public d'aménagement ne pouvait, sans dommage pour la ville nouvelle, céder toute construction durant le printemps. Ce coup d'arrêt aurait pu être fatal au développement de l'agglomération. Ainsi, les élus ont-ils décidé de réaliser simultanément les deux opérations, tout en « rognant » le programme initial de l'Hautill.

Une première tranche de deux cent cinquante logements a été mise en construction en Puisseux.

Le second programme adopté le 30 janvier comprend trois mille sept cents logements, dont 35 % de maisons individuelles, 14 000 mètres carrés de commerce, 15 000 mètres carrés de bureaux. La ZAC offrira cinq mille emplois. Elle sera desservie en 1981 par la R.N.C.P.

Plusieurs modifications ont été apportées au projet initial : le nouveau quartier aura un aspect plus traditionnel que le reste de la ville ; les immeubles ne dépasseront pas quatre étages, et la proportion de maisons individuelles sera plus forte que prévu.

La ville nouvelle n'a semble-t-il pas souffert du mouvement de mauvaise humeur qu'ont en les élus en octobre 1975. Elle continue aujourd'hui sa croissance à un rythme satisfaisant puisque l'établissement public met en chantier deux mille sept cents logements chaque année.

● Une charte culturelle régionale. — M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a signé, mercredi 8 février, la charte culturelle régionale de la Franche-Comté. Trois autres chartes culturelles régionales ont déjà été signées : Alsace, en Picardie et en Bretagne.

Le ministre de la culture a souligné que le budget d'équipement culturel de l'Etat en Franche-Comté avait presque doublé entre 1977 et 1978, passant de 4,6 à plus de 8,2 millions de francs.

A PROPOS DE...

Une décision judiciaire à Caen

CHÈRES INONDATIONS

Personne n'est responsable des intempéries, mais on peut — et on doit — se prémunir contre leurs conséquences, ainsi que le montre une récente décision du tribunal administratif de Caen.

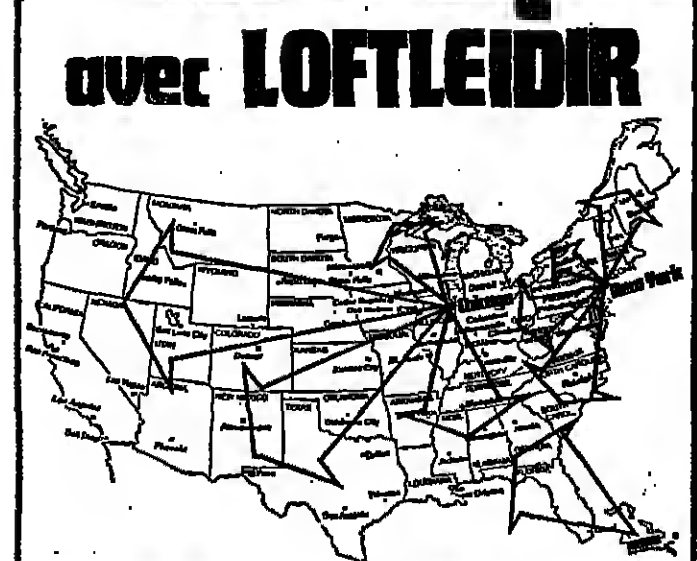
Celui-ci vient de déclarer que l'Etat et la ville étaient responsables pour motifs des dégâts causés à plusieurs pavillons par des pluies torrentielles survenues en août 1975 ; cela parce que le réseau d'égouts était en mauvais état.

Plusieurs habitants de la ville avaient déposé une requête auprès du tribunal administratif pour obtenir réparation des dommages qu'ils avaient subis après l'inondation de leur pavillon.

Dans l'un des cas, le tribunal a considéré que les travaux réalisés avaient modifié l'état naturel des lieux et aggravé les conséquences du sinistre. Le réseau d'égouts était, d'autre part, mal adapté. L'Etat et la ville de Caen ont été condamnés à payer solidairement la somme de 8 072 F au propriétaire du pavillon.

Pour deux autres plaignants, c'est le défaut d'entretien des bouches d'égout qui a été retenu à l'encontre de la ville de Caen. Celle-ci devra payer la moitié des dommages.

L'AMERIQUE avec LOFTLEIDIR



NEW YORK
1650 F*
CHICAGO
1745 F*

Echappée à la confusion tarifaire actuelle vers l'Amérique en choisissant LOFTLEIDIR qui reste l'une des solutions les plus économiques :

- New York aller-retour F. 1650
- Chicago aller-retour F. 1745

Ces tarifs excursions 14/45 jours, ouverts à tous, n'impliquent pas une date limite d'inscription et autorisent les changements de réservation.

N'oublions pas de mentionner, en plus de ces tarifs excursions, les conditions exceptionnelles proposées par LOFTLEIDIR pour les voyages de longue durée :

- aller-retour New York valable un an F. 2.150
- aller-retour Chicago valable un an F. 2.300

Grâce à ces tarifs transatlantiques, toute l'Amérique vous est offerte. Quelle que soit votre destination finale aux USA, décidez d'entrer, soit par New York, soit par Chicago et bénéficiez des tarifs intérieurs

LOFTLEIDIR ICELANDIC

32, rue du 4-Septembre
75002 Paris
tél. 07.75.42 - 742.52.26
32 bis, rue du MI Joffre
06000 Nice
tél. 88.73.41

Nom _____
Adresse _____

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

Languedoc-Roussillon

LE CARNAVAL OCCITAN DE MONTPELLIER N'AURA PAS LIEU

Le carnaval de Montpellier, qui devait se tenir du 8 au 12 février, n'aura pas lieu. L'association Algardent, qui est une organisation occitane montpelliéraine, indique, dans un communiqué, que ce projet était l'aboutissement d'une année entière de recherches auxquelles étaient livrés plusieurs ateliers culturels. Cette fête culturelle, selon Algardent, ne pouvait se concevoir qu'avec la participation massive des habitants de la ville. Mais, devant l'opposition du conseil municipal de Montpellier à la réalisation de cette fête, l'association s'est vu dans l'obligation d'annuler sa participation au carnaval de 1978.

La mairie de Montpellier, qui dirige M. Georges Fréchet (socialiste), on précise que, après avoir consulté plusieurs associations culturelles immédiatement après les élections municipales de mars 1977, la décision a été prise de ne pas organiser le carnaval vers le mois de mai 1978. Or, il y a quelques jours, et à notre surprise, ajoutait-on à la mairie, des affiches en ville annonçant que le carnaval aurait lieu du 6 au 12 février. Algardent, qui avait pris l'initiative de ce projet et qui attendait quarante mille personnes environ, n'avait pas prévu les mesures de sécurité nécessaires. Le climat de violence et de provocation qui règne actuellement à Montpellier, dit-on dans l'entourage du maire, a fait de la ville un lieu dangereux. Les élus de la municipalité n'ont pas approuvé l'initiative d'Algardent.

Deux solutions ont été proposées à cette association, qui a refusé : organiser le carnaval dans un des quartiers de la ville bien déterminés, donc facile à contrôler ; organiser le carnaval en mai.

Aquitaine

DEUX ENQUÊTES D'UTILITÉ PUBLIQUE ANNULÉES À PAU

Deux enquêtes d'utilité publique concernant la construction d'un port de plaisance et d'une cité lacustre ont été annulées, le 7 février, par le tribunal administratif de Pau (Pyénées-Atlantiques).

Ces enquêtes avaient été autorisées par deux arrêtés pris par le préfet des Landes en septembre 1976. Estimant qu'elles étaient dénuées sans concertation préalable avec les propriétaires concernés et selon une procédure simplifiée, l'association des propriétaires de la région ainsi qu'une famille de particuliers avaient déposé des requêtes en annulation de la décision préfectorale.

Le tribunal administratif de Pau, après un délibéré de sept jours, a suivi dans ses conclusions le commissaire du gouvernement et prononcé l'annulation des deux arrêtés.

Le port d'Albret, créé sur l'initiative de la mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine prévoit, sur une superficie totale de 244 hectares, la création d'un plan d'eau salée de 60 hectares, des plages sur les rives et des centres d'hébergement pour quinze mille lits.

SPORTS

FOOTBALL

LE MATCH NUL (2 A 2) DE LA FRANCE CONTRE L'ITALIE Un bon résultat en vue du prochain rendez-vous en Coupe du monde.

Naples. — Dans le même temps où les clubs engagés dans les compétitions européennes sacrifient de plus en plus à l'espionnage de leurs adversaires, le maintien de la rencontre Italie-France fixée à Naples le 8 février, soit moins de quatre mois avant que les deux équipes ne s'affrontent le 2 juin à Mar-del-Plata pour leur premier match en Coupe du

monde, pouvait paraître paradoxal. Heureusement pour l'intérêt du match, les circonstances ont empêché les deux sélections de s'affronter en terrain neutre. Un résultat nul (2 à 2) a permis d'éviter que l'une ou l'autre équipe ne prenne un ascendant moral décisif sur sa rivale avant le grand rendez-vous du mois de juin.

De notre envoyé spécial

l'avant-centre italien Francisco Graziani marqua de la tête son deuxième but après un débordement de Claudio Sala, omniprésent jusqu'alors sur tout le front de l'attaque.

Une nouvelle fois, les Italiens, qui n'ont point été battus par les Français depuis les Jeux olympiques d'Anvers en 1920, semblaient devoir imposer, grâce à une plus grande rigueur, devant des adversaires aux qualités et aux défauts assez semblables. Pour suivre trop à la lettre les conseils de Michel Hidalgo, qui leur avait recommandé de jouer ce match pour leur plaisir, sans trop penser au résultat, les footballeurs français manquaient alors de la détermination indispensable pour pouvoir mener à bien leurs actions.

Comme à Rio-de-Janeiro, les footballeurs français ont démontré à Naples qu'ils avaient des ressources assez exceptionnelles pour remonter un handicap de deux buts sur le terrain d'équipes comme le Brésil ou l'Italie. Il leur restait à disputer désormais des matches pleins et à éviter certaines erreurs de jeunesse, trop flagrantes pour ne pas être très vite corrigées.

Quant aux Italiens, qui ne négligèrent pas, pour leur part, le 2 juin, à Mar-del-Plata, d'un arbitrage aussi favorable, ce premier résultat nul enregistra à domicile depuis plusieurs années confirme bien un déclin que l'opinion publique n'est pas prête à accepter. Désormais, le doute se fait sur la capacité de ces sélections jusqu'au mois de juin en Argentine. C'est peut-être le meilleur résultat que les footballeurs français pouvaient espérer.

GÉRARD ALBOUY.

La capacité de réagir

Les remplacements d'Olivier Rouyer par Albert Gemmrich, puis de Jean-Marc Guillou par Henri Michel, les montées incisives de l'arrière central Marius Trésor et la prise de responsabilité de Michel Platini, allaient transformer l'équipe de France en deuxième mi-temps. Face à des rivaux devenus entreprenants, les Italiens montraient alors leurs limites — et surtout leur fragilité nerveuse.

Comme à la parade, Dominique Bathenay réduisait de la tête le score des cinquante minutes, sur corner. Souvent affolés en défense, les Italiens concédèrent quelques-uns de ces coups francs qu'affectionne Michel Platini à une vingtaine de mètres des buts adverses. Comme un tigre en cage, le vétéran italien Dino Zoff, malgré ses soixante et une sélections, masquait mal sa fébrilité en se déplaçant sans cesse d'un côté à l'autre de ses poteaux de but. Les défenseurs italiens n'acceptaient pas de se tenir à 9 mètres du tireur. Une première fois, Michel Platini expédia d'un tir brossé le ballon dans les buts, mais M. Martinez, qui n'avait pas suffi, le faisait rebondir. Ce n'était que partie remise pour Michel Platini, à neuf minutes de la fin du match.

Chaque équipe ayant dominé une mi-temps, ce premier résultat nul obtenu par la France en Italie peut paraître équilibré, à défaut d'avoir la même signification pour les deux sélections.

D'un sport à l'autre...

NATATION. — L'Australien Tracey Wickham a battu, mercredi 8 février, à Brisbane (Queensland), le record du monde de 1 500 mètres en 18 min. 14 sec. 93. L'ancien record était détenu par l'Américain Alice Brown, en 16 min. 24 sec. 60. Tracey Wickham est âgé de quinze ans.

SKI. — Perrine Pelen a remporté à Saint-Gervais le slalom spécial du Kandahar (84 sec. 35), devant la récente championne du monde, l'Autrichienne Leni Sailer (84 sec. 80) et Fabienne Serrat (85 sec. 17).

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-IX^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57457.

LE DÉBAT POLITIQUE

Mitterrand : le gouvernement pour défendre

Le débat politique s'est ouvert hier à l'Assemblée nationale. M. Mitterrand a déclaré que le gouvernement devait défendre la politique de la gauche. Il a souligné que la gauche avait obtenu la majorité et qu'elle devait maintenant mettre en œuvre ses programmes. M. Mitterrand a également souligné que la gauche devait être fidèle à ses engagements et qu'elle devait travailler à l'unité de la gauche.

CONJONCTURE

ÉPRISE MODÉRÉE DE L'ACTIVITÉ pendant le C.N.P.F.

Le C.N.P.F. a annoncé que l'activité économique était en légère baisse. Cela est dû à une éprise modérée de l'activité. Le C.N.P.F. a également souligné que la situation économique était globalement satisfaisante et que la croissance continuait de progresser.

LE CAP

M. Jean-Pierre Rieu a été élu député. Il a été élu dans la circonscription de la Seine-Saint-Denis. M. Rieu a été élu avec une large majorité. Il a également souligné que la gauche avait obtenu la majorité et qu'elle devait maintenant mettre en œuvre ses programmes.

LE DÉBAT POLITIQUE

Le débat politique s'est poursuivi hier à l'Assemblée nationale. M. Mitterrand a déclaré que le gouvernement devait défendre la politique de la gauche. Il a souligné que la gauche avait obtenu la majorité et qu'elle devait maintenant mettre en œuvre ses programmes.

LE DÉBAT POLITIQUE

Le débat politique s'est poursuivi hier à l'Assemblée nationale. M. Mitterrand a déclaré que le gouvernement devait défendre la politique de la gauche. Il a souligné que la gauche avait obtenu la majorité et qu'elle devait maintenant mettre en œuvre ses programmes.

LE DÉBAT POLITIQUE

Le débat politique s'est poursuivi hier à l'Assemblée nationale. M. Mitterrand a déclaré que le gouvernement devait défendre la politique de la gauche. Il a souligné que la gauche avait obtenu la majorité et qu'elle devait maintenant mettre en œuvre ses programmes.

LE DÉBAT POLITIQUE

Le débat politique s'est poursuivi hier à l'Assemblée nationale. M. Mitterrand a déclaré que le gouvernement devait défendre la politique de la gauche. Il a souligné que la gauche avait obtenu la majorité et qu'elle devait maintenant mettre en œuvre ses programmes.

LE DÉBAT POLITIQUE

Le débat politique s'est poursuivi hier à l'Assemblée nationale. M. Mitterrand a déclaré que le gouvernement devait défendre la politique de la gauche. Il a souligné que la gauche avait obtenu la majorité et qu'elle devait maintenant mettre en œuvre ses programmes.

كندا من الأصل

économie

LE DÉBAT POLITIQUE AUTOUR DE LA DÉPRÉCIATION DU FRANC

A. Mitterrand : le gouvernement n'a pas fait son devoir pour défendre le franc

Face à l'offensive sur notre monnaie nationale, le gouvernement n'a pas fait son devoir, a déclaré M. François Mitterrand, mercredi après-midi, au cours d'une conférence de presse. Occupé à battre campagne, il n'a réagi que par des déclarations irresponsables attirant l'attention de la crise à la confiance croissante que les Français mettent dans la gauche. Tout passe comme si le gouvernement et les partis qui le soutiennent pensaient avoir intérêt à l'échec de la France.

Devant la carence du gouvernement, le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a déclaré que la dépréciation du franc est une opération de principe sans portée, il rappelle au gouvernement son devoir que la Constitution lui confie de conduire la politique de la nation.

Le recul du franc de 4 % en six semaines par rapport au dollar reflète, selon le leader socialiste, l'échec de la politique économique et industrielle conduite par les gouvernements de ces dernières années. Plusieurs crises budgétaires ont ponctué la dégradation continue et accélérée de la valeur du franc. En 1958, 1 mark allemand valait 1 F ; il valait 1,97 F en septembre 1976 ; il vaut

2,32 F à ce jour. Ce qui revient à dire que les Français doivent travailler aujourd'hui deux fois plus que les Allemands de l'Ouest pour acheter le même bien à l'étranger.

Pour M. Mitterrand, « la spéculation actuelle sur le franc est née de la vente massive de francs par un petit nombre de très puissants résidents français opérant par le biais de banques américaines ; elle a été relayée les jours suivants par des mouvements de couverture à terme relatifs aux opérations de commerce extérieur ».

M. Mitterrand a ensuite énuméré divers moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent agir contre la spéculation.

« Ils peuvent faire comprendre aux intermédiaires agréés aux opérations de change leurs responsabilités au regard de la nation. Ils peuvent réduire de huit à un jour — comme en Grande-Bretagne — les délais d'achat de devises au comptant. Ils peuvent réduire de deux mois à quelques jours l'échéance de la couverture à terme d'opérations commerciales vis-à-vis de l'intérieur. Et en cas de détournement de cette procédure par achat de valeurs étrangères, ils peuvent exiger que ces achats soient limités aux valeurs étrangères vendues par d'autres résidents français ».

À ces moyens d'encaissement des mouvements de capitaux, le gouvernement doit ajouter des moyens de contrôle contre la fraude dont il dispose et dont il refuse de se servir. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas ordonné à la direction générale des douanes d'enquêter, comme elle en a la mission et comme le général de Gaulle l'avait fait lors de la crise spéculative de 1968, sur l'origine précise des opérations de change engagées depuis quinze jours par les grandes banques américaines exerçant en France, premier maillon de la chaîne spéculative, alors que les États-Unis, eux-mêmes, contrôlent avec une grande rigueur les transferts financiers des sociétés multinationales ?

Selon M. Mitterrand, « les 100 milliards de francs, équivalents de la totalité du budget annuel de l'État, qui dorment dans les comptes numérotés suisses éclaircissent d'une curieuse lumière le sentiment national de leurs possesseurs. Il est intolérable qu'une telle situation se vienne à ajouter une spéculation ouverte s'appuyant sur la complicité poli-

tique du gouvernement. Il est intolérable que les ministres français, premier ministre en tête, garantissent à l'avance l'impunité aux spéculateurs en dénonçant les électeurs comme responsables des fuites à venir ».

Pour les socialistes, a conclu M. Mitterrand, il n'y a pas un franc de droite et un franc de gauche. La valeur doit être défendue sans défaillance, car il y va du prestige d'achat de la France et de l'indépendance économique du pays ».

En réponse à des questions, M. Mitterrand a apporté quelques compléments à sa déclaration.

● **Concertation monétaire avec l'Allemagne.** « Avant d'avoir besoin de demander des assurances à l'Allemagne fédérale, pour défendre le franc en cas de victoire de la gauche aux législatives ? M. Mitterrand pense que la question « ne se pose pas dans ces termes ». Mais, s'agissant de ce que son récent entretien avec M. Brandt, il estime que « les bonnes relations entre socialistes, journaux et sociaux-démocrates allemands permettent de mieux connaître les projets techniques permettant de répondre aux intérêts de nos deux peuples », en matière monétaire notamment.

● **Commentent les difficultés du franc à l'occasion d'une visite dans le Pas-de-Calais, le mercredi 8 février.** M. Robert Faure, président du Mouvement des radicaux de gauche, a estimé que « la France accuse les faiblesses d'une situation économique malade depuis déjà longtemps ». « Que M. Brandt ait décidé de lever le secret bancaire », a-t-il ajouté, le mardi soir 7 février, au cours d'une réunion à Lohes (Nord-et-Loire), M. Robert Faure avait indiqué : « Il n'y a pas de spéculateurs à gauche ».

MATIGNON : la stabilité sera mieux assurée par notre politique

On déclarait mercredi après-midi, à l'hôtel Matignon : « Les Français ne peuvent, par expérience, ignorer que la stabilité de notre monnaie sera mieux assurée par la politique que conduit le gouvernement, que par celle que proposent M. Mitterrand ».

Répondant aux journalistes à la sortie du conseil des ministres de mercredi, M. Raymond Barre leur a déclaré (avant donc la conférence de presse du premier secrétaire du parti socialiste) : « Lorsque s'agit des questions monétaires, la première règle est la sagesse. Vous savez bien ce que les baronnages peuvent provoquer dans ces conditions, ne me posez pas régulièrement la question puisque ma réponse sera : je resterais silencieux, je m'en tiens à ce que nous ne pouvons pas encore confirmer ».

Le redressement se confirme

(Suite de la première page.)

Dans l'état actuel des choses, il apparaît peu probable qu'il ne laisse pas de traces dans l'évolution à plus long terme de notre monnaie, qui continue d'être orientée vers la baisse vis-à-vis en tout cas des pays qui ont su conquérir leur indépendance monétaire à l'égard du dollar, celle-buée dérivante : Suisse, R.F.A., Pays-Bas, Belgique, etc. et dé-sormais aussi Grande-Bretagne.

Quelle objective d'assigner pour le franc après les élections ? Le laisser plus ou moins « accroché » au dollar, comme il l'est depuis le 22 septembre 1976 (lancement du plan Barre), ou bien, ce qui serait nécessaire pour lutter contre l'inflation intérieure, se donner une ambition plus haute, c'est-à-dire se rapprocher par exemple de l'exemple britannique ? Voilà une question éminemment politique même si les moyens pour l'appliquer ressortissent aux décisions techniques et aux règles de la gestion financière. Mais elle est totalement absente du débat électoral.

Depuis le 15 mars 1976, date de la sortie du franc du « serpent », la perte de valeur par rapport au deutschemark dépasse 23 % ; par rapport au franc suisse, 30 %. Le lancement du « plan Barre » n'a guère ralenti cette évolution, puisque depuis le 22 septembre 1976 le recul est respectivement d'environ 14 % et 20 %.

Face à cette lente mais sûre dégradation, dont le récent assaut contre le franc est le dernier épisode, l'opinion française doit se faire une idée plus précise de ce qu'elle aura du mal, semble-t-il, à trouver le moindre argument capable de faire avancer la compréhension du phénomène. Dans la conférence de presse de mercredi, le premier secrétaire du parti socialiste a relancé la controverse en s'adressant à son collègue, M. Robert Boulin, à la République, « afin que, au-delà d'une déclaration de principe sans portée, il rappelle au gouvernement le devoir que la Constitution lui confie de déterminer la politique de la nation ».

Doit-on penser que les mesures prises par M. François Mitterrand seraient plus de « portée » ? Elles sont de deux sortes. Le premier secrétaire du parti socialiste admet d'abord les autorités responsables de renforcer le contrôle des changes (comme cela est prescrit dans le chapitre X du programme commun). Et de citer en exemple plusieurs dispositions du traité de l'Union européenne, d'une d'elles est d'établir une « devise-titre ». Les Français ne pourraient acheter des actions et des titres cotés dans les bourses étrangères qu'à d'autres conditions qu'en possédant déjà. Comme il est à craindre que les acheteurs seraient plus nombreux que les vendeurs, le cours de la devise-titre serait apprécié tous les jours la dépréciation du franc par rapport à un cours officiel jugé de plus en plus artificiel à cause de la multiplication des contrôles.

Ces contrôles eux-mêmes seraient-ils de nature à protéger les cours ? M. Mitterrand recommande de réduire de huit à un jour le délai de l'achat de devises étrangères. Les délais d'achat laissent aux importateurs pour acheter des devises étrangères. Cette disposition draconienne n'a pas empêché la livre sterling de se dégrader quasiment en octobre 1976. On objectera que le marché français peut plus facilement être isolé, parce qu'il n'y a pas de balances étrangères à couvrir, mais « balances sterling » (certificats de pays étrangers en livres sterling). On pourrait bien sûr le rendre plus imperméable à la spéculation en interdisant pratiquement aux importateurs de se couvrir à terme, comme le demande M. Mitterrand (qui envisage de réduire la terme et d'interdire l'achat de devises étrangères). Mais on ne peut pas empêcher les achats à l'étranger, les vraies difficultés commencent quand on voit les recettes d'exportation, sur lesquelles un gouver-

nement n'a pas de prise, commencer à baisser. L'expérience montre que l'inflation intérieure s'accroît dans un pays qui se refuse à lui-même, rendant plus difficile les ventes à l'étranger.

M. Mitterrand demande également au gouvernement de s'en prendre aux spéculateurs. Là encore, il se montre fidèle à la lettre et à l'esprit du programme commun selon lequel « la spéculation contre la monnaie constitue un délit défini par la loi ». Les ordres d'achat de devises contre francs seraient émis de quelques gros spéculateurs français via des banques américaines. Il n'y a aucun doute que les grosses entreprises — comme de moins importantes — se sont « couvertes ». Pour les trésoriers et les gestionnaires des firmes, la « spéculation » est une opération de protection. Le maintien du franc ne peut être plus total. Il continuera longtemps à faire l'objet d'âpres discussions surtout dans un pays où une longue tradition rend les seuls « accapareurs » responsables du mauvais fonctionnement des marchés.

C'est avec des arguments emportant indubitablement la conviction que le gouvernement a répondu à M. Mitterrand. M. Robert Boulin lui a répondu : les chiffres « absurdes » qu'il a cités pour évaluer la masse des capitaux français réfugiés à Genève ou à Zurich, en faisant remarquer que les estimations faites par la première secrétaire du P.S. était supérieure au volume de la circulation monétaire en Suisse. Le chiffre de M. Mitterrand est, peut-être, qui le sait au juste ? — trop élevé, mais il n'est pas exact non plus de dire, comme M. Boulin, que la totalité des capitaux en question figure au passif des banques helvétiques.

PAUL FABRA.

CONJONCTURE

REPRISE MODÉRÉE DE L'ACTIVITÉ PRÉVOIT LE C.N.P.F.

Pour le premier semestre de 1978, on devrait retrouver une reprise modérée de l'activité liée au redressement progressif de la production dans les industries de consommation et la poursuite d'une croissance lente dans les industries d'équipement : la dernière enquête de l'INSEE auprès des industriels confirme d'ailleurs que les perspectives des entreprises sont optimistes et qu'elles comptent « raisonnablement » sur un redressement de l'activité. Le C.N.P.F. (Conseil national du patronat français) dans sa dernière enquête de conjoncture, conclut que le redressement de l'activité est suffisant pour permettre aux entreprises d'accroître les progrès de production tout en maintenant le rythme de croissance de l'emploi à un niveau de stabilité à l'avenir. L'année dernière, la progression des coûts unitaires n'a pas dépassé 9 %, mais elle demeure supérieure à la hausse des prix à la production : 6 à 7 %. Ceci explique, pour un industriel sur deux, l'errance en décembre par l'INSEE, la hausse des prix représente la cause principale de la dégradation de la trésorerie.

Au total, conclut le C.N.P.F., la restauration des marges des entreprises demeure, outre la lutte contre l'inflation, un des points de la conjonction conjoncturelle à l'avenir, mais, dans un contexte d'expansion modérée et de concurrence aigüe.

SOCIAL

A l'exception de la banquette parisienne

La situation était redevenue quasi normale mercredi 8 février après-midi dans les centres de tri de province et de Paris, après les heures de protestation et de solidarité à la fin de la semaine dernière et lundi et mardi 6 et 7 février. On notait également, dans les centres de tri de la banquette parisienne, une diminution du nombre de grévistes qui, selon l'administration, est passé de 30 % mercredi matin à 12 % dans l'après-midi.

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des postiers ont cependant maintenu leur préavis de grève de vingt-quatre heures, mercredi 9 février dans la région parisienne, sans pour autant donner de consignes de grève précises. Mercredi matin, l'administration faisait état de 25 % de grévistes dans les centres de tri de banlieue, et de 2,5 % à Paris, et quelques perturbations dans des centres de Nantes, Angers et Dijon.

Les deux organisations syndicales réclament des négociations sur la situation des vacataires.

SOCIAL

LA REPRISE DU TRAVAIL S'EST GÉNÉRALISÉE DANS LES CENTRES DE TRI

M. Jean-Pierre Capron, ingénieur en chef des mines, est nommé directeur des carburants. Le 10 septembre 1976, M. Jean-Pierre Capron est nommé directeur des carburants. Il est titulaire de la licence de l'État, qui donne droit à la nomination dans les postes de directeur des carburants. M. Capron est ingénieur en chef des mines, titulaire de la licence de l'État, qui donne droit à la nomination dans les postes de directeur des carburants. M. Capron est ingénieur en chef des mines, titulaire de la licence de l'État, qui donne droit à la nomination dans les postes de directeur des carburants.

SOCIAL

LA REPRISE DU TRAVAIL S'EST GÉNÉRALISÉE DANS LES CENTRES DE TRI

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a notamment affirmé, le 8 février à Besançon au cours d'une réunion électorale que le recul du franc signifiait que « le monde extérieur » était « en train d'indiquer à M. Mitterrand qu'il n'a pas confiance en lui ».

M. Mitterrand, a déclaré de son côté M. Edgar Faure, a été un très bon ministre dans le gouvernement Edgar Faure, mais je dois vous dire que je ne sais pas ce qu'il aurait donné sans moi ».

(M.D.L.R. — M. Mitterrand a approuvé comme ministre d'État au premier cabinet Edgar Faure (20 janvier - 6 mars 1952).)

EXPORTATION ILICITE DE CAPITAUX

M. Daniel Hué, cinquante-sept ans, courriel au ministère des affaires étrangères, et appelé à ce jour à effectuer de très nombreux voyages à l'étranger, a été interpellé le 6 février par des agents des douanes, à Paris, à la gare du Nord, d'où il s'apprêtait à gagner la Belgique en avion. Dans sa valise se trouvaient 500 F en billets de 500 F, répartis en plusieurs paquets enveloppés de « papier-cadeau ».

Il a expliqué qu'il transportait ces fonds, comme il l'avait déjà fait à maintes reprises, pour le compte de M. René Philippe, soixante-trois ans, arbitrage à la Bourse.

Ce dernier, questionné, a contesté ce fait. Pris subitement de troubles cardiaques, il fut transporté en ambulance dans un hôpital parisien, mais il n'y fut pas admis. Et on ne l'a plus revu.

Quant à M. Hué, il a été inculpé d'exportation de capitaux sans autorisation par M. Raymond Leclercq, premier juge d'instruction, qui l'a placé sous mandat de dépôt. Il a choisi M. Charles Libmann pour défenseur.

TAUX DES EURO-MONNAIES

	1/2	3/4	1	1 1/4	1 1/2	2	3	4	5
D.M.	8	6 1/2	5	3 1/2	3	6 1/2	8	3 1/2	
S.U.S.	5 1/2	2 1/4	6 3/4	7 1/4	7	7 1/2	7 1/2	6 1/4	
Floris	5 1/2	5	6 1/4	7 1/4	6 1/2	7 1/2	7 1/4	6 1/4	
F.R.	8	5	1/2	1/2	1/4	3/4	1/4	1/2	
L. (1 000)	5 3/4	6 1/4	14	15	14	15	14	15	
Fr. France	14	15	15	15 1/2	15 3/4	16 1/4	14 1/4	14 3/4	

Les pays de l'OECE sont devenus emprunteurs nets d'argent frais auprès du système bancaire international au troisième trimestre 1977, pour la première fois depuis 1973. Selon un rapport publié par la Banque des règlements internationaux, ce groupe de pays exportateurs de pétrole a, durant cette période, déposé 0,4 milliard de dollars et en a prélevé 2,2. En outre, il a procédé à des conversions, prélevant 0,3 milliard de dollars sur leurs dépôts libellés en cette monnaie et augmentant de 1,4 milliard de dollars ses dépôts en d'autres monnaies.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas - Haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S.U.S.	4,8000 4,8050	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 700
S. can.	4,8020 4,8050	+ 70 + 125	+ 120 + 220	+ 550 + 650
Yen (100)	2,0170 2,0250	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 700
D.M.	2,3000 2,3100	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 600
Floris	2,1000 2,1100	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 600
F.R.	1,1000 1,1100	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 600
F.S.	2,4000 2,4100	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 600
L. (1 000)	2,6000 2,6100	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 600
S. can.	4,8000 4,8100	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 600

F. LEMEUNIER
DROIT DES SOCIÉTÉS

EXTRAIT DU SOMMAIRE

- Sociétés en nom collectif
- Sociétés à responsabilité limitée
- Sociétés anonymes
- Sociétés par actions
- Sociétés à capital variable
- Sociétés à participation variable
- Sociétés à capital et à participation variables
- Sociétés à capital et à participation variables
- Sociétés à capital et à participation variables

J. Delmas et Cie

F. LEMEUNIER
VIENT DE PARAITRE

GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE

EXTRAIT DU SOMMAIRE

- Présentation de la loi
- Présentation de la loi
- Présentation de la loi
- Présentation de la loi
- Présentation de la loi
- Présentation de la loi
- Présentation de la loi
- Présentation de la loi
- Présentation de la loi
- Présentation de la loi

J. Delmas et Cie

ABU DHABI
BAHREIN DUBAI
DOHA MUSCAT

GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

AGRICULTURE

UNE NOUVELLE RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE DU VIN

La Commission de Bruxelles propose un prix-plancher pour les échanges intracommunautaires

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne a approuvé, le mercredi 8 février, des propositions visant à compléter et à renforcer la réglementation du marché commun du vin. Les ministres de l'agriculture des Neuf, qui se retrouvent lundi 13 et mardi 14 février à Bruxelles, donneront alors leur première réaction à ces projets qui s'inscrivent dans la perspective de l'élargissement de la Communauté à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne.

Leur principal objectif est moins d'accroître directement le soutien accordé aux viticulteurs que de promouvoir une meilleure organisation du marché et surtout d'éviter l'anarchie dans les échanges intracommunautaires.

De notre correspondant

Le stockage obligatoire d'une partie de la récolte. Destinée à éviter une commercialisation précipitée entraînant elle-même une chute des cours, ce stockage pourra s'opérer chez le producteur comme chez le négociant. Les frais qu'il entraîne seront pris en charge par le Fonds européen agricole (FEAGA). Cet engrèvement forcé d'une partie de la récolte n'affectera d'aucune manière des contrats à long terme (neuf mois) encouragés par la réglementation européenne. La Commission propose cependant que le tirage mi-

BILLET

POLITIQUE FORESTIÈRE

M. de Jouvenel avait raison...

M. Bertrand de Jouvenel craignait que son rapport, remis au gouvernement en décembre dernier, sur les orientations de la politique forestière pour le vingt et unième siècle (le Monde du 28 janvier) ne connût un mauvais sort. Il avait raison.

Après avoir pris connaissance des conclusions du rapport établi par le groupe de travail présidé par M. de Jouvenel, le conseil des ministres a décidé d'amplifier les actions menées en vue de protéger et de valoriser le patrimoine forestier considérable, le premier dans le Camionné européenne, dont dispose notre pays. Indique la communiqué diffusé mercredi 8 février par l'Élysée. Suit un exposé des mesures concernant l'industrie papetière, l'aménagement, la commercialisation des bois résineux, la protection des sols, la gestion de la faune et de la flore, l'ouverture au public et la connaissance de la forêt.

Aucune de ces mesures n'est nouvelle; toutes ont été adoptées en conseil interministériel ces derniers mois, a reconnu M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, au cours d'une conférence de presse au sortir de l'Élysée. « Il s'agit d'orientations, a-t-il précisé, qui seront mises en œuvre de façon progressive, et dont l'importance financière n'a pas encore été déterminée ».

Singulier décalage entre les ambitions affichées et les moyens utilisés. C'est que, des propositions du rapport Jouvenel, le gouvernement n'a voulu retenir, selon le ministre de l'Agriculture, que « le pari sur la forêt et le renforcement des actions entreprises ». Du coup, pas question de permettre à l'Office national des forêts (ONF) d'avoir des activités industrielles ou commerciales; pas question de mettre un terme aux ventes sur pied d'arbres, qui font le jeu des spéculateurs; pas question d'augmenter sensiblement le nombre des ouvriers forestiers qui entretiennent diffi-

ciement les bois; pas question de rétablir une direction générale des forêts ou, mieux, de créer un commissariat aux forêts; pas question de stimuler les propriétaires négligents en leur offrant, selon la proposition, de moins la gestion de leurs forêts; pas question de mettre en place une fiscalité incitative.

Le gouvernement s'est contenté de réorganiser et d'étaler le vénérable Conseil supérieur de la forêt, qui ne s'est pratiquement jamais réuni; d'attendre que les recherches de génie industriel aboutissent pour pouvoir éventuellement installer de petites unités de production de pâte à papier près des massifs boisés; d'organiser des « Journées de l'arbre ».

Est-ce le fléau préélectoral qui a poussé le gouvernement à présenter, en guise de politique forestière, un paquet aussi mal emballé de mesures éparpillées déjà connues? La forêt ne mérite pas cela, même si les forestiers qui, dans l'ensemble, n'apprécient guère changements et nouveautés, sont, sur l'essentiel, d'accord avec les pouvoirs publics. Une forêt de 14 millions d'hectares — le moitié des surfaces boisées des neuf pays du Marché commun — qui laisse un déficit extérieur de l'ordre de 8 milliards de francs pour les échanges de bois et de dérivés, c'est un problème qui demande des mesures énergiques.

« Nous ne voulons plus d'un discours philosophique », écrit récemment la fédération des salariés agricoles C.F.D.T. Pour elle, il convient de stopper l'appropriation et la rentabilisation capitalistes de la forêt, de créer une gestion publique de la forêt dans son ensemble, de changer totalement la politique d'aménagement du territoire, de transformer les conditions des travailleurs forestiers... Pour pallier les carences actuelles, faudrait-il en arriver là? A. G.

AUTOMOBILE

UN MOTEUR DIESEL DE 2 500 cm³ SUR LA CITROËN CX

Ainsi que les CX diesel Confort et Super variant les couples du moteur d'origine (2 200 cm³), Citroën vient de doter la berline Falas et les breaks d'un groupe de 2 500 cm³. La puissance (75 ch DIN à 4 500 tr/min) comme le couple maximal (18,5 mkg à 2 000 tr/min) progressent considérablement, de même que les performances, notamment les accélérations.

Le comportement de la CX 2500 D, selon le constructeur, se compare désormais à celui d'un véhicule à essence. Mais le nouveau diesel consomme beaucoup moins : 6,5/7,7 et 8,2 litres de gazol selon les normes conventionnelles, soit près de 2 litres de moins, en ville, que le moteur de 2 200 cm³.



Reservation : 225.99.06+

IRAN AIR

Orly Sud

PARIS-TEHERAN

SANS ESCALE

BOEING 747 SP : Mardi-Samedi 9 h 15
BOEING 747 : Mercredi-Dimanche 13 h 45
BOEING 707 : Lundi 15 h 45

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOGEVAR (SICAV)

Situation au 31 décembre 1977

Le conseil d'administration de SOGEVAR a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1977. Il propose à l'assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende global à 12,50 F (12,50 F net) au lieu de 12,50 F (12,50 F net) au titre de l'exercice précédent. Sur la base de la valeur liquidative ex-coupon au 31 décembre 1977, le rendement global serait de 5,71 % au lieu de 4,85 % l'année dernière.

À la même date, l'actif net s'élevait à 622 millions de francs.

SOGINTER (SICAV)

Situation au 31 décembre 1977

Le conseil d'administration de SOGINTER a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1977. Il propose à l'assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende global à 22,17 F (22,17 F net) au lieu de 12,50 F (12,50 F net) au titre de l'exercice précédent. Sur la base de la valeur liquidative ex-coupon au 31 décembre 1977, le rendement global serait de 5,71 % au lieu de 4,85 % l'année dernière.

À la même date, l'actif net s'élevait à 622 millions de francs.

SOGINCO (SICAV)

Situation au 31 décembre 1977

Le conseil d'administration de SOGINCO a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1977. Il propose à l'assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende global à 6,55 F (6,55 F net) au lieu de 5,06 F (5,06 F net) au titre de l'exercice précédent. Sur la base de la valeur liquidative ex-coupon au 31 décembre 1977, le rendement global serait de 5,71 % au lieu de 4,85 % l'année dernière.

À la même date, l'actif net s'élevait à 622 millions de francs.

MUTUABAIL

Nous rappelons que la distribution des 4 250 000 F — qui sera proposée à l'assemblée du 10 mars 1978 — représente 20,04 % (et non 16,04 %) du bénéfice net comptable. (Voir notre numéro daté 31 janvier 1978.)

LA SITUATION ALIMENTAIRE EST ALARMANTE AU VIETNAM ET AU LAOS

indique le directeur de la F.A.O.

à M. Giscard d'Estaing

M. Edouard Saouma, directeur général de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), a été reçu par le président de la République M. Giscard d'Estaing, mercredi 8 février. Au cours de cet entretien, M. Saouma a exprimé sa vive inquiétude devant la situation alimentaire mondiale, qui demeure fort préoccupante en dépit des bonnes récoltes de ces dernières années. La production agricole dans les pays en voie de développement, là où vivent les trois quarts de l'humanité, ne s'accroît pas suffisamment.

M. Saouma a déclaré que ses récentes visites au Laos et au Vietnam lui avaient confirmé ces faits de façon dramatique. Pour le directeur général de la F.A.O., deux actions conjuguées à l'échelle internationale sont nécessaires : d'une part, l'augmentation sensiblement l'aide publique bilatérale et multilatérale au secteur agricole; d'autre part, il est indispensable de parvenir à un accord sur la sécurité alimentaire. M. Saouma a, en outre, rendu hommage à l'attitude politique de la France vis-à-vis du monde agricole et à l'action personnelle du président Giscard d'Estaing en ce domaine. Il a attiré l'attention du président de la République sur l'échéance prochaine, le 13 février, à Genève, de la réunion du conseil international sur le blé, au cours de laquelle des décisions importantes devraient être prises concernant le montant de l'aide alimentaire en blé et la création de stocks d'urgence. Cependant, a insisté M. Saouma, le véritable talon d'Achille des pays du tiers-monde est la riz, dont les réserves sont insuffisantes. M. Saouma a, enfin, abordé les questions d'écologie et la réorganisation de la F.A.O. Le président de la République n'a pris aucun engagement.

ÉTRANGER

SUCCÈS POUR LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE

Les mineurs acceptent de limiter à 10 % leurs revendications salariales

Londres. — Au terme d'une série d'entretiens avec les dirigeants du TUC (Trade Union Congress) et plusieurs membres du gouvernement, les mineurs ont décidé, mercredi 8 février, d'accepter, sur principe, l'offre d'augmentation de 10 % de leurs salaires proposée par le bureau des charbonnages et conforme aux directives gouvernementales. Les mineurs ont donc renoncé à leur revendication d'une hausse salariale de l'ordre de 30 %, ainsi qu'à leur intention d'abandonner la règle dite des « 100 jours », leur imposant un délai d'un an avant la présentation de nouvelles demandes d'augmentation. M. Gormley, président du Syndicat des mineurs, a expliqué ce revirement spectaculaire par la nécessité d'accepter les réalités. De fait, le gouvernement et la hiérarchie syndicale s'étaient fermement opposés aux demandes des mineurs, soulignant qu'elles mettaient en péril la politique des salaires. À un moment où celle-ci débouche sur un résultat positif, le taux annuel d'inflation étant redevenu, pour la première fois, au-dessous de 10 %, M. Gormley a laissé entendre que le Syndicat des mineurs pouvait éventuellement envisager, dans la perspective d'élections générales, une épreuve de forces avec le gouvernement travailliste, d'autant plus que les mineurs avaient obtenu des accords de productivité leur assurant un supplément substantiel de salaire.

La décision des mineurs représentait un succès majeur pour M. Gormley et les dirigeants du syndicat, dont les vœux ont prévalu sur ceux de M. Scargill, leader des mineurs du Yorkshire et de la grande région du nord, qui s'était opposé à ces accords de productivité. M. Scargill s'efforcera de renverser la décision des négociateurs du syndicat, mais, selon les derniers pointages, la décision des négociateurs, prise à la majorité de huit contre cinq, sera confirmée.

BRESIL

Le Brésil va exporter vers la Chine populaire, au cours du premier semestre 1978, 100 000 tonnes de fer, pour une valeur d'environ 75 millions de dollars. Cette opération, envisagée dans le cadre d'un contrat de fer brésilien, accorde l'année dernière à la firme brésilienne Cimetal avec le gouvernement chinois. Les producteurs de fer brésiliens, accusés l'année dernière de dumping par la Communauté européenne, s'efforcent actuellement de diversifier leurs marchés d'exportation. (A.F.P.)

CANADA

Le chômage au Canada a fortement augmenté en janvier. Mais, en données corrigées des variations saisonnières, il a diminué pour la première fois depuis mai 1977. Selon les chiffres officiels, le Canada comptait en janvier 991 000 chômeurs, soit un taux non « désaisonnalisé » de 5,5 % (888 000 et 5,8 % en janvier 1977). En données « désaisonnalisées », le chômage touchait 891 000 personnes en janvier, soit une baisse de 20 000 par rapport à décembre. (A.F.P.)

ÉTATS-UNIS

Le nombre des voitures importées aux États-Unis en janvier s'est élevé à 20,6 % des achats d'automobiles. Cette part du marché représente un record absolu pour un mois de janvier. Les ventes de voitures étrangères ont augmenté de 14,3 % par rapport à janvier 1977 totalisant cent quarante et un mille unités. Les ventes de voitures américaines ont diminué pendant la même période de 9,4 %. Honda, en particulier, a beaucoup progressé. (A.F.P.)

FINLANDE

M. Kero Rantala, ministre finlandais du commerce et de l'industrie, se rendra en France du 13 au 16 février à l'invitation de M. Monory, ministre de l'Industrie. Il s'entreprendra aussi avec M. Rostu, ministre du commerce extérieur, le 14 février. Malgré une augmentation, ces deux dernières années, de 20 % des échanges entre les deux pays, la France n'a été, en 1977, que le neuvième partenaire commercial de la Finlande, dépassée par les Pays-Bas et le Danemark. Les marchés finlandais offrent pourtant des possibilités comme la production de centrales électriques affectées par les P.T.E. finlandais auprès de la société Telefunco, société finlandaise qui fera appel à un procédé de pointe développé par CIT-ALCATEL. Pour leur part, les Finlandais abordent le problème des quotas d'exportation de papier et d'acier vers la Communauté européenne. On sait que le Marché commun compte pénaliser les importations venues à un prix inférieur à celui prévu par des barèmes récents. La Finlande exporte environ 40 % de son acier vers la C.E.E. — (Corresp.)

BOURSE DU BRILLANT

M. GÉRARD, JOAILLIERS
8, avenue Montaigne - Paris (8)
Tél. : 338-33-94

INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE									
les Sicav du groupe Société Générale									
Situation au 31.12.1977									
Soginter	Soginter	Soginter	Soginter	Soginter	Soginter	Soginter	Soginter	Soginter	Soginter
Une large	Une large	Une large	Une large	Une large	Une large	Une large	Une large	Une large	Une large
développement	développement	développement	développement	développement	développement	développement	développement	développement	développement
Un portefeuille	Un portefeuille	Un portefeuille	Un portefeuille	Un portefeuille	Un portefeuille	Un portefeuille	Un portefeuille	Un portefeuille	Un portefeuille
international	international	international	international	international	international	international	international	international	international
Un équilibre	Un équilibre	Un équilibre	Un équilibre	Un équilibre	Un équilibre	Un équilibre	Un équilibre	Un équilibre	Un équilibre
entre valeurs	entre valeurs	entre valeurs	entre valeurs	entre valeurs	entre valeurs	entre valeurs	entre valeurs	entre valeurs	entre valeurs
immobilières	immobilières	immobilières	immobilières	immobilières	immobilières	immobilières	immobilières	immobilières	immobilières
et étrangères	et étrangères	et étrangères	et étrangères	et étrangères	et étrangères	et étrangères	et étrangères	et étrangères	et étrangères
Un placement	Un placement	Un placement	Un placement	Un placement	Un placement	Un placement	Un placement	Un placement	Un placement
obligataire	obligataire	obligataire	obligataire	obligataire	obligataire	obligataire	obligataire	obligataire	obligataire
Un choix	Un choix	Un choix	Un choix	Un choix	Un choix	Un choix	Un choix	Un choix	Un choix
de valeurs	de valeurs	de valeurs	de valeurs	de valeurs	de valeurs	de valeurs	de valeurs	de valeurs	de valeurs
de croissance	de croissance	de croissance	de croissance	de croissance	de croissance	de croissance	de croissance	de croissance	de croissance
Une sélection	Une sélection	Une sélection	Une sélection	Une sélection	Une sélection	Une sélection	Une sélection	Une sélection	Une sélection
de titres de	de titres de	de titres de	de titres de	de titres de	de titres de	de titres de	de titres de	de titres de	de titres de
premier plan	premier plan	premier plan	premier plan	premier plan	premier plan	premier plan	premier plan	premier plan	premier plan
Un placement	Un placement	Un placement	Un placement	Un placement	Un placement	Un placement	Un placement	Un placement	Un placement
en valeurs	en valeurs	en valeurs	en valeurs	en valeurs	en valeurs	en valeurs	en valeurs	en valeurs	en valeurs
obligataires	obligataires	obligataires	obligataires	obligataires	obligataires	obligataires	obligataires	obligataires	obligataires
et en	et en	et en	et en	et en	et en	et en	et en	et en	et en
obligations	obligations	obligations	obligations	obligations	obligations	obligations	obligations	obligations	obligations
convertibles	convertibles	convertibles	convertibles	convertibles	convertibles	convertibles	convertibles	convertibles	convertibles
Valeur liquidative (F)	310,31	405,29	116,40	255,36	185,33	133,50	117,30		
Coupon global (F)	17,40	22,17	6,55	22,28	6,23	6,30	7,68		
(date de paiement)	(envisagé)	(envisagé)	(envisagé)	31.12.1977	31.12.1978	31.12.1978	31.12.1977		
Actif net total (MF)	601,7	853,3	150,6	2.221,9	128,1	155,6	217,4		
France :									
- actions et obligations	26,70 %	8,90 %	32,40 %	16,72 %	7,80 %	21,40 %	51,50 %		
- autres obligations	35,41 %	22,40 %	14,70 %	71,50 %	31,10 %	28,80 %	26,80 %		
Etranger :									
- actions et obligations	36,65 %	63,70 %	46,90 %	2,36 %	55,00 %	36,70 %	26,30 %		
Liquidités et divers :	1,24 %	5,40 %	4,90 %	7,40 %	6,30 %	10,30 %	1,80 %		

LES MARCHÉS

PARIS

5 FÉVRIER

Marseille avenue

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

LA BOURSE
D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.

DE LA BOURSE D'AUJOURD'HUI
A ÉTÉ TRÈS
CALME. LES
COURS ONT
GÉNÉRALEMENT
HAUSSE D'UN
POUCE.</

50.000.000.000

INGER

DUR LE GOUVERNEMENT
MRS acceptent de limiter
rs revendications salariales

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

8 FÉVRIER

Nouvelle avance

Alors que la reprise du franc et la perspective d'un son d'apaisement décevant de la majorité des cours s'est poursuivie mercredi à la Bourse de Paris, l'indice des valeurs françaises a poursuivi sa progression de 3 points, à 270,4, à la clôture. L'indice des valeurs étrangères a progressé de 1 point, à 100,4, à la clôture. L'indice des valeurs étrangères a progressé de 1 point, à 100,4, à la clôture.

Il s'est traité à presque tous les compartiments, y compris des valeurs étrangères. Les valeurs étrangères ont progressé de 1 point, à 100,4, à la clôture.

La baisse de l'or et de ses dérivés s'est accentuée. Le lingot a perdu 595 F, à 28 700 F (après 28 720 F), le napoléon 9 500 F, à 290,10 F et la rente à 1/2 % 1973 encore plus de 1 %.

Aux valeurs étrangères, le fait saillant a été le vif recul des valeurs d'or. Relations fermées aux Américains. Peu de changement par ailleurs.

LONDRES

8 FÉVRIER

Nouvelle avance

La modération des revendications salariales formulées par les syndicats des mineurs a permis une reprise jeudi matin. L'indice des valeurs étrangères a progressé de 1 point, à 100,4, à la clôture.

Il s'est traité à presque tous les compartiments, y compris des valeurs étrangères. Les valeurs étrangères ont progressé de 1 point, à 100,4, à la clôture.

La baisse de l'or et de ses dérivés s'est accentuée. Le lingot a perdu 595 F, à 28 700 F (après 28 720 F), le napoléon 9 500 F, à 290,10 F et la rente à 1/2 % 1973 encore plus de 1 %.

Aux valeurs étrangères, le fait saillant a été le vif recul des valeurs d'or. Relations fermées aux Américains. Peu de changement par ailleurs.

NEW-YORK

8 FÉVRIER

Nouvelle avance

Malgré l'apparition tardive de quelques ventes bénéficiaires, la tendance est restée bien orientée mercredi à Wall Street, l'indice des valeurs étrangères a progressé de 1 point, à 100,4, à la clôture.

Il s'est traité à presque tous les compartiments, y compris des valeurs étrangères. Les valeurs étrangères ont progressé de 1 point, à 100,4, à la clôture.

La baisse de l'or et de ses dérivés s'est accentuée. Le lingot a perdu 595 F, à 28 700 F (après 28 720 F), le napoléon 9 500 F, à 290,10 F et la rente à 1/2 % 1973 encore plus de 1 %.

Aux valeurs étrangères, le fait saillant a été le vif recul des valeurs d'or. Relations fermées aux Américains. Peu de changement par ailleurs.

BOURSE DE PARIS - 8 FÉVRIER - COMPTANT

VALEURS	Cours du spot	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
5 % 1973	34 60	1 077	France I.A.B.D.	170	170	Laffitte-B&L	112 10	112	Industrie	80	70 50
5 % 1974	35 50	1 110	SAF 1975 A.R.M.	821	829	Lacordaire	102 50	102	Cie Lyonn. L&M	82 70	82 70
5 % 1975	36 50	1 143	Procter & Gamble	638	638	LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1976	37 50	1 176	M.A.P.	543	543	LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1977	38 50	1 209				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1978	39 50	1 242				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1979	40 50	1 275				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1980	41 50	1 308				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1981	42 50	1 341				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1982	43 50	1 374				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1983	44 50	1 407				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1984	45 50	1 440				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1985	46 50	1 473				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1986	47 50	1 506				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1987	48 50	1 539				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1988	49 50	1 572				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1989	50 50	1 605				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1990	51 50	1 638				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1991	52 50	1 671				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1992	53 50	1 704				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1993	54 50	1 737				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1994	55 50	1 770				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1995	56 50	1 803				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1996	57 50	1 836				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1997	58 50	1 869				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1998	59 50	1 902				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 1999	60 50	1 935				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2000	61 50	1 968				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2001	62 50	2 001				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2002	63 50	2 034				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2003	64 50	2 067				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2004	65 50	2 100				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2005	66 50	2 133				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2006	67 50	2 166				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2007	68 50	2 199				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2008	69 50	2 232				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2009	70 50	2 265				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2010	71 50	2 298				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2011	72 50	2 331				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2012	73 50	2 364				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2013	74 50	2 397				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2014	75 50	2 430				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2015	76 50	2 463				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2016	77 50	2 496				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2017	78 50	2 529				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2018	79 50	2 562				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2019	80 50	2 595				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2020	81 50	2 628				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2021	82 50	2 661				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2022	83 50	2 694				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2023	84 50	2 727				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2024	85 50	2 760				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2025	86 50	2 793				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2026	87 50	2 826				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2027	88 50	2 859				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2028	89 50	2 892				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2029	90 50	2 925				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2030	91 50	2 958				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2031	92 50	2 991				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2032	93 50	3 024				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2033	94 50	3 057				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2034	95 50	3 090				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2035	96 50	3 123				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2036	97 50	3 156				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2037	98 50	3 189				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2038	99 50	3 222				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2039	100 50	3 255				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2040	101 50	3 288				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2041	102 50	3 321				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2042	103 50	3 354				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2043	104 50	3 387				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2044	105 50	3 420				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2045	106 50	3 453				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2046	107 50	3 486				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2047	108 50	3 519				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2048	109 50	3 552				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2049	110 50	3 585				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2050	111 50	3 618				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2051	112 50	3 651				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2052	113 50	3 684				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2053	114 50	3 717				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2054	115 50	3 750				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2055	116 50	3 783				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2056	117 50	3 816				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2057	118 50	3 849				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2058	119 50	3 882				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2059	120 50	3 915				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2060	121 50	3 948				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2061	122 50	3 981				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2062	123 50	4 014				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2063	124 50	4 047				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2064	125 50	4 080				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2065	126 50	4 113				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2066	127 50	4 146				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2067	128 50	4 179				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2068	129 50	4 212				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2069	130 50	4 245				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2070	131 50	4 278				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2071	132 50	4 311				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2072	133 50	4 344				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2073	134 50	4 377				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2074	135 50	4 410				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2075	136 50	4 443				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2076	137 50	4 476				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2077	138 50	4 509				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2078	139 50	4 542				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2079	140 50	4 575				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2080	141 50	4 608				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2081	142 50	4 641				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2082	143 50	4 674				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2083	144 50	4 707				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2084	145 50	4 740				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2085	146 50	4 773				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2086	147 50	4 806				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2087	148 50	4 839				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2088	149 50	4 872				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2089	150 50	4 905				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2090	151 50	4 938				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2091	152 50	4 971				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2092	153 50	5 004				LCR Expansion	105 50	105 50	Ulysses	78	78
5 % 2093	154										

